

## Conseil national – 2 et 3 juin 2018

### Élections européennes – Rapport d'Anne Sabourin

---

Chers camarades,

J'ai bien conscience que ce temps sur les élections européennes arrive au milieu du débat principal de notre agenda, mais le CN doit être associé aux différentes étapes de préparation de cette importante échéance si nous voulons un parti rassemblé et efficace. Aussi je ne reviendrai pas sur l'analyse et les orientations discutées au CN de mars, je vous renvoie à notre résolution d'alors. Je vous propose aujourd'hui 3 questions d'actualité et la présentation des propositions qui sont soumises à votre délibération aujourd'hui.

Ce bref rapport ne commence pas par une bonne nouvelle...mais par deux !

La première nous vient de l'Irlande.

Le 25 mai le peuple irlandais a légalisé l'avortement avec 66,4 % de oui au référendum ! C'est un résultat historique et une grande avancée pour les droits des femmes dans un pays où l'influence de l'Église Catholique, mais aussi le conflit avec le Royaume Uni, ont pesé lourdement sur leur place dans la société, les assignant à des rôles essentiellement reproductifs. Nos camarades du Sinn Fein, sous la direction de leur nouvelle présidente Mary-Lou McDonald, n'ont pas démerité dans cette campagne, mettant alors en application le tournant pris il y a quelques années, en faveur de l'avortement. L'Europe d'aujourd'hui fait des femmes premières victimes des politiques d'austérité, des réformes du marché du travail, les confronte à une offensive réactionnaire puissante, mais l'Europe d'aujourd'hui est aussi traversée par le mouvement de fond mondial et révolutionnaire de la 4<sup>e</sup> vague féministe. Notre campagne des élections européennes comme notre congrès devront valoriser ce mouvement émancipateur. Vive les européennes libérées !

La seconde bonne nouvelle nous vient d'Espagne, où le congrès a voté hier matin une motion de censure du gouvernement Rajoy et du Parti populaire, lâché par les nationalistes basques. Adios Rajoy ! Et bon débarrascar le bilan du PP – dont une dizaine d'anciens cadres et élus vient d'être condamnée pour « *organisation criminelle [...] et système de corruption institutionnel* » – est lourd de casse des droits sociaux, de la santé, de l'université, d'attaques aux droits des femmes et de répression des mouvements sociaux, et est coupable de la tension et de la violence contre la Catalogne. La solution politique n'est pas encore fixée, mais selon nos camarades espagnols, elle pourrait résider dans un gouvernement minoritaire du Parti socialiste, qui, comme au Portugal, devrait, pour tenir, faire des compromis avec nos amis du groupe Unidos Podemos, l'alliance de Gauche unie et Podemos. Nos alliés planchent déjà sur les avancées concrètes qu'ils souhaitent obtenir pour les intérêts populaires. Quoi qu'il arrive, dans le paysage bleu et brun de l'UE, c'est une évolution positive.

Malheureusement, les bonnes nouvelles sont rares. Les signaux de la crise financière mondiale qui vient sont de plus en plus évidents, la guerre commerciale lancée par Trump est en train de se concrétiser et la relance militariste aussi. Nous allons vers des dangers dont nous devons bien mesurer la portée mortelle.

Regardons la situation de l'Italie, cauchemardesque en tous points. Dans la suite logique des explosions en chaîne des systèmes politiques nationaux, les dernières élections législatives se sont terminées par une alliance gouvernementale entre les populistes du Mouvement 5 étoiles et l'extrême droite de la Ligue. Un attelage montre où peuvent atterrir les logiques dégagistes et les

forces « attrape-tout ». Les escarmouches et provocations des derniers jours se terminent par un accord entre le Président italien allié aux dirigeants de l'Union et cette coalition fascisante. Il devient maintenant habituel que les marchés et dirigeants de l'UE organisent la pression sur les peuples, comme le commissaire au budget allemand l'a si bien exprimé ; je cite : « Les marchés vont apprendre aux Italiens à bien voter », et aillent jusqu'à tenter de mettre en place un gouvernement technique dirigé par un ancien du FMI. Et les pistes sont de plus en plus brouillées avec un populisme et une extrême droite dont nous savons le contenu nauséabond, mais qui se positionne en défenseur de la souveraineté populaire contre la finance et Bruxelles. Vous le voyez, quand la gauche est marginalisée, reste le choix entre la peste et le choléra... et la peste et le choléra finissent parfois par s'accorder. Nous verrons très vite que cela se fera au détriment des classes populaires et c'est déjà commencé avec les migrants.

Nous n'en sommes pas encore là en France. Mais imaginons un peu, à la lumière des rapports de forces, la teneur des débats qui s'annoncent. Pour le moment, si l'enjeu électoral est encore bien éloigné des préoccupations de nos concitoyens et s'il faut les prendre avec des pincettes à un an de l'élection, la tendance qui se profile dans les sondages d'opinion en France est celle d'une victoire de LREM – donné entre 27 et 32 %. Suivi par le FN - entre 14 et 19 % - et Les Républicains – entre 15 et 17 %.

Nous avons un an pour empêcher un scénario où la droite et l'extrême droite règnent quasiment sans partage sur la représentation de la France dans le Parlement européen. Nous avons un an pour peser, influencer le cours de cette campagne, marquer des points idéologiques, porter nos idées et des propositions au service des intérêts des français et des européens, rassembler les personnes et les forces porteuses d'alternatives progressistes.

Nous vous proposons de passer à la vitesse supérieure dans cette entrée en campagne.

D'abord, développer nos orientations et propositions sur la place publique. Le climat de luttes sociales peut nous aider à réussir ce pari. Toutes les luttes en cours sont confrontées à la question européenne. En négatif, dans la résistance face à l'austérité, à la casse des outils productifs, aux libéralisations de services publics, à l'escalade guerrière, à l'Europe forteresse et au capitalisme vert. Mais aussi en positif, car les solutions qui émergent des luttes font apparaître un besoin croissant de coopérations solidaires à l'échelle européenne. A nous de nourrir la critique de l'UE actuelle et de porter des propositions qui vont dans le sens de l'intérêt commun des travailleurs et des peuples européens. J'en profite pour signaler que la pétition « Dette de la SNCF : l'argent de la BCE pour les services publics, pas pour la finance ! » a recueilli 5000 signatures. C'est un bon début, mais nous sommes encore loin du potentiel. Je vous invite à la signer et la relayer.

Nous adresserons dans la semaine un appel à celles et ceux qui combattent la politique de Macron en France en mettant en évidence l'importance de porter ces luttes jusqu'au niveau européen. Aux féministes, aux étudiants en lutte contre « parcours sup », aux salariés et usagers de la SNCF, aux salariés qui ont combattu la loi travail et la liquidation de nos atouts industriels, aux salariés et usagers des EHPAD qui défendent l'hôpital public, aux militants de l'hospitalité envers les migrants, à nos aînés touchés par la hausse de la CSG, à tous ceux qui se préparent à combattre la nouvelle réforme des retraites, aux écologistes, aux agents et élus des collectivités locales touchés par les baisses de dotations et la contractualisation, aux militants de la paix inquiets du projet de défense européenne, aux populations d'Outre-mer qui réclament l'égalité, aux européens vivant en France et aux français de l'étranger qui portent en eux l'aspiration au partage et à l'amitié entre les peuples. Nous proposons de construire, à partir de leurs expériences et en nous appuyant sur les 14 priorités adoptées en mars, une plateforme et une liste communes,

pour faire élire des eurodéputés à 100 % au service des intérêts populaires, incorruptibles face aux pouvoirs de l'argent, combatifs et déterminés à placer toujours l'humain et la planète au cœur de leur action. Bien entendu, notre appel s'adressera également aux forces de gauche de notre pays car nous ne nous résignons pas à la division actuelle qui ne permettrait pas de mettre en échec les tendances que je vous ai décrites dans le rapport de forces national ; et dans le même temps, menacent les possibilités d'un rassemblement des forces de transformation dans un groupe uni et plus fort dans le Parlement européen. La France insoumise – donnée entre 9 et 13 % - semble décidée à faire cavalier seul et pourrait présenter une liste dans la semaine. Selon le JDD du 27 mai, la FI présenterait cette semaine « *une liste non ordonnée d'environ 70 candidats à l'élection européenne de mai 2019, Charlotte Girard et Manuel Bompard en duo de tête, suivi de Younous Omarjee, eurodéputé sortant des Outre-Mer* ». Dans le même temps, Jean-Luc Mélenchon se démarque à nouveau de la gauche et la solidarité internationale avec un discours sur l'Europe de plus en plus chauvin et poursuit sa tentative de division au sein de la gauche européenne, fort heureusement sans succès pour le moment. Nous continuons de tendre la main aux militantes et militants insoumis, aux électeurs de 2017 qui ne sont ni chauvins ni sectaires. Nous continuons de tendre la main aux autres forces de gauche. Bien que nous ayons eu de réelles discussions avec Générations, ce nouveau parti privilégie ses discussions avec EELV. Si l'on s'en tient à la dernière interview de Benoît Hamon dans Libération, c'est cette alliance à deux qui est privilégiée. Nous n'y sommes même pas mentionnés.

Nous ne nous résignons pas à cet éparpillement.

Pour peser sur le cours des choses, avec notre vision, nos priorités et notre démarche de rassemblement, il nous faut nous doter d'outils qui permettent une mise en campagne du parti exceptionnelle et une visibilité accrue.

- Dans l'immédiat, nous avons à développer nos orientations et 14 priorités, les vulgariser, les rendre plus concrètes et les mettre en circulation dans les luttes. Je lance un appel aux secteurs de travail thématiques du parti pour que vous nous remontiez une ou deux grandes propositions à dimension européenne issues de vos travaux. Il s'agira dans le même temps de populariser notre appel aux luttes et aux forces progressistes. Nous proposons de mettre rapidement en circulation un matériel national qui puissent être utile à cela.
- Afin de porter publiquement nos idées et cette démarche de rassemblement, nous proposons de désigner dès aujourd'hui un chef de file et une équipe nationale de campagne de 11 personnalités qui ont donné leur accord pour s'engager dans cette bataille. Nous proposons que Ian Brossat devienne notre chef de file. Connus pour son combat en faveur du logement pour tous et particulièrement exposé ces derniers jours dans le combat pour l'accueil des migrants et contre l'irresponsable inaction du gouvernement, Ian fait partie des « nouvelles têtes » du PCF qui – et c'est malheureusement trop rare – bénéficient d'un certain accès aux médias. Aussi, il est un atout pour une entrée en campagne visible de notre parti. C'est une proposition audacieuse qui aura besoin de notre investissement à toutes et tous pour faire une entrée fracassante ! Je tiens à saluer au nom du CN Patrick Le Hyaric, Marie-Pierre Vieu et Marie-Christine Vergiat députés européens sortants, qui, au vu de leur expérience, pouvaient légitimement prétendre à cette position et qui ont accepté de jouer la carte de la nouveauté, de mettre leurs savoirs et leur aura dans le pot commun. A leurs côtés, des camarades engagés sur de grandes causes, des élus « de poids » ou dans des réseaux, organisations actrices de luttes : Gilbert Garrel, syndicaliste cheminot, Camille Lainé, secrétaire générale du Mouvement Jeunes communistes, Eric Bocquet, sénateur reconnu pour son combat contre l'évasion fiscale, Philippe Rio, Maire et animateur de l'appel de Grigny, Mina Idir, militante féministe et antiraciste, André Chassaigne, Président de notre groupe à l'assemblée nationale, et Cécile Cukierman, sénatrice de la Loire, dont l'investissement sera clé, aux côtés de grands élus de nos territoires et moi même, responsable Europe du parti. Pour éviter les malentendus, si les camarades proposés seront, s'ils le souhaitent,

sur la liste, il ne s'agit pas des 12 premiers noms d'une liste aux contours déjà définis. Notre volonté est de créer un collectif de travail qui nous permette de porter nos contenus, d'être visible et d'engager le travail de contacts pour la construction de la liste. Concrètement, nous pourrions proposer une rencontre de travail le 2 juillet à l'ensemble des personnalités et forces sociales et politiques susceptibles de construire avec nous cette ambition.

Concernant la construction de la liste et pour ce qui est des propositions de candidatures émanant des communistes, le Conseil national ouvre conformément aux statuts l'appel à candidatures à compter de ce lundi 4 juin. Un travail avec des référents régionaux et les fédérations est déjà engagé et je tiens à remercier les camarades qui ont déjà fait remonter des noms, de communistes et de personnalités locales. Le CN est invité à en faire de même et à discuter dès aujourd'hui des critères, profils, idées de personnalités qui feraient de bonnes candidates et candidats. Nous avons besoin d'un maximum de propositions, très diverses, pour constituer une liste significative des luttes que nous voulons mettre en lumière.

Avant de vous laisser débattre de tout cela, une dernière proposition pour l'agenda de campagne. Début février, au moment où la campagne commencera à s'intensifier, nous pourrions tenir une nouvelle édition des Etats généraux du progrès social, cette fois tournée vers les enjeux européens et organisée avec des acteurs du mouvement social français et d'Europe.

Camarades, je vous remercie pour votre attention et nous souhaite un débat constructif qui nous permette de nous lancer unis et motivé dans cette bataille.

# Conseil national – 2 et 3 juin 2018

## Rapport de Gilles Ravache

---

Chers camarades,

Cela fait à peine cinq ans que je suis membre du Conseil national et vous vous apprêtez à me confier la responsabilité d'animer le travail de la commission des candidatures. Si vous le faites alors pour moi au moins ce sera un congrès extraordinaire.

Je suis très touché de la confiance que vous me faites. Si vous le décidez soyez assurés que je m'efforcerai de m'en montrer digne.

Avant que nous désignions les membres du Conseil national qui y participeront je voudrais que nous déterminions la manière dont nous pensons que devra travailler la commission des candidatures jusqu'à l'ouverture du congrès.

En quelque sorte le mandat que le Conseil national confie à celles et ceux qui vont le représenter.

Les discussions que nous avons eu depuis hier, ce que nous avons inscrit dans la base commune nous obligent toutes et tous. Nous semblons largement d'accord pour changer la conception, le rôle et le fonctionnement de nos directions, et singulièrement de la direction nationale. Nous ne pouvons pas nous payer de mots, nous avons l'obligation d'y parvenir. En toute logique cela implique de reconsidérer le rôle et le travail de la commission des candidatures.

En premier lieu, en cohérence avec les transformations du Parti, nous avons besoin de directions ayant le souci constant du développement des capacités des adhérentes et adhérents afin qu'ils, elles gagnent en autonomie d'initiative, d'action et de propositions.

Pour être davantage le parti de la proximité, il doit permettre l'accession à tous les niveaux de responsabilité de davantage de femmes, de jeunes et de militant.e.s issu.e.s des milieux populaires. Clairement nous ne progressons pas dans ce domaine. C'est pourtant une condition sine qua non des transformations dans le fonctionnement, et du Parti, et de ses directions.

En second lieu je vous propose de prendre en considération l'insatisfaction des communistes à l'égard de l'activité de la direction nationale. Si cette insatisfaction s'exprime avec plus ou moins de véhémence elle est en revanche largement répandue. D'une manière ou d'une autre elle porte sur le manque de réactivité et d'anticipation, le caractère inaudible de notre expression nationale, l'impression de flou dans nos positionnements nationaux, les insuffisances dans l'animation et la continuité des campagnes que nous lançons.

Cette insatisfaction se double de celle de nombre des membres du Conseil national quant à son fonctionnement.

Enfin nous devons adapter nos directions aux réalités du Parti d'aujourd'hui. Nous ne sommes plus une organisation dont la colonne vertébrale repose sur des permanents. La plupart des responsables du Parti, à tous niveaux, a une activité professionnelle. Le temps dont ils ou elles disposent est donc compté.

Pour être à la hauteur du congrès extraordinaire que nous nous sommes promis de tenir nous devons décider de nous attaquer à ces questions pour aboutir aux transformations nécessaires.

De ce travail il résultera nécessairement des changements des membres de la direction nationale. Mais je ne pense pas que ce soit le point de départ.

En effet, ces dernières années les membres de la direction nationale ont énormément changé. Depuis 2006, 432 camarades ont été, à un moment ou un autre, membres du Conseil national. C'est l'équivalent de 3 CN complets en douze ans. Parmi nous, les 170 membres actuels, 60 (35%) ont été élus pour la première fois au dernier congrès, il y a deux ans, et 34 (20%) au précédent congrès, il y a cinq ans. Autrement dit plus de la moitié du Conseil national a au maximum cinq ans de mandats. Quant au Comité exécutif national, deux tiers de ses membres y siègent depuis cinq ans au maximum.

C'est donc à la conception et au fonctionnement de la direction nationale qu'il convient d'apporter de profonds changements. La nouvelle composition du Conseil national devra être réfléchie avec cet objectif.

Les communistes réclament une direction nationale qui remplisse des fonctions majeures :

- aider, encourager, donner les moyens de l'initiative militante ;
- anticiper les évolutions sociales et sociétales ;
- initier des batailles de moyen et long termes ;
- faire entendre l'action et les idées des communistes dans le débat national ;
- innover dans les formes d'organisation de réseaux physiques et numériques ;
- donner aux adhérent.e.s tous les éléments nécessaires à leurs prises de décisions.

Pour tenter de répondre à ces attentes je vous propose d'adopter une méthode qui bouleverse nos habitudes.

Pour cela nous disposons déjà des travaux menés par le chantier ouvert depuis novembre sur la « conception des directions ». Je tiens à remercier les camarades de la commission que nous avons constituée et en particulier Nathalie Simonnet qui était simultanément membre de la commission de rédaction du texte, ce qui a permis un lien efficace. Depuis le début de l'année nous avons auditionné des camarades très divers, en responsabilité à tous les échelons du parti. Toutes et tous nous ont exposé la manière dont ils conduisent leur tâche et leurs attentes à l'égard de la direction nationale.

Ils me conduisent à proposer de viser la constitution d'une direction efficace, réactive, utile au déploiement de l'activité militante. Cela implique une grande diversité au sein du Conseil national. Une diversité d'angles de connaissances, de perception de la réalité sociale et des mouvements qui naissent au sein de la société, comme de la réalité de la vie militante du Parti.

Nous avons la responsabilité de créer les conditions nécessaires pour répondre aux attentes des communistes et traduire les objectifs que fixe la base commune. Pour cela je défends l'idée qu'il nous faut impérativement bouleverser notre manière de construire la direction nationale. Si nous faisons comme à l'habitude nous avons quelques chances d'aboutir au résultat habituel.

Je vous propose donc que la commission des candidatures travaille dans l'ordre suivant :

Premièrement : définir le rôle, les missions de la direction nationale à partir des grands objectifs fixés par la base commune ;

Deuxièmement : impliquer dans la direction nationale des camarades en prise avec les réalités mouvantes de la société, pour répondre au besoin de réactivité, d'anticipation.

Ce qui appelle la présence de camarades représentatifs de la diversité du salariat, du monde rural et des grandes agglomération - de camarades investi.e.s dans le mouvement social (associatif, syndical) - d'élu.e.s municipaux, départementaux, des grandes métropoles, parlementaires, parlementaires qui sont un des vecteurs importants de l'expression communiste nationale ;

Troisièmement : composer une direction nationale en lien étroit avec les réalités de la vie du Parti, pour répondre au besoin de soutien à l'activité militante.

Ceci implique de resserrer les liens entre les fédérations et la direction nationale. Je vous propose de généraliser l'organisation de ces liens à l'échelon de chaque grande région et d'aboutir à ce que cette relation se retrouve au sein même du Comité exécutif national. Simultanément il me paraît nécessaire de réévaluer la place de la réunion des secrétaires départementaux.ales dont un certain nombre seraient membres du Conseil national.

A eux devraient s'ajouter les animatrices et animateurs des réseaux d'initiatives et de partage.

Quatrièmement : identifier les tâches, responsabilités, à assumer pour rechercher les camarades disponibles pour s'en charger.

Ceci permettrait aux communistes de mieux savoir qui fait quoi et de clarifier les rôles respectifs du Conseil national, du Comité exécutif national et du ou de la secrétaire nationale.

En résumé je vous propose de commencer par la définition de ce que devrait être la composition du Conseil national et du Comité exécutif national. Comprenons nous bien. Je propose de travailler à leur composition, au sens des profils de leurs membres, des responsabilités à occuper en leur sein.

Ceci est particulièrement vrai pour le CEN puisque les statuts prévoient qu'il est élu par le Conseil national, sur proposition du ou de la secrétaire national.e, qui s'entoure pour cela d'une commission élue par le CN.

L'essentiel de la démarche vise la constitution d'un véritable collectif de direction dont les membres sachent ce qui est attendu d'eux. Et dont les communistes considèrent qu'il répond bien à leur attente et à ce qu'ils ont exprimé dans les discussions auxquelles ils, elles auront été associé.e.s.

Je souligne que si nous décidons d'aller dans cette voie cela doit nous conduire collectivement à bousculer le travail des propositions de candidatures.

Conformément aux statuts les candidatures vont venir des fédérations, validés par les congrès départementaux. Cette procédure assure, en principe, que la direction nationale représente l'ensemble du pays, toutes les régions et émane des communistes par le biais de leur fédération.

Toutefois elle ne nous assure aucunement de la réalisation des autres objectifs si tant est qu'elle atteigne les premiers.

Dès lors les propositions de candidatures émanant des fédérations devraient se réfléchir principalement en rapport avec la composition du Conseil national à laquelle nous voulons aboutir. Le rôle et l'investissement des représentant.e.s des fédérations à la commission des candidatures est de ce fait crucial. Pour réussir il va nous falloir un lien étroit, régulier. Pour alimenter les fédérations dans leur recherche de candidatures, pour qu'elles présentent au plus tôt les propositions qu'elles envisagent, voire pour que la direction nationale sortante ou la commission des candidatures elle-même puissent suggérer des candidatures dont les fédérations auront connaissance.

Je m'adresse ici aux secrétaires fédéraux pour que le ou la représentante de leur fédération soit désigné.e au plus vite et soit en mesure d'y consacrer le temps nécessaire. C'est une question décisive, pour que la construction de la direction nationale qui sera élue au congrès soit bien le fruit d'un travail collectif, transparent, auquel les communistes auront bien été associé.e.s.

Puisque j'y ai fait référence à plusieurs reprises nous devons veiller à respecter les règles définies par nos statuts. Statuts qui ne nous empêchent nullement de procéder comme je viens de vous le proposer.

Si nous convenons aujourd'hui de cette méthode je vous propose que la commission des candidatures se donne pour objectif de fournir à la rentrée de septembre la première étape de son travail : la conception du futur Conseil national. Elle pourrait faire l'objet d'une présentation au Conseil national de septembre.

De là pourrait s'engager une deuxième étape : celle des candidatures. Qui nous amènera à présenter une proposition de liste à l'ouverture du congrès.



## Conseil national – 2 et 3 juin 2018

### Rapport de Guillaume Roubaud-Quashie

---

Il est des périodes où il faut faire le dos rond, en attendant des jours meilleurs. Le mouvement ouvrier, au cours de toutes ses décennies de luttes, n'a pu être, en permanence, à l'offensive. Vous êtes en 1815, vous êtes en 1815 : qu'y pouvez-vous ? La réaction triomphe, c'est la Terreur blanche, la marée révolutionnaire se retire : l'intelligence doit être mise dans la préservation de ce qui peut l'être et la préparation de ce qui doit advenir, mais certainement pas dans l'offensive immédiate. Nous avons sans doute vécu, en longue durée, une période de cette nature, dans les années 1980-1990. Une promenade à l'intérieur du Parti communiste en montre encore les plaies : c'est ce trou démographique qu'on retrouve dans toutes les fédérations. Assurément, les problèmes nés de cette période demeurent et, au moins à l'échelle européenne, les communistes qui peinent à trouver un second souffle sont légion. La tâche est complexe : cela ne doit pas décourager, mais cela doit nous mettre en garde contre les recettes courtes ; cela doit nous amener à considérer la situation avec sérieux.

Pour autant, comment oublier ces quelques mots de notre camarade Henri Malberg, il y a quelques toutes petites années, dans ce bâtiment même ? Lors d'une soirée organisée par les jeunes communistes, il disait : « Ça fait 20 ans qu'on s'emmerde mais là, quelque chose s'ouvre ». Je crois, profondément, qu'il avait raison. Tout récemment, à l'occasion d'une soirée consacrée à la préparation du congrès à laquelle je participais – puisque, comme nous nous y étions engagés, la commission s'est faite voyageuse, pour être autant que possible, au diapason des communistes –, un camarade rapprochait 2 événements : sa jeunesse estudiantine à contre-courant à l'heure du *Livre noir du communisme*, dans les années 1990, d'une part et, de l'autre, l'écho rencontré aujourd'hui par des productions numériques se réclamant du communisme comme cette vidéo de novembre 2017 portant dans son titre le mot « COMMUNISME », promouvant dans son contenu le communisme, réalisée par un non communiste – du moins, un non-membre du Parti communiste –, en l'espèce Usul : plus de 250 000 vues. Ou encore, du même Usul, celle de près de 20 minutes « Marxisme : et si, finalement, vous étiez communiste ? » parue il y a 2 semaines et qui a déjà trouvé plus de 100 000 paires d'yeux. On pourrait citer encore le succès remarquable du forum Marx co-organisé par *L'Humanité* pour le bicentenaire du révolutionnaire. On pourrait aussi parler de la dynamique très forte que connaissent nos voisins belges du PTB qui, rappelons-le, se réclament tout à fait publiquement du communisme. Non, décidément, les années 2010 ne sont pas les années 1990 ; il n'est plus temps de faire le dos rond. Malheur au révolutionnaire qui n'a pas sa montre à l'heure...

C'est que le capitalisme est entré dans une phase où, de tous côtés, il est devenu un frein puissant au développement de l'humanité ; c'est que la très étroite classe dominante, qui décide seule, entraîne à coup sûr et à marche forcée notre planète et notre humanité à l'abîme, mue qu'elle est par la *seule* boussole du profit et de l'accumulation ; c'est que la crise de sens, de civilisation est désormais sans rivages. Je ne développe pas davantage ces idées qui figurent dans le projet de base mais, si elles sont vraies, elles sont déterminantes. Si la crise écologique est de l'ampleur que nous disons, si la crise anthropologique a la gravité que nous disons, alors, il ne fait pas de doute que la question communiste, la question de la

sortie de la société de classe prennent une actualité, une urgence même tout à fait nouvelle. Beaucoup cherchent dans ce sens, avec leurs mots, leurs expériences, leurs regards propres. Par gros temps, on pouvait prononcer plus discrètement ces 3 syllabes – peut-être même le devait-on ; en tout cas, ce temps est révolu : le communisme est la question du XXI<sup>e</sup> siècle et il nous faut porter haut ce combat.

Cette urgence est sans doute d'autant plus aiguë que, le capitalisme dans les convulsions de sa crise systémique, donne une nouvelle jeunesse aux courants politiques les plus dangereux : nationalistes débridés, racistes déchaînés, phalocrates décomplexés, partisans de pouvoirs théocratiques, réactionnaires de toutes farines... Où qu'on porte le regard, on voit monter ces périls historiques : de Trump à Erdogan en passant par Daech, Le Pen, Netanyahu, Matteo Salvini, Narendra Modi ou Viktor Orban.

Le problème et nous tenons là, je crois, l'un des grands enjeux de ce congrès, c'est que l'incarnation de ce combat, en France, n'en est pas moins confrontée à une crise très lourde. En 2017, nous avons obtenu le résultat électoral le plus désastreux, en nombre de voix, de toute notre histoire, de sorte que, si rien n'était fait, notre portrait en 2020 serait assez loin de celui du fier chêne rouvre franchissant sereinement le premier de ses nombreux centenaires à venir. Mais je voudrais partager avec vous trois épisodes très récents. Le premier est lié aux grandes mobilisations sociales de ce printemps 2018 et, notamment, le si puissant, si intelligent et si juste mouvement des cheminots : il n'est pas possible de participer aux manifestations parisiennes sans voir, partout, des communistes, y compris avec écharpes tricolores. Précisons : partout, des militants du PCF *plus que de n'importe quelle autre force politique*. Dans le même temps, l'autre jour, marchant à proximité de ce bâtiment, j'entendais un adolescent, frappé par la taille et l'esthétique de l'espace Niemeyer, demander à son père : « C'est quoi, ce bâtiment ? ». Et ce dernier de lui répondre « C'est le siège du Parti communiste. » Et l'adolescent : « Non ! Pas possible... » Ou encore, cette journaliste de France 24 demeurée interdite qui je lui disais que nous comptions plus de 100 000 adhérents. Nous sommes une force considérable mais nul ne le sait, ne le voit, ne le sent.

Autrement dit, le Parti communiste est dans une situation extrêmement difficile mais il a des forces que le mouvement ouvrier tout entier a rarement eues à sa disposition au fil des siècles : obnubilés par nos muscles d'antan, nous finissons par oublier que nous disposons d'un nombre de militants et de moyens matériels considérables au regard de la plupart des forces politiques. Faut-il rappeler que l'A.I.T. toute entière n'a jamais compté plus de 10 000 cotisants à l'échelle mondiale, 2 000 en France ? Il ne s'agit surtout pas de minimiser les difficultés mais si nous travaillons intelligemment, collectivement, fraternellement, à l'heure où l'Histoire se réveille et frappe à la porte, nous avons toutes les ressources pour saisir ce siècle à bras-le-corps. Pour aller jusqu'au bout de mon idée, je dois tout de même préciser que ceci revêt aussi un caractère d'urgence interne. La structure démographique de notre parti n'est pas lisse : la jeune génération investit le Parti communiste, bien plus que ce qu'en disent les médias et en imaginent nos concitoyens, mais nos principales cohortes sont souvent filles du Programme commun et c'est donc maintenant qu'il faut être intelligents pour mobiliser efficacement nos forces qui comptent, *aujourd'hui*, parmi les premières du pays.

Cette intelligence collective nécessaire requiert impérieusement l'entrée de plain-pied dans le congrès du grand nombre des communistes. De ce point de vue, nous le savons, il y a bien du travail devant nous mais n'est-ce pas une nécessité incontournable pour nous que de faire plus et mieux *parti*, de plus et mieux coordonner, de plus et mieux tirer force et cohérence de l'apport de tous ceux et toutes celles qui s'engagent au PCF ?

Aussi, la commission a travaillé à produire concrètement les conditions de ce large investissement : nous avons produit un texte nettement plus court que d'habitude. S'il s'est étoffé de version en version, il reste malgré tout deux fois plus court que la moyenne des textes de nos précédents congrès. Ce n'est pas un supplément d'âme ou un goût pour la concision : les communistes aiment développer leurs idées et aucun d'entre nous, à la commission, n'échappe à la règle. Mais c'est une exigence démocratique. On m'a dit : le volume du texte importe peu, c'est le contenu qui compte. Qu'on m'explique alors pourquoi *Le Manifeste du parti communiste* a été, un temps, le livre le plus vendu au monde et non pas *Le Capital* ? Non, si nous voulons que les communistes, par dizaines de milliers, participent pleinement et souverainement à ce congrès, il faut produire un texte qui le permette. Or je crois que notre responsabilité de direction nationale est de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour que les communistes débattent, délibèrent et décident. C'est un enjeu démocratique ; c'est la condition pour la réussite effective de ce congrès.

Dans le même esprit, pour la clarté de l'exposé et pour aider au débat souverain des communistes, nous avons adopté une forme nouvelle : structurer la base commune autour de plusieurs thèses qui affirment chacune une position et peuvent être clairement amendées.

L'orientation de ce texte comporte un autre parti pris : nous n'avons pas voulu faire un texte qui soit, d'abord, un texte d'analyses. L'analyse est assurément indispensable mais c'est pour nourrir la décision. Or il peut nous arriver de décrire longuement les problèmes, ce qui est assurément utile quand c'est fait précisément ; mais la tâche d'un parti révolutionnaire n'est-elle pas d'abord d'avancer des solutions ? Nous avons voulu faire un texte qui soit, en quelque sorte, fondamental, qui réponde à ces 3 questions : communistes de 2018, qui êtes-vous ? que voulez-vous ? comment procédez-vous ?

Le texte s'ouvre ainsi sur une première partie consacrée à la question communiste qui dit son ardente actualité dans le monde présent, qui essaie de dire le plus clairement et le plus laconiquement possible ce qu'est notre combat communiste : combat de classe, combat féministe, combat antiraciste ; autrement dit, combat pour la sortie du capitalisme et combat pour le libre développement de la personne humaine.

Le texte poursuit avec une deuxième partie consacrée aux chemins révolutionnaires dans la France de notre temps. Il avance des principes : notre objectif est bien la mise en mouvement consciente du plus grand nombre et non la recherche d'une simple délégation de pouvoir dont nous serions les destinataires. Dans ce sens, plusieurs axes sont proposés. La question de la conquête des pouvoirs est posée ainsi que notre conception de l'initiative communiste et du rassemblement majoritaire. Dans ce cadre, un bilan de notre stratégie décennale du FG est avancé, ainsi qu'une orientation stratégique nouvelle qui dit à la fois que nous préparons activement, dès à présent, comme Parti communiste, l'ensemble des élections du quinquennat et, au-delà de cette seule dimension électorale, la bataille

idéologique, les fronts sociaux et politiques que nous entendons déployer. Une analyse est proposée des forces en présence : la rupture historique que constitue le macronisme ; la France insoumise. Sur ce dernier point, il faut dire la difficulté de l'exercice car on voit bien que l'orientation de cette force n'est pas figée une fois pour toutes et nous ne sommes pas des spectateurs studieux mais des acteurs parties prenantes des recompositions à l'œuvre.

Enfin, le texte propose de dessiner le Parti communiste que nous pourrions construire pour ce siècle nouveau : « ni table rase, ni simple continuation, mais évolution révolutionnaire » dit le projet. Le relevé de décisions de notre dernier congrès est confirmé. En outre, des nouveautés substantielles sont proposées : une plateforme numérique susceptible, si nous nous donnons les moyens de l'investir, de nous aider considérablement tant dans nos tâches d'organisation que de communication, une nouvelle conception de nos campagnes, une nouvelle stratégie de communication, la mise en place de réseaux nationaux pour créer des espaces d'action avec nous, à destination des non communistes, la création d'une université permanente qui réponde au besoin de formation des communistes mais, plus encore, un outil nouveau dans la bataille idéologique tourné vers toutes ces femmes et ces hommes de progrès qui recherchent. La question des directions et, notamment, de la direction nationale, est posée. J'attire votre attention sur un point : beaucoup d'éléments nouveaux sont proposés et il convient de mesurer si nous sommes en capacité, et comment, de les mettre en œuvre. Par ailleurs, certaines propositions sont moins récentes et s'inscrivent, notamment, dans la continuité du dernier relevé de décisions qui, le texte le rappelle, doit faire l'objet d'une évaluation collective, dans toutes les organisations du PCF afin d'évaluer les difficultés sur lesquelles nous butons et de tirer parti nationalement des réussites rencontrées.

En d'autres termes, nous avons essayé de répondre aux questions structurantes que j'ai évoquées au début de mon propos : comment faire du Parti communiste un outil efficace et pertinent pour travailler à répondre à cette urgence objective de communisme ? Il a donc fallu s'attaquer au communisme lui-même, raison d'être du Parti communiste mais qui, dans la société, n'est pas toujours perçu avec le sens que nous lui donnons de sorte que nous pouvons nous retrouver confondus, tantôt avec un Kim Jong-Un, tantôt avec un Jean-Luc Mélenchon, alors que nous contestons ce titre de communiste au premier et que le second ne s'en revendique nullement, ce qui n'est pas une mince nuance. Ensuite, face à la crise d'efficacité qui nous frappe, il a fallu envisager nos options stratégiques et notre organisation. Je voudrais développer un peu ce dernier point sur un mode un peu plus personnel. L'efficacité, c'est une exigence majeure pour un parti révolutionnaire : nous ne voulons pas dissenter sur le monde ; nous voulons le changer dans les faits, effectivement, efficacement. Cette démonstration d'efficacité, d'utilité, elle est aussi décisive pour celles et ceux auxquels on s'adresse. Il ne suffit pas d'énoncer de belles idées, de broser le portrait de la société idéale pour emporter la conviction : nous n'aurions rien à gagner à ressusciter le socialisme utopique. Pour emporter la conviction, il faut des mots mais il faut plus que des mots, il faut des expériences, il faut des démonstrations dans la vie de l'efficacité de l'action collective. Or, sur ce point, il y a beaucoup de travail : pourquoi cet écho, limité mais substantiel, des Black Blocks, pourquoi cette mise en retrait massive vis-à-vis de la politique si ce n'est parce que, par millions dans notre peuple, beaucoup ne croient pas à l'efficacité de l'action collective. Nous ne les convainçons pas seulement par des discours mais bien davantage par la démonstration effective de notre efficacité. Dernier volet sur ce point, je veux parler des militants. Il en est du militantisme comme du travail, ce qui en fait le sel,

c'est ce que Marx appelait la *Tätigkeit*, l'activité créatrice, l'expérience vécue d'être effectivement utile au monde. Si nous décidons de nous engager, de nous organiser ensemble, c'est bien pour que de cette action coordonnée et collective, naisse une efficacité plus grande que celle qui serait la nôtre de façon solitaire. Est-ce que *tous nos gestes d'organisation, toutes nos stratégies et tactiques* sont tournés vers cet enjeu majeur de l'efficacité ? C'est un grand défi.

Ce parti pris a été l'objet de discussions dans la commission car, d'emblée, un problème se trouvait posé : que faire des questions qui ne sont pas à l'origine directe de la convocation de notre congrès extraordinaire mais qui font débat parmi les communistes, parfois assez vivement même ? La position actuelle du PCF concernant la Sécurité emploi formation, par exemple, est mise en question par un nombre important de camarades qui, pour certains, lui privilégient l'option du « salaire à vie » développée par notre camarade Bernard Friot ou, pour d'autres, se révèlent sensibles à l'option du revenu universel. Le nucléaire : nous ne sommes pas des partisans amoureux du nucléaire, contrairement à ce qui se dit, mais la position actuelle du PCF en matière de mixte énergétique, inclut l'énergie nucléaire – y compris pour des raisons qui tiennent à l'environnement, au réchauffement climatique. Cependant, cela fait bien des années que des camarades souhaitent que nous nous positionnions pour la sortie du nucléaire. On pourrait évoquer également notre combat antiraciste : les manières d'aborder cette question font l'objet d'orientations divergentes ; qui tend l'oreille entendra des débats parfois aiguisés.

Fallait-il, dès lors, centrer le texte sur ces débats qui existent dans le PCF et d'ailleurs dans toute la société ? Plusieurs questions se sont alors posées : sommes-nous, dans la préparation de ce congrès, en capacité de les *trancher* intelligemment, choisissant l'une ou l'autre des options en présence ou en élaborant un dépassement de celles-ci, non pas en organisant le choc des camarades qui s'intéressent beaucoup à ces questions et ont des avis divergents mais par la délibération instruite et honnête du grand nombre des communistes ? Certaines oppositions peuvent sans doute être dépassées mais ne prenons aucun des communistes pour un imbécile : si certains ont un point de vue très arrêté sur le sujet, c'est souvent parce qu'ils ont beaucoup travaillé, beaucoup réfléchi, beaucoup expérimenté. On ne dépasse pas des positions contraires avec un peu de bonne volonté et des formules vagues. Paul Boccard n'a pas improvisé sur un coin de table la Sécurité emploi formation : ce sont des années et des années de travail. Bernard Friot n'est pas davantage un pilier de bistrot qu'une idée aurait frappé tout soudain. Là encore, c'est une pensée complexe, fruit d'années de travail : le collectif communiste ne peut pas dépasser ces deux positions en 5 minutes ou trancher à la hussarde ces questions lourdes. Ou alors nous ne sommes plus au Parti communiste, nous n'ambitionnons plus de changer le monde, nous bricolons entre copains. Le débat théorique, le débat politique instruit, de haut niveau, largement partagé a été une des grandes forces du mouvement ouvrier quand il ne le fuyait pas. Souvenez-vous « les deux méthodes », le débat Guesde/Jaurès. Lucien et Jean Sève, dans leur petit ouvrage récent, appellent eux aussi à un nouvel essor de ces débats, s'engageant eux-mêmes avec probité dans cette démarche de débat sans concession. Ce n'est pas pur plaisir intellectuel ; le centenaire est peut-être passé mais il n'y a toujours pas d'action révolutionnaire sans théorie révolutionnaire. Les journées faisant 24 heures et, au vu des objectifs déjà lourds fixés pour ce congrès, il a semblé que nous n'aurions rien à gagner à mettre ces débats au cœur du congrès. S'agit-il, dès lors, de les reporter à un plus tard indéfini qui se perd dans le lointain ? les mettre de côté et sous le tapis ? Ce serait

irresponsable. Le parti qui a été choisi est celui d'avancer le plus loin possible tous ensemble, dans l'unité du Parti car, ayons garde de l'oublier, par-delà les débats, beaucoup nous rapproche profondément : contre la férocité du marché du travail capitaliste, pour de nouveaux modes de production, de consommation et d'échange plaçant la question écologique de manière centrale – parenthèse : quelle malhonnêteté ou quelle paresse pour ces journalistes qui nous dépeignent en « productivistes » au lendemain de nos assises de l'écologie et alors que nous pointons cette question depuis des lustres ; alors même qu'ils accordent des brevets d'écologie à des capitalistes incapables de répondre au défi écologique mais maladroitement camouflés en vert : c'est nous qui défendons l'énergie hydraulique et le fret et c'est François de Rugy qui serait écologiste et non nous ? Par-delà la manière d'envisager le combat, nous sommes toutes et tous profondément antiracistes ; nous vomissons ensemble Zemmour, Finkielkraut et tutti quanti. C'est donc ce parti qui vous est proposé. Du travail restera sur la planche après novembre et il conviendra de fixer un agenda et une méthode pour avancer concrètement sur ces questions d'importance. Si, du moins, vous êtes d'accord, avec cette orientation.

Au-delà, parce que les communistes, à très juste raison, ont exprimé, nombreux, leur souhait que nous approfondissions notre analyse sur plusieurs sujets d'importance, et notamment, je cite le questionnaire de 2017, « l'état et les évolutions de la société française », Marc Brynhole coordonne des Cahiers du congrès dans lesquels des éléments sont proposés à l'examen des communistes. Leur diffusion et leur appropriation constituent un enjeu important de ce congrès car s'il ne s'agit pas seulement de comprendre le monde mais de le changer, encore faut-il le comprendre finement pour le changer efficacement.

La situation est à la fois enthousiasmante par ses potentialités, ses perspectives et extrêmement difficile. Pour relever ces défis, nous le savons, nous devons préserver comme la prunelle de nos yeux l'unité du Parti communiste, alors même que beaucoup travaillent à notre division, rêvant enfin d'en finir avec ce PCF qu'ils disent mort mais dont ils envient les positions, les militants et les moyens. Cette responsabilité n'implique aucun hollandisme mou, aucune synthèse mi-chèvre mi-chou, mais elle n'en exige pas moins des gestes. On le sait, certains camarades partagent beaucoup des orientations de ce texte mais, sur certains points au cœur des raisons qui nous amené à faire un congrès extraordinaire, peuvent être en désaccord très marqué. Je crois que notre responsabilité de direction nationale, devant les communistes qui le souhaitent légitimement et fortement, est de travailler à ce que ce texte national soit le plus rassembleur possible, sans sacrifier sens ni cohérence. L'équation n'est pas évidente mais il faut tout de même la résoudre. Aussi, nous devons débattre de cette piste de travail qui a été suggérée par plusieurs secrétaires départementaux lors de la réunion de ceux-ci, il y a quelques jours. Sur certains points, nous pourrions ouvrir des fenêtres à l'intérieur même du texte. Se poserait alors la question de la nature de ces fenêtres, de leur nombre et de leur localisation. Leur nature, d'abord : on pourrait envisager des fenêtres proposant des options alternatives ou alors des fenêtres indiquant que, sur ce point, la proposition formulée à ce stade ne parvient pas à rassembler aussi largement qu'il serait souhaitable, et appelant donc les communistes à aller plus loin. La première option a l'inconvénient de nous enfermer dans des choix déjà faits et de brider l'intervention et l'élaboration des communistes réduits à choisir entre des formulations déjà produites ; en outre, il conviendrait de définir qui aurait le droit de proposer son option et qui non, selon quels critères, etc. ; enfin, les camarades membres de la commission qui auraient pu être rédacteurs d'option pour ces fenêtres ont jusqu'ici dit leur peu d'intérêt pour cette formule

de « fenêtre à choix multiples » si je puis dire. C'est la seconde option, vous l'aurez compris, qui, a paru plus positive aux membres de la commission réunis en début de semaine mais c'est au CN à choisir. Si nous retenons cette hypothèse de fenêtre. Poursuivons. Leur nombre : si on veut maintenir le cap d'un texte accessible pour favoriser le débat de tous les communistes – et, à mon avis, nous le devons – leur nombre doit être particulièrement limité : 2, 3, 4. Là encore, au CN à dire. Pour ce qui est de leur localisation, où ouvrir ces fenêtres, je précise, à titre personnel, qu'il me semble que ce qui fait le plus débat au cœur des questions de notre congrès national, ce sont les questions de bilan, la proposition de nouveau front social et politique et peut-être les directions nationales ou notre organisation à l'entreprise. En tout cas, je crois qu'il faut que nous restions concentrés sur les questions, non programmatiques, qui sont au cœur des enjeux du présent congrès extraordinaire. Mais le CN décidera souverainement.

L'actualité est riche et il aurait fallu en préciser, dans ce rapport et dans vos interventions, de nombreux aspects : des bouleversements en Italie, en Espagne, en Israël-Palestine, sur le riche front social des cheminots, de Parcoursup, des universités, Air France, Carrefour, le logement, feu le plan Borloo, la mobilisation du 26 mai... mais nous n'avons que quelques heures devant nous. Aussi, je vous invite à concentrer vos interventions sur l'ordre du jour de cette séance et sur lui seul, si nous voulons avancer. Je vous rappelle également quelques éléments de calendrier : le dépôt de bases communes alternatives, selon nos statuts, se clôt le 6 juillet ; quelques semaines après l'université d'été (Angers 24-26 août ; ouverture des inscriptions sous très peu) et la Fête de l'Humanité (13-16 septembre La Courneuve), les communistes choisiront leur base commune du 4 au 6 octobre ; le congrès national se tiendra du 24 au 26 novembre.

Notre tâche, ce me semble, est donc double pour ce week-end : d'une part, travailler à améliorer ce texte car il y a beaucoup plus d'intelligence dans tous les cerveaux et expériences ici rassemblés que dans ceux de la seule commission et, d'autre part, avancer dans le travail d'organisation indispensable pour que le texte que nous adopterons, quel qu'il soit, parvienne jusqu'au plus grand nombre de communistes, soit le support de leur débat souverain. Ça ne se fera pas tout seul et c'est pourtant indispensable car, comme le rappelait Pierre Laurent dans le premier numéro de *Cause commune*, notre revue d'action politique : « Il n'y aura pas de transformation réussie qui ne s'appuie pas sur les communistes [...] Tout doit être mis entre leurs mains. »

Les vents sont forts, mais pour peu que nous sachions conjuguer travail, exigence et fraternité, je crois qu'Aragon a toujours raison quand il disait :

*J'écris contre le vent majeur et n'en déplaie*

*À ceux-là qui ne sont que des voiles gonflées*

*Plus fort souffle ce vent et plus rouge est la braise*

## **Résolution du Conseil national du PCF – 2 juin 2018**

### **Face au mépris du Président, débattons, agissons ensemble !**

---

Depuis le début du printemps, le pays connaît de fortes mobilisations syndicales, associatives, citoyennes et politiques qui continuent malgré le matraquage des médias dominants, les intimidations, les tentatives de division ou de démobilisation. Après un an d'exercice du pouvoir, la politique de Macron est contestée ; la journée du 26 mai, par l'ampleur et la diversité des forces citoyennes et organisées qui se sont mobilisées à Paris et en Province, a marqué une nouvelle étape dans la contestation, le développement de processus unitaires, et l'exigence d'autres choix politiques.

Le pouvoir a cependant décidé de ne pas écouter, affirme ne rien vouloir lâcher, et veut poursuivre sa casse de tous les acquis progressistes du pays. La prochaine étape annoncée est celle des retraites.

**Le Conseil national du PCF, réuni les 2 et 3 juin 2018**, appelle les communistes à poursuivre et à amplifier les batailles engagées depuis plusieurs mois, à être présents et actifs dans tous les rendez-vous d'ores et déjà annoncés en juin et à prendre de nouvelles initiatives pour combattre les politiques libérales et austéritaires de Macron et de son gouvernement. Nos propositions doivent être au cœur de ces initiatives.

**Nous proposons donc d'agir dans les jours, les semaines qui viennent, et durant tout l'été :**

- pour un service public des transports ferroviaires de qualité pour toutes et tous, pour combattre le projet de privatisation de la SNCF, avec nos parlementaires, aux côtés des cheminot·e·s en lutte et des usagers, en étant présents et actifs à chaque date du calendrier de grève prévu jusqu'à la fin du mois de juin . Nous participerons également, **le 7 juin**, au rassemblement de lutte au Luxembourg, à l'occasion de la réunion des ministres européens des transports. **Et lors des départs en vacances, nous serons présent·e·s devant les gares pour nous adresser aux usagers .**
- pour l'avenir du **logement social** contre la loi Elan en cours d'examen à l'Assemblée nationale avec la journée du 5 juin, et le rassemblement prévu à 19h devant le ministère du Logement
- pour refuser la sélection à l'entrée à l'université en participant aux mobilisations, en **organisant des accueils et accompagnements des jeunes lycéens** en lien avec le MJCF ;
- pour la dignité et l'égalité en participant massivement **le 9 juin, à partir de 12h**, au pique-nique festif, au Champs de Mars, à Paris pour faire entendre les exigences des habitant·e·s des Hauts-de-France, de Normandie comme ceux des villes, quartiers populaires et des territoires ruraux du pays. Ces exigences peuvent et doivent s'appuyer sur le mouvement lancé il y a 8 mois par nombre d'élus, d'associations et de citoyens des quartiers sous le nom d'« Appel de Grigny » et qui a mis le gouvernement face à ses responsabilités sur ses choix en matière de politique de la ville. La délégation qui sera reçue par le Premier Ministre le 9 juin, a un rôle déterminant à jouer dans les prochaines semaines en travaillant à relayer la colère des habitants face au discours présidentiel du 22 mai et en appuyant les propositions contenues dans le plan remis par Jean-louis Borloo à Emmanuel Macron.
- pour refuser la hausse de la CSG et exiger des pensions décentes **le 14 juin**, partout en France aux côtés des retraité·e·s . Alors que le gouvernement lance un simulacre de consultation publique sur le projet de réforme de retraites, le Conseil national crée un



collectif de travail chargé d'impulser une campagne nationale, nos initiatives et faire vivre nos arguments et nos propositions alternatives ;

- pour exiger du gouvernement une revalorisation du SMIC et des minimas sociaux le 1<sup>er</sup> juillet ;
- pour exiger le renforcement des moyens matériels et humain nécessaire à la lutte contre l'évasion et la fraude fiscale ;
- **aux côtés des salarié-e-s de Carrefour, le 15 juin**, à l'occasion de l'AG du groupe Carrefour aux Docks d'Aubervilliers pour contrer le plan de licenciement et la fermeture de plus de 200 magasins dans le pays ;
- pour défendre et promouvoir des services publics de qualité pour toutes et tous avec la Convergence des services publics, **le 23 juin à Paris**, et en poursuivant notre campagne de mise sous protection citoyenne des services publics, sous diverses formes telles que des chaînes humaines ;
- aux côtés des personnels des hôpitaux et Ehpad, des usagers pour faire entendre les exigences d'un plan d'urgence pour la santé ; et en poursuivant avec nos parlementaires **le tour de France des hôpitaux** (plus de cent établissements visités) avec une étape nationale de rencontre le 5 juillet afin de construire de futures actions (marches blanches ..) à l'automne pour changer le budget de la Sécurité sociale.

C'est dans cet esprit que nous proposons aux forces progressistes, aux citoyen-ne-s en lutte contre la politique libérale de Macron et sa dérive monarchique et autoritaire, de faire un temps fort de mobilisation, **début juillet à Versailles** au moment où le président s'adressera aux parlementaires réunis en congrès pour tenter de faire avaliser sa réforme constitutionnelle. Il s'agira de faire entendre nos exigences d'égalité, de solidarité, de justice sociale et de démocratie !

Ces mobilisations, nous les poursuivrons tout au long de l'été, en tenant notamment de multiples **actions de solidarité concrètes** (journées à la mer, sorties, moments de convivialité, des espaces « SOS inscriptions pour les bacheliers », pour l'accueil des migrants, les ventes solidaires de fruits et de légumes)... Nous les amplifierons pour permettre aux personnes, aux familles les plus modestes de vivre mieux et en même temps de porter l'exigence du droit aux vacances, à une alimentation de qualité...

Et sans attendre, nous lançons la préparation de **la Fête de l'Humanité des 14, 15, 16 septembre, nous engageons le placement du bon de soutien dans toutes les initiatives à venir pour que la fête soit** le rendez vous de toutes celles et tous ceux qui luttent, et qu'elle soit bien la fête de toutes et tous, la fête de toutes les causes communes.

## Résolution du Conseil national du PCF – 2 juin 2018

---

Les élections européennes auront lieu le 26 mai 2019. Elles sont encore très éloignées des préoccupations de nos concitoyens. Pourtant, les décisions européennes, construites avec le gouvernement de la France, impactent quotidiennement la vie de notre pays et les orientations politiques mises en œuvre. L'offensive contre nos droits sociaux est conjointement menée par le gouvernement Macron et dans toute l'Europe. La campagne politique est donc en vérité engagée et les élections européennes auront des conséquences importantes. Nous les préparons sans attendre.

Le Conseil national a validé, en mars 2018, 14 engagements sur lesquels nous mènerons campagne. La popularisation de ces engagements, en lien direct avec les attentes sociales et les luttes qui se développent dans le pays, en métropole comme en outre-mer, doit être désormais massivement engagée, par une campagne nationale d'initiatives publiques. D'ores et déjà, nous proposons une perspective à ces initiatives : la préparation les 2-3 février 2019 à Paris d'États généraux du progrès social et écologique en Europe avec plusieurs milliers de participants et des invités de toute l'Europe.

Nous adressons aujourd'hui un appel aux femmes et aux hommes de notre pays, à la jeunesse, aux acteurs et actrices des mobilisations sociales en cours en métropole comme en outre-mer, pour construire une liste de large rassemblement, porteuse de leurs attentes, utile à leurs combats. Fidèle à l'esprit du travail unitaire qu'il a conduit dans la préparation du 26 mai, le PCF réaffirme sa disponibilité pour une liste qui unisse les forces de la gauche sociale, écologique et politique engagées au service des mobilisations sociales, citoyennes, écologiques, afin de rendre plus forts les combats face à Macron et aux forces de la finance jusqu'au niveau européen. Il invite l'ensemble de celles et ceux à qui notre appel s'adresse à une réunion de travail le lundi 2 juillet à Paris pour avancer ensemble dans cette direction.

Il désigne comme chef de file pour porter nos engagements et cette démarche Ian Brossat, maire-adjoint au logement à la ville de Paris, avec une équipe composée de Patrick Le Hyaric et de Marie-Pierre Vieu, députés européens, de Marie-Christine Vergiat, députée européenne du Front de gauche, d'Eric Bocquet, sénateur du Nord, co-auteur de « Sans domicile fisc », de Gilbert Garrel, syndicaliste cheminot, de Cécile Cukierman, sénatrice de la Loire, de Philippe Rio, animateur de l'appel de Grigny, d'André Chassaigne, député, président du groupe GDR, d'Anne Sabourin, responsable Europe du PCF et membre du bureau exécutif du Parti de la gauche européenne, de Camille Lainé, secrétaire générale du Mouvement jeunes communistes, de Mina Idir, militante féministe et antiraciste. A partir du 2 juillet, nous souhaitons que plusieurs dizaines de personnalités emblématiques des combats que nous voulons rassembler rejoignent la construction de cette liste et animent ensemble cette démarche.

Le Conseil national propose d'engager tous les efforts politiques nécessaires pour parvenir à la liste la plus large et la plus efficace pour porter haut le score d'une liste capable d'élire au Parlement européen le plus grand nombre possible d'eurodéputés communistes, de gauche et du mouvement social utiles aux combats progressistes de notre peuple, utiles à la construction d'un groupe uni de toute la gauche européenne au Parlement européen.

Un matériel national sera très rapidement disponible pour populariser nos engagements de campagne et cette démarche. D'ici là, le CN invite l'ensemble des communistes à s'emparer de la pétition « Dette de la SNCF : l'argent de la BCE pour les services publics, pas pour la finance ! » qui recueille aujourd'hui 5000 signatures.

Au terme de la démarche engagée, le Conseil national soumettra à l'automne une proposition de liste au vote des adhérents. Pour ce qui est des propositions de candidatures émanant des communistes, le Conseil national ouvre conformément aux statuts l'appel à candidatures à compter du 4 juin.

## **Trame pour présenter les travaux du Conseil National des 2 et 3 juin et la proposition de base commune**

-Le conseil national de notre Parti s'est réuni les 2 et 3 juin afin de travailler et adopter la proposition de base commune de discussion pour notre congrès. Il a aussi élu sa délégation pour la commission des candidatures à la future direction nationale de notre Parti, la commission de transparence et a aussi fixé les modalités de représentativité des délégations fédérales au Congrès national.

-Il a adopté une résolution concernant **les élections européennes** avec la mise en place d'un dispositif de travail et d'action, en désignant un groupe de travail de douze camarades dont nos députés européens, et Ian Brossat comme chef de file. Chef de file ne veut pas dire tête d'une liste communiste car nous entendons tout faire pour rassembler grand angle pour parvenir à la liste la plus large et la plus efficace pour porter haut le score d'une liste capable d'élire au Parlement européen le plus grand nombre possible députés européens communistes, de gauche et du mouvement social utiles aux combats progressistes de notre peuple, utiles à la construction d'un groupe uni de toute la gauche européenne au Parlement européen. Au terme de la démarche engagée, le Conseil national soumettra à l'automne une proposition de liste au vote des adhérents. Pour ce qui est des propositions de candidatures émanant des communistes, le Conseil national ouvre conformément aux statuts l'appel à candidatures à compter du 4 juin.

-Et nous avons décidé de **prendre de nouvelles initiatives**, porteuses de nos propositions, dans cette période de mobilisations sociales et de riposte à la politique de Macron. **Une résolution** a été adoptée pour appeler les communistes à se mobiliser durant les semaines à venir, et durant l'été. C'est aussi à partir de notre activité déployée depuis des mois pour faire grandir les luttes, et les solutions progressistes que nous alimentons nos travaux de Congrès.

**La proposition de base commune de discussion : à cette étape**, il s'agit d'un cadre, d'un point de départ. Il doit être retravaillé et enrichi par les communistes, il est conçu pour cela.

Précisons que ce texte est aussi le fruit du travail en amont des 14 chantiers thématiques auxquels pouvaient contribuer toutes et tous les communistes, de multiples initiatives de fédérations et sections, des États généraux du progrès social, des États généraux de la Révolution numérique, des Assises communistes de l'Écologie. Et ces chantiers vont se poursuivre avec la convention sur la culture et l'éducation populaire fin septembre. Pour la 1<sup>er</sup> fois, nous avons un Congrès qui a commencé par en bas et non par en haut, (rappelons la consultation de 20 000 communistes pour décider de son ordre du jour) certes avec des inégalités en termes de participation et des habitudes bousculées. C'est l'un des éléments qui font de ce

Congrès un congrès extraordinaire car ce texte contrairement au texte précédent de base commune n'est pas que le résultat du travail d'une commission.

- Sur la forme du texte, nous avons voulu un texte court et appréhendable, appropriable par le plus grand nombre de communistes car nous ambitionnons comme nous l'avons décidé il y a un an de permettre à tous les communistes d'être pleinement acteur de ce congrès à toutes les étapes.

D'où un texte plus court que le précédent et surtout organisé en thèses afin, sur chaque question, d'aller à l'essentiel des problèmes politiques posés, et de les trancher ou tout du moins de se donner une méthode pour les instruire et définir in fine un positionnement politique sans ambiguïté, tout en prenant en compte toutes les contradictions.

- Prenant en compte les débats, le CN a décidé d'intégrer des encarts « **En débat** » sur 3 sujets, 3 thèses de la base commune : Le bilan, la stratégie et les directions.

Ces 3 encadrés ont pour but de donner des éléments de débats ou des questionnements, de façon non exhaustive, aux communistes sur les thèses visées afin d'enrichir comme de construire des réponses collectives sur les thèses visées.

Ainsi tout en travaillant sur l'ensemble des analyses et propositions présentes dans l'ensemble du texte, ces « En débats » doivent permettre de donner des éléments pour enrichir et modifier les thèses visées.

Ainsi, avec cette démarche, il s'agit qu'aucun, aucune communiste, parce qu'il ne se retrouverait pas en situation de mettre en débat son point de vue sur une thèse, ne soit amené à considérer ce texte comme ne pouvant constituer la base commune et soit amené à participer à un texte de discussion alternatif.

- Nous avons voulu faire un texte qui ne soit pas d'abord, un texte d'analyses, mais un texte qui soit, en quelque sorte, fondamental, et qui réponde à ces 3 questions : **communistes de 2018, qui êtes-vous ? que voulez-vous ? comment procédez-vous ?**

- Les communistes, à très juste raison, ont exprimé, nombreux, leur souhait que nous approfondissions notre analyse sur plusieurs sujets d'importance, et notamment, je cite le questionnaire de 2017, « l'état et les évolutions de la société française ». C'est pour cette raison que **des Cahiers du congrès** accompagne la proposition de base commune dans lesquels des éléments, des repères sont proposés à l'examen des communistes. **Leur diffusion et leur appropriation constituent un enjeu important de ce congrès** car s'il ne s'agit pas seulement de comprendre le monde mais de le changer, encore faut-il le comprendre finement pour le changer efficacement. Ils seront prochainement sur le site du congrès et seront édités sous la forme d'une brochure.

**Le contenu du texte :**

**-dans le préambule** , nous disons en quoi , le capitalisme est entré dans une phase où, de tous côtés, il est devenu un frein puissant au développement de l'humanité. Si la crise écologique est de l'ampleur que nous disons, si la crise anthropologique a la gravité que nous disons, alors, il ne fait pas de doute que la question communiste, la question de la sortie de la société de classe prennent une actualité, une urgence même tout à fait nouvelle.

Et nous disons que le problème et c'est l'un des grands enjeux de ce congrès, c'est que l'incarnation de ce combat, en France, n'en est pas moins confrontée à une crise très lourde. En 2017, nous avons obtenu le résultat électoral le plus désastreux, en nombre de voix, de toute notre histoire. Le Parti communiste est certes affaibli mais il reste un repère à gauche pour de nombreuses personnes au moment où les partis politiques qui ont structuré la vie politique à gauche ces dernières années s'effondrent .

**Le texte s'ouvre ainsi sur une première partie « Le capitalisme nous entraîne au désastre » avec 7 thèses qui précisent que** le capitalisme est aujourd'hui un frein majeur au développement de l'humanité, qu'il entraîne l'humanité et notre planète vers l'abîme, à vitesse accélérée : la crise écologique et anthropologique qu'il génère prend des proportions inédites ; qu'il fait face à des transformations inédites, qu'il aggrave la crise de sens dans laquelle il enfonce l'humanité, qu'il dépossède de pouvoir un nombre inédit d'humains, qu'il présente des signes de péremption de plus en plus marqués et que c'est à une crise systémique que le capitalisme est confronté.

Cela rend impérieux un processus de dépassement du capitalisme, la sortie, pour l'humanité, de cette préhistoire.

**C'est ensuite que nous développons en quoi « le communisme est à l'ordre du jour de ce siècle »** avec 8 thèses consacrées à la question communiste qui dit son ardente actualité dans le monde présent, qui essaie de dire le plus clairement et le plus laconiquement possible ce qu'est notre combat communiste : combat de classe, combat féministe, combat antiraciste ; autrement dit, combat pour la sortie du capitalisme et combat pour le libre développement de la personne humaine. Si plusieurs thèses abordent cette question à l'échelle du monde, nous précisons aussi, en quoi la France présente des dimensions stratégiques pour notre combat qu'elle est au cœur d'un affrontement de classe visant à saborder tous les leviers de modernité conquis de haute lutte et qu'il s'agit de les défendre les développer , les ressourcer.

**Le texte poursuit avec une deuxième partie** consacrée aux **chemins révolutionnaires dans la France de notre temps**. Dans 5 premières thèses, il avance des principes autour de notre objectif est bien la mise en mouvement consciente du plus grand nombre et non la recherche d'une simple délégation de pouvoir dont nous serions les destinataires. Dans ce sens, nous proposons de faire grandir cinq transformations révolutionnaires constitutives de notre projet communiste : ouvrir la

porte au communisme dans la production et le travail », engager la révolution écologique, faire reculer les dominations patriarcales, combattre le racisme et faire échec aux nationalismes, protéger et développer les services publics, prendre le pouvoir sur l'argent . Nous précisons que notre programme reste celui développé dans la France en commun .

- La question de la conquête des pouvoirs est posée , dans un contexte de concentration autoritaire des pouvoirs et est développée dans 5 thèses. Sont abordées les questions de l'émancipation culturelle, de notre stratégie de conquête du pouvoir d'État pour permettre les pouvoirs du plus grand nombre , de conquêtes de pouvoir à l'échelle de l'entreprise , des collectivités locales, de l'Union européenne et à l'échelle internationale .

Puis dans 6 thèses , est développée **notre conception de l'initiative communiste et du rassemblement majoritaire**. Dans ce cadre, un bilan de notre stratégie décennale du Front de gauche est avancé, ainsi qu'une orientation stratégique nouvelle qui dit à la fois que nous préparons activement, dès à présent, comme Parti communiste, l'ensemble des élections du quinquennat et, au-delà de cette seule dimension électorale, la bataille idéologique, les fronts sociaux et politiques que nous entendons déployer.

- **Une analyse est proposée des forces en présence** : la rupture historique que constitue le macronisme ; la France insoumise. Sur ce dernier point, il faut dire la difficulté de l'exercice car on voit bien que l'orientation de cette force n'est pas figée une fois pour toutes et nous ne sommes pas des spectateurs studieux mais des acteurs parties prenantes des recompositions à l'œuvre.

**Dans la 3è partie** , le texte propose de dessiner **le Parti communiste que nous pourrions construire pour ce siècle nouveau** : « ni table rase, ni simple continuation, mais évolution révolutionnaire » dit le projet. Le relevé de décisions de notre dernier congrès est confirmé et des nouveautés substantielles sont proposées.

Sur cette partie, le préalable de la proposition de base commune est que dans la société actuelle la démocratie devient un frein aux ambitions du capital. Pour étoffer cette idée les exemples d'utilisation du 49,3 ou de frein à l'expression des peuples ne manquent pas.

Face à cette situation nous voulons faire du parti communiste un outil de la démocratie, un outil utile pour analyser et élaborer des propositions tout autant que pour agir et permettre la mise en mouvement populaire.

Quatre axes actions ont été particulièrement mis en valeur : les jeunes, les femmes, l'implantation sur les lieux de travail, l'atout de la proximité. L'idée étant moins de

réaffirmer des objectifs que de travailler à des solutions opérationnelles à partir d'expérimentations concrètes.

La politisation des classes populaires et l'accès par elles à tous les lieux de pouvoir, être le parti de la solidarité concrète, développer une approche nouvelle de nos campagnes sont pleinement abordées.

Nous réaffirmons notre besoin de développer notre nombre et nos organisations de proximité. Dans le même temps nous développons des outils numériques pour créer des espaces ouverts pour construire avec le plus grand nombre et des espaces ressources pour mieux appréhender réflexions et propositions du parti.

Ainsi le texte avance plusieurs axes de transformations :

- une plateforme numérique susceptible, si nous nous donnons les moyens de l'investir, de nous aider considérablement tant dans nos tâches d'organisation que de communication, une nouvelle conception de nos campagnes, une nouvelle stratégie de communication,
- la mise en place de réseaux nationaux pour créer des espaces d'action avec nous, à destination des femmes et des hommes de progrès,
- la création d'une université permanente qui réponde au besoin d'éducation populaire afin d'en faire un outil nouveau dans la bataille idéologique tournée vers toutes ces femmes et ces hommes de progrès qui recherchent.
- La formation des communistes tout autant pour permettre à plus de communistes de maîtriser les propositions du PCF afin des les enrichir avec d'autres que pour permettre dans nos débats de développer des référentiels commun, élément essentiel pour faire vivre nos diversité.
- La question des directions et, notamment, de la direction nationale, est posée, une fenêtre de discussion, a été ouverte sur le sujet.

En d'autres termes, nous avons essayé de répondre aux questions structurantes que évoquées plus haut : comment faire du Parti communiste un outil efficace et pertinent pour travailler à répondre à cette urgence objective de communisme ?

Voilà une présentation succincte de la proposition de base commune adoptée par le CN ,l'important est maintenant de la faire connaître et discuter par le plus grand nombre de communistes dans les semaines à venir.

Si des camarades estiment que cette proposition de texte ne constitue pas une base commune de discussion, qu'elle est in-amendable alors ils pourront selon les

conditions prévues par nos statuts, déposer une proposition de base de discussion alternative .

**En conclusion ,**

Je vous rappelle quelques éléments de calendrier : l'université d'été (Angers 24-26 août ; ouverture des inscriptions sous très peu) et la Fête de l'Humanité (13-16 septembre ) qu'il nous faut préparer dès à présent avec une diffusion organisée et massive du bon de soutien, le choix de la base commune par un vote des communistes du 4 au 6 octobre ; et le congrès national se tiendra du 24 au 26 novembre à Ivry sur Seine .



# Commission de la transparence des débats

---

Yann Le Pollotec et Emilie Dareau, co-responsables de la commission

Caroline Andréani

Françoise Bréfort

Denis Durand

Sébastien Laborde

## Commission des candidatures

---

Gilles Ravache et Isabelle de Almeida, co-responsables de la commission

Eliane Assassi

Jérémy Bacchi

Hélène Bidard

Jean-François Bolzinger

Nicolas Cossange

Olivier Dartigolles

Amadou Deme

Amandine Demore

Pierre Dharréville

Françoise Fiter

Colette Gergen

Pascal Joly

Karina Kellner

Danièle Lebail

Jean-Louis Le Moing

Véronique Mahé

Jacques Maréchal

Isabelle Mathurin

Denis Rondepierre

Mylène Vesentini

# Conseil national du PCF — 2 et 3 juin

## Résumé de la discussion

---

### **François Jacquart – Ardèche**

Réussir le congrès passe obligatoirement par identifier et répondre aux questions qui font débat et divergences. Qui sommes-nous ? Que voulons-nous être et à quoi voulons-nous être utiles ? résume ce que nous devons trancher. Cela impose dans le texte l'ouverture de « fenêtres alternatives » avec des options différentes. Faute de cela, la production de plusieurs textes alternatifs risquerait d'amener les communistes à se détourner du congrès. Les questions à débattre et à trancher tournent autour de : bilan/stratégie/Europe/fonctionnement du PCF/directions. D'autres sujets peuvent continuer à être travaillés et tranchés ultérieurement.

### **Valérie Varenne – Manche**

Nous soulignons l'importance d'un seul texte. Il serait incompréhensible de se retrouver avec plusieurs textes pour réussir l'unité des communistes. La première partie réaffirme notre attachement à Marx ; quelle formation politique aujourd'hui se réclame de Marx ! Les économistes font en majorité le constat que le capitalisme est en crise mais leurs solutions sont toujours dans l'économie capitaliste. Les communistes proposent avec Marx un autre projet. Si nous voulons un affichage PC, jouer un rôle dans la refondation de la gauche, nous devons répondre et faire la différence. Le populisme de gauche n'est pas la refondation de la gauche.

### **Anna Meyroune – Yonne**

La manière dont est traité l'antiracisme dans le texte montre une sous-estimation du vécu profond de ceux qui font l'expérience du racisme. Toutes les dominations sont imbriquées. Si nous les combattons séparément, nous n'arriverons à éradiquer ni les unes ni les autres. L'émancipation est le développement du pouvoir d'agir des dominés. Nous avons besoin de construire à partir des pratiques de celles et ceux qui luttent pour ouvrir les voies de l'émancipation. Ce souffle n'apparaît pas dans le texte. Il doit être réécrit entièrement.

### **Paul Barbazange – Hérault**

Le PCF demande un congrès extraordinaire. Après tant d'échecs, quel sera l'apport du Parti dans les luttes et les élections d'ailleurs ? Des novations n'apportent pas le caractère « stratégique » extraordinaire espéré. Il n'est donc pas en capacité de « rassembler » les communistes dans la diversité et parfois les confrontations d'analyses. Il doit être réécrit sous peine d'une floraison de textes « alternatifs » dans lesquels chacun essaiera d'exprimer ses positions. Il faut un bilan plus ferme, plus complet sur plusieurs décennies. Chacun doit pouvoir retrouver l'expression de ses analyses, pouvoir choisir son option sans être en « opposition ». Les fenêtres, la diversité peuvent être un moyen de rassemblement. La direction est seule responsable. Attention il y a bien plus que les 3 questions citées par Guillaume sur lesquelles ouvrir les fenêtres : l'Europe ; la reconstruction d'une internationale communiste ; le parti de classe des exploités. Il faut une orientation stratégique de rupture.

### **Sébastien Laborde – Gironde**

Nous devons produire un texte qui rassemble les communistes et qui leur permette de rentrer dans les débats. Sur la stratégie : si changement de paradigme, il faut le caractériser. Notre objectif premier c'est l'émergence d'un mouvement populaire, divers, pour la transformation de la société. Et donc nous devons articuler mouvements de la société et conquêtes électorales. Nous sommes trop centrés sur la question des alliances. Il y a une crise de l'État et la concentration des

pouvoirs est une réponse à ça. Nous devons l'analyser. Sur les transformations, il faut enrichir le texte en donnant des exemples pour un redéploiement et une reconstruction de notre force.

### **Mina Idir - Vaucluse**

Concernant la base commune, il est important de rappeler à qui nous parlons, qui nous sommes, ce qu'est le communisme d'aujourd'hui. Ce choix d'une base commune peut permettre de fédérer et unir les communistes. Notre parti doit être celui de toutes et tous, celui des 99 %. La diversité est importante pour une meilleure représentativité. Soyons offensifs et courageux. Ne mettons pas de côté les banlieues et les quartiers populaires. Redonnons la parole, la place et le pouvoir à ceux qui ont été « braqués » par le capitalisme.

### **Frédéric Genevée – Val-de-Marne**

Texte avec 3 défauts majeurs : rien sur nos difficultés et celles des PC dans le monde ; il propose de continuer ce que nous faisons depuis des années ; un texte non-opérationnel. Le texte est à la fois marqué par le volontarisme et une proposition de stratégie à géométrie variable, notre conception de la révolution est inaboutie, nous ne disons rien des raisons de notre sous-estimation de la crise de la social-démocratie qui nous a conduit à participer au processus des primaires. Il y en a pour tout le monde : des fronts, un front et la direction élue évoluera au gré des événements. J'ai participé à toutes les commissions, j'ai fait des amendements, mais aujourd'hui le texte n'est pas amendable. Les communistes doivent se saisir de l'enjeu en pensant à la force communiste qui pourrait participer à une refondation nécessaire du communisme.

### **Véronique Mahé – Loire-Atlantique**

Le texte proposé répond « au pari de l'intelligence collective et de l'écoute ». Ne pas s'enfermer dans une logique de réduction drastique au prétexte de sa lisibilité, au risque d'en réduire sa portée et de ne pas répondre aux défis du congrès qui sont immenses. Nous devons nous appuyer sur ce temps démocratique essentiel pour rebondir collectivement, affirmer notre utilité, améliorer la pertinence de notre message. Important d'insister sur le bilan de nos orientations politiques pour en tirer tous les enseignements (élus, conquête du pouvoir). Revivifier le processus démocratique plus que jamais à l'ordre du jour. Il faut révolutionner notre fonctionnement pour qu'il réponde au défi de la démocratie interne, de la transparence et du respect des communistes.

### **Sonia Masson – Paris**

Le texte est une liste de bonnes intentions mais ne revient pas sur l'analyse de nos erreurs. Le PC ne sera pertinent que dans un dialogue avec la société. C'est un texte de compromis, expurgé de toute radicalité. Il n'affirme rien de nouveau. Ni sur l'écologie, ni sur la lutte contre le fascisme. Et s'il parle de l'émancipation, ce n'est pas par le quotidien des dominés mêmes. Rien sur les alternatives concrètes au modèle de production capitaliste, ni sur l'évolution du rapport au travail, ni sur les luttes qui se développent hors de nous. Mais il n'est pas trop tard pour nous ouvrir aux forces d'émancipation qui traversent la société.

### **Marie-Christine Burricand – Rhône**

Double défi de ce congrès: rassembler les communistes, renforcer le PCF et poser sans tabou les questions stratégiques pour décider ou pas d'un c, au statut flou ne peut suffire à créer changement de stratégie. En l'état, le texte ne permet pas de répondre à ces questions. Il fonde les choses plutôt que de souligner les choix à opérer. Il est écrit pour que la même ligne continue. 3 points sont essentiels, comme nous l'avons écrit dans une contribution collective. Le bilan n'a pas la place centrale qu'il mérite, il est limité dans le temps, centré sur les responsabilités de Mélenchon, oubliant de parler des nôtres, nous qui sommes allés chercher Mélenchon et l'avons mis en selle, renonçant par 2 fois à présenter un candidat à la présidentielle. Parler de

renforcement de nos groupes parlementaires est une imposture. Le marxisme n'est pas évoqué explicitement, les conditions de notre existence et visibilité nationale esquivées notamment aux prochaines présidentielles. La richesse des débats méritent mieux que des fenêtres au statut flou.

### **André Chassaigne – Puy-de-Dôme**

Chers camarades,

Un constat : nous construisons ce Congrès dans la continuité de choix politiques et stratégiques marqués du sceau de l'échec.

Si mon appréciation est ainsi sévère c'est au regard de ce qu'ont produit ces choix :

- Un effacement sans précédent de notre force politique.
- Un effacement militant des communistes eux-même, qui ne savent plus quelle est la ligne de conduite de notre Parti et de sa direction nationale. En perte de confiance, ils s'impliquent très peu dans la préparation de ce Congrès.
- Un effacement durable des valeurs et combats de la gauche, stérilisant toute construction d'une alternative sociale et politique antilibérale cohérente et respectueuse des forces.

Si mon jugement est aussi sévère, c'est aussi parce que nos décisions ont été prises dans des conditions que nous devons clairement rejeter. Trop souvent par défaut, sur le fondement d'une analyse faussée des rapports de force en jeu, et toujours au final avec fébrilité après des mois de tergiversation.

Notre décision et notre résignation nous ont conduit à un effacement du champ politique national. Un effacement volontaire et présenté comme stratégique. Bien loin de favoriser la construction de rassemblements majoritaires, enjeu très majoritairement partagé Congrès après Congrès, cette démarche de repli a nourri nos propres faiblesses et a rendu plus difficile encore la construction de rassemblements qui font évoluer les consciences et les rapports de force, des luttes jusqu'aux institutions.

Il y en a malheureusement quasiment pas trace de ce bilan partagé par les communistes dans la version du texte qui nous est soumis aujourd'hui. Des aménagements à la marge ne suffirait pas à me le faire accepter, fenêtres ou pas.

C'est sur la base de ce constat critique que nous nous devons d'exprimer clairement, l'enjeu de fond qui devrait guider notre Congrès « extraordinaire » : faisons-nous le choix de la continuité dans une pratique du coup par coup, dans une stratégie incompréhensible, et dans le manque d'ambition et d'incarnation ?

Ou construisons-nous collectivement la voie d'un renouvellement politique profond de notre organisation, à même de renforcer notre influence et notre place au sein d'un rassemblement efficace pour notre peuple ?

Si nous faisons, comme je le souhaite, le choix collectif d'un profond renouvellement il ne faut pas tomber dans un premier écueil : passer son temps dans le simple aménagement d'un texte visant à une synthèse politique et d'équilibres personnels, aussi artificielle que trompeuse, et tout sauf opérationnelle. Le cœur de notre Congrès , de sa préparation à son aboutissement doit être la mise en mouvement des communistes , au plus près des gens, en dégageant des campagnes d'action contre un capitalisme triomphant et un pouvoir libéral assumé. Pour que notre force soit dès demain en capacité de faire progresser d'autres idées dans les consciences, et d'autre choix dans les élections, il faut commencer par mener ce travail de fond et de terrain à travers des campagnes à la fois conduites dans la durée et incarnées dans le Parti.

Je pense notamment à la bataille de fond contre les coûts et les gâchis sans précédent du capital, ciblant l'énormité des sommes qui partent dans l'évasion fiscale et l'engraissement des financiers. Ça aurait dû être, ce doit être, le cœur de notre bataille idéologique pour que le plus grand nombre comprenne que le sursaut social et écologique dont l'humanité a besoin, ne peut passer que par un combat déterminé contre le système capitaliste.

Mais pour impulser cette remise en mouvement des communistes, le renouvellement de celles et ceux qui dirigent, représentent et incarnent notre Parti m'apparaît indispensable. Nos camarades attendent un signe fort en ce sens. Ils ne se satisferont pas d'un Congrès conduisant à rejoindre pour les 3 ans supplémentaires, le même rôle que ces dernières années.

c'est aujourd'hui que se décide l'avenir de notre force, comme force vivante, capable d'audace et de novation.

Comme nous pouvons le voir au niveau de nos groupes parlementaires renouvelés, mais aussi dans nos fédérations et nos sections, notre Parti dispose de toutes les ressources, expériences et volontés nécessaires à son renouvellement. Ne nous cachons donc ni derrière le paravent du « jeunisme », ni derrière celui de l'inexpérience supposée, pour maintenir le statu quo.

Je le redis : pour que notre Parti redevienne vraiment un outil efficace de rassemblement populaire et politique, dans lequel les travailleurs et les plus modestes se reconnaissent, il faut que les communistes soient en mouvement, au contact direct de la population. Or, nous le savons : si des milliers de communistes ne participent plus à la vie même de leur mouvement, par dépit ou résignation, c'est faute de percevoir la démarche stratégique et l'impulsion politique portées nationalement par leurs représentants.

Pour pouvoir compter sur cette capacité d'action concrète et de conviction, si spécifique à notre organisation malgré ses difficultés, il faut être suffisamment confiant dans l'avenir et l'utilité de notre Parti.

Oui, croire en notre Parti. Et si nous y croyons, il faut lui donner dès maintenant une nouvelle impulsion qui ne soit pas du bricolage.

### **Dominique Satgé – Haute-Garonne**

Très peu d'adhérents participent aux débats du congrès. Il y a une perte grave de confiance dans la direction nationale pour mener un débat qui ne soit pas verrouillé d'avance. Nécessité absolue d'avoir une base commune qui intègre des fenêtres alternatives sur les sujets qui clivent : bilan de notre stratégie depuis 2005 et conception du rassemblement. Il faut un langage de vérité, affronter la réalité de nos difficultés pour rebondir. Il ne suffit pas de 2 groupes parlementaires, de quelques fédés-baronnies ou d'élus locaux bien implantés pour compenser notre invisibilité au niveau national. Il faut en finir avec des rassemblements pour le rassemblement, sans contenus, qui interdisent au PCF d'être identifié et audible dans le débat politique.

### **Alain Pagano – Maine-et-Loire**

Il y a une crise de confiance lourde dans le Parti. Besoin de dire que le PCF a de l'avenir et des capacités à rebondir. C'est un préambule nécessaire à un texte de base commune. Je suis insatisfait sur l'appréciation trop modérée à mon goût du bilan des années Front de gauche et du désastre des élections 2017. Et circonspect sur la brièveté de notre nouvelle offre stratégique qui nécessite développement et clarification. Le rassemblement que nous voulons ne sera que le fruit de la bataille d'idées que nous mènerons et des rapports de force qui en résulteront. Il faut ouvrir le texte à 2 fenêtres : Sur bilan. Sur stratégie. Et que les fédérations s'investissent dans la commission des candidatures pour travailler des propositions concrètes d'amélioration de nos directions et le renouvellement de nos directions.

### **Serge Laybros – Lot**

Le choix mortifère du PCF pour la présidentielle nous a fait disparaître au plan national des écrans radar ! Notre visibilité est plus grande dans les départements où nos initiatives rencontrent un certain écho. Mais les fédérations sont souvent en souffrance et nécessitent une aide accrue de la part de la direction nationale. Il faut réfléchir à des initiatives décentralisées, telles service public/ruralité vivante. Il faut réaffirmer la place centrale des fédérations dans le dispositif communiste. Il faut prendre en compte le fait régional en impulsant la création de comités

régionaux. Les secrétaires départementaux doivent être membres de droit de la direction nationale car ce sont eux qui sont confrontés aux réalités du terrain.

### **Mouly Franck – Seine-et-Marne**

On est loin de la réinvention. Rien qui nous sorte de l'ordinaire de nos congrès ! Que dit-on de neuf sur l'écologie, sur le travail, ou encore sur la finance et le capitalisme sinon qu'il faut un nucléaire 100 % public, la sécurité-emploi formation et des crédits bonifiés pour les entreprises avec une BCE réorientée ? C'est donc le menu habituel. Sur la stratégie, c'est pire, on abandonne tout projet de construction politique à gauche, retour aux années 80 et au nouveau rassemblement populaire majoritaire, derrière un PCF pourtant plus affaibli que jamais. Et sur le parti, mieux communiquer, former les militants et utiliser plus massivement Internet, c'est le b.a-ba. Plus grave, le texte ne traite à aucun moment des causes de l'affaiblissement extrême que le communisme et notre parti connaissent. Il ne nous permet pas de sortir des cases dans lesquelles nous sommes rangés : productivistes, étatistes,... Il ne permet pas que ce congrès soit un signe fort envoyé à la société témoignant qu'il se passe quelque chose au PCF. Il doit être réécrit.

### **Nathalie Simonnet – Seine-Saint-Denis**

Ce texte court, très différent de ceux de nos précédents congrès, est lisible et accessible aux militants comme aux gens. C'est un enjeu pour notre parti. Il pointe les contradictions de la situation plutôt que se lancer dans de grandes descriptions. Peut-être est-il nécessaire de renforcer l'idée que, compte tenu du stade de développement du capitalisme, de sa crise, du fait qu'il ne répond à aucun des besoins de développement et d'émancipation des individus et des sociétés, une révolution différente de toutes celles qui ont eu lieu jusqu'à présent est à l'ordre du jour. Une révolution qui s'appuie sur la démocratie et la prise de tous les pouvoirs par les citoyens. On glisse trop sur ce débat, on dit c'est un but et un moyen, on s'en tient trop à cette formule sans approfondir. A notre corps défendant ne sommes-nous pas sur la prise du pouvoir central qui réglera toutes les autres ? Les questions de démocratie, les batailles politiques et idéologiques sont centrales, y compris dans un système qui s'appuie sur le peuple pour gouverner contre. Le fondement de notre stratégie est là et devrait nourrir chaque initiative, chaque acte politique de notre part.

### **Pierre Laurent – Paris**

Je vais donner mon avis sur le fond et vous faire part de nos discussions pour aboutir sur une décision qui nous rassemble.

Avant, je vais faire quatre remarques très brèves :

- La première sur l'état du Parti ; nous sommes tous assez lucides sur les difficultés, des camarades ont dit « *c'est épuisant* », on est tous bien placés pour le savoir, tout un tas de choses qui sont vraies. Personnellement, je pense que comme nous sommes le CN, il ne faut pas en rajouter non plus. C'est-à-dire qu'à écouter les camarades, nous serions « au tapis ».

Le cortège du Parti à Paris le 26 mai à Paris n'a pas tout à fait montré cela. Nous pourrions prendre plein d'exemples, le climat de la rencontre qui a eu lieu au sénat mardi dernier (évidemment à laquelle vous n'étiez pas), entre nous (le groupe), les cheminots, les cheminots européens, et toute la semaine avec la présence des camarades cheminots au groupe ne montre pas tout à fait cela. Il y a beaucoup d'initiatives qui se prennent sur le terrain, la réunion d'hier sur la préparation des municipales ici avec des camarades de tout le pays, il y a beaucoup de choses qui se font et donc je nuancerai pour le moins car dans ce que nous avons affronté, et j'entends bien les exigences qui sont dites ici et je les partage, l'un des meilleurs atouts dont nous disposons pour les résoudre, outre notre capacité collective d'analyse et d'intelligence politique, c'est le dynamisme, avec ses limites certes, d'un collectif de militants communistes qui reste extrêmement puissant sur le pays.

Donc évitons je pense les discours qui réduisent cela à quasiment rien, alors que je pense que ce n'est pas du tout le climat pour faire beaucoup de réunions, comme tout le monde, dans le Parti, je pense que c'est pour le moins -et chacun sait ce que je veux dire par là- beaucoup plus nuancé. - Deuxièmement, je pense que dans cette situation, comme dans beaucoup d'autres que nous allons avoir à affronter, ce qui nous manque parfois c'est la capacité à mêler le fond dans notre travail (là je parle de la direction nationale et pas du Parti) avec l'exigence, la franchise et la bienveillance.

Car pour régler les problèmes de l'exigence qui est devant nous, je pense qu'il n'y a aucune porte de sortie qui ne soit pas collective entre nous, quand je dis entre nous c'est entre nous tous avec tout ce que l'on pense.

Donc, cela suppose dans la manière de traiter les difficultés qui sont devant nous, en permanence de faire preuve des deux pour pouvoir sortir par le haut de nos difficultés. Car une fois que l'on a énoncé les difficultés, notre responsabilité collective est d'en sortir par le haut. Des fois, nous y parvenons, des fois nous n'y parvenons pas, mais au moins dans cet état d'esprit nous pouvons nous donner cet objectif.

Ensuite, sur la lisibilité du texte. Là aussi, je pense qu'il y a un effort de lisibilité du texte, et je le dis d'autant plus qu'il m'est arrivé d'en écrire peut être des moins bons en tous cas du point de vue de la lisibilité, mais je pense qu'il y a un effort réel et qui est une question aussi politique. Je pense que la lecture faite du texte avec des mots sur lesquels je vais revenir, et les changements nécessaires, sera beaucoup moins sévère par beaucoup de camarades que j'entends ici.

La dernière chose, il y a toute une production que nous avons du mal à restituer et qui figure en partie dans le Cahier du Congrès. C'est vrai que l'on a du mal à restituer cette production mais elle là à notre disposition comme dirigeants communistes. Nous avons la responsabilité de lire cette production, ce qui n'est pas toujours le cas mais je sais les difficultés que chacun rencontre pour cela. Evitons tout simplement le simplisme, comme si il n'y avait pas tout ce travail collectif qui se menait à tous les niveaux.

Une fois dit cela, j'entre dans le débat sur les exigences qui s'expriment et que j'entends parfaitement et qui doivent nous obliger à changer des choses dans la proposition qui est faite.

Sur les changements

A l'étape où l'on est, il y a deux solutions car il faut qu'on adopte à 16h30/17h un mandat de travail pour la commission.

De ce que j'entends, il y a donc deux mandats possibles et sur lesquels il faut trancher :

- soit il faut réécrire entièrement le texte, enfin réécrire tellement substantiellement que cela paraît hors de portée pour la commission dans la nuit ; donc, nous décidons de réécrire le texte et de reconvoquer un CN dans trois semaines, ce qui reportera les échéances statutaires suivantes,
- soit, et au moment où nous nous parlons c'est l'option que je privilégie, on décide d'enrichir le texte, de le modifier (réécriture, ajout de thèses) sur tout un nombre de choses qui sont possibles, on enrichi les thèses et on ajoute un certain nombre de choses qui touchent non pas à la réécriture mais à la structure, ce que l'on pourrait appeler des fenêtres.

A ce moment là, je vois trois choses :

1) Réécrire une vraie introduction du texte qui nomme les problèmes, car j'entends que des copains jugent que la question de nos difficultés, de l'effacement ne sont pas suffisamment nommées, donc avoir une intro qui énonce plus fortement l'ambition qui est la nôtre.

Je suis dans l'état d'esprit de ce qu'a dit Guillaume, je ne pense pas que des fenêtres qui soient des fenêtres à choix multiples soit tellement praticables (cela peut se discuter), pour une raison essentielle, c'est qu'elles risqueraient d'induire pour les communistes d'avoir à choisir entre ces choix multiples. Or, les communistes demandent plutôt le dépassement des problèmes tels qu'ils



sont posés. Mais sur un certain nombre de questions, on pourrait ouvrir des fenêtres qui disent le besoin d'approfondissement des cocos en énonçant des choses qui sont sur la table.

2) On pourrait le faire sur la première partie du texte car on voit bien que sur l'ampleur des transformations, notre capacité à prendre ne compte les nouveautés de la crise, la manière dont on articule les enjeux de classe et les enjeux de domination, tous ces débats qui nous agitent en permanence, on peut considérer qu'à l'étape actuelle, le texte (même s'il peut être amélioré) n'est pas et ne sera peut être pas au niveau demain matin, donc on pourrait susciter par une fenêtre explicitant ces problèmes là, le débat des communistes, c'est-à-dire en disant « voilà où on en est mais on a conscience que ce texte ne fait pas le tour de la question et il doit beaucoup bouger d'ici le Congrès ».

3) On pourrait le faire pour le bilan, en disant à la fois des choses dans le texte et en disant explicitement qu'on le met au débat, qu'il fait l'objet de beaucoup de controverses dans le Parti, et on pourrait le faire aussi sur la question des initiatives stratégiques.

Donc, cela voudrait dire continuer nos discussions, donner un mandat à la commission pour réécrire à la fois l'introduction, trois fenêtres et enrichir le texte et tenter demain matin d'adopter la base commune.

Donc, soit on se revoit dans trois semaines (et pas au mois de septembre si on veut laisser le temps aux communistes de discuter), soit on se donne un mandat de travail dont on accepte, les uns et les autres qu'il soit un mandat de travail pour la commission, donc un plan de travail pour la nuit pour tenter d'aboutir.

Je propose que d'ici 16h cela soit tranché et que la commission ait un mandat de travail.

Maintenant, je donne mon avis sur 3 points sur le fond.

Sur la première partie, je pense qu'on a un gros défi à relever, à la fois d'analyse de la crise dans toutes ses dimensions et on a un énorme effort à faire par rapport à cela, mais également un énorme effort pour dire l'actualité du communisme dans cette situation, pas de manière incantatoire car « on est des communistes et on pense que le communisme est la solution à tout » mais pour essayer d'argumenter cette idée. C'est-à-dire pourquoi, à partir de cette situation, il y a de l'actualité à ces idées là, au dépassement du capitalisme que nous proposons.

C'est vrai qu'il y a un énorme effort pour dire cela et pour dire, en fait, que la question communiste est une question du 21<sup>è</sup> siècle, le dire de manière argumentée pas comme une incantation qui ne convaincra personne, chacun en a conscience.

Au coeur de ce problème, il y a une question politique qui n'est pas seulement la question du Parti communiste français. C'est que cette contradiction entre à la fois un développement du capitalisme qui crée un haut niveau permanent de danger pour les sociétés, pour l'effacement de solutions progressistes et qui crée en même temps un haut degré d'exigence dans la société pour une nouvelle humanité, cette contradiction est la contradiction politique que toutes les forces progressistes rencontrent dans le monde. C'est-à-dire que nous vivons dans un monde qui peut déboucher sur des aggravations très importantes, voire même, on le voit de plus en plus, vers des guerres, pas seulement des guerres commerciales (on commencera par des guerres commerciales de plus en plus violentes) mais des guerres et il y en a déjà sur toute une partie du globe ; et, en même temps, il y a une poussée très forte de l'exigence d'une nouvelle humanité. Aujourd'hui, il y a à peu près partout dans le monde, face à ce choc là, une énorme difficulté des forces progressistes à ouvrir aux exigences de transformation un chemin des possibilités réelles.

On peut regarder partout autour de nous, cette grande difficulté est partout, et elle débouche parfois sur des situations qui sont la version la plus grave (Italie), pouvant avoir des conséquences extrêmement graves dans toute l'Europe ; et puis, à l'inverse, elle peut déboucher sur des

situations inattendues, des situations assez inimaginables quand on les voit se répéter à l'échelle du monde. Par exemple au Brésil, un affrontement d'une intensité énorme, le gouvernement Lula, la contre-offensive capitaliste, aujourd'hui un énorme mouvement populaire pour virer le gouvernement et Lula qui mène la campagne de sa prison ; en Turquie, il y a les élections anticipées d'Erdogan le 24 juin car il veut renforcer son pouvoir, mais il y a une inquiétude grandissante en Turquie et même dans le monde occidental sur la tournure prise par le régime d'Erdogan, et au moment même où Erdogan tente son nouveau coup de force qu'est l'élection du 24 juin, jamais probablement le gouvernement d'Erdogan n'a été autant fragilisé et en difficulté, y compris dans ses alliances internationales. Et il peut se passer beaucoup de choses. Là aussi d'ailleurs, le leader du LGP mène campagne depuis sa prison (Cf. bel interview dans l'Humanité qui vient de paraître).

Ce qui se passe depuis deux jours en Espagne est inattendu et peut déboucher d'ailleurs sur une lecture de la situation politique en Espagne très différente de ce que certains peuvent raconter ; il y aura peut être (je ne sais pas) un gouvernement dans quelques semaines avec un premier ministre socialiste soutenu par Podemos et Izquierda, de manière plus ou moins critique. Donc, nous sommes dans des situations qui sont partout extrêmement évolutives ; Trump emmène le monde dans des situations très lourdes, qui ouvrent la porte à des ripostes progressistes mais également à des ripostes nationalistes et rétrogrades très dangereuses. Ce que je veux dire sur tout cela, et ce n'est pas pour botter en touche, c'est que je pense que quand on dit « se mettre au niveau », c'est le vrai défi qui est le nôtre : se mettre au niveau de la situation -et ce n'est pas seulement décrire les méfaits du capitalisme et nos idées-, c'est de voir de quelle manière se développe cet antagonisme et sur quels leviers nous pouvons agir pour pouvoir ouvrir des chemins émancipateurs tout en étant conscients que cette difficulté, malgré les potentiels que nous sentons, est partagée par beaucoup de forces ; cela ne nous exonère pas de mener cet effort évidemment, au contraire puisque nous sommes là pour ça, mais cela doit nous rendre exigeants et lucides plutôt que de nous mettre des cendres sur la tête en permanence. Car un congrès ce n'est pas fait juste pour se compter comme l'a dit un camarade, un congrès c'est fait pour faire de la politique ensemble, c'est-à-dire pour que tous les communistes puissent approfondir ces questions là.

Nous avons à renvoyer aux communistes non pas que des solutions mais aussi des thèmes de travail, sur lesquels nous devons discuter ensemble de ces situations pour voir comment nous allons tenter de résoudre les problématiques. Cela hausse considérablement le niveau de ce que nous avons à dire.

Par exemple, je parlais de la guerre commerciale, nous devons dire, nous, qu'il faut une réforme progressiste de l'Organisation Mondiale du Commerce mais est-ce que les communistes, le mouvement progressiste français sont en état de le faire ? Et, puisque nous parlons de nous mettre au niveau, je dis que nous ne sommes pas au niveau.

Entre la guerre commerciale à la Trump d'un côté et le libre-échangisme que va défendre Macron en face, il faut ouvrir une autre voie et cette autre voie doit, par exemple, nous faire monter sur la question de quel autre commerce international qui ne soit pas la guerre.

Soit-dit entre nous, si nous sommes lucides, ce n'est pas l'état du débat populaire et du débat communiste moyen. Si nous ne sommes pas capable d'être à la hauteur sur cette question, nous serons « bouffés » par les populismes et les nationalismes xénophobes.

Donc, nous devons être sur ce type de questions, mais une fois que j'ai dit et pris conscience de cela, nous devons prendre conscience collectivement de ce qui pose difficulté dans la première partie du texte, c'est-à-dire traiter et discuter de ces questions pour savoir comment se mettre à l'offensive d'un point de vue communiste en rapport réel avec la situation.

Il y a des questions qui sont traitées qui font partie de cela, par exemple la question du féminisme et de ce qui vient de se passer en Irlande est considérable. S'il y avait un pays où c'était sûr qu'il n'y aurait pas 68 % de gens pour voter pour la légalisation de l'avortement il y a 20 ou 15 ans, c'est

bien l'Irlande. C'est un ébranlement pas seulement pour l'Irlande mais pour le monde catholique mondial. Et même dans une force comme le Sinn Fein, qui est la force la plus progressiste, la question n'allait pas de soi il y a encore très peu de temps.

Donc, pour qu'il y ait un référendum qui mette à 68 % la question, cela veut bien dire que ce que l'on dit sur l'ébranlement extrêmement profond et très important, est très fondamental sur ce qui est en train de se passer à nouveau sur les droits des femmes. Il faut en prendre la mesure, ce que nous ne faisons probablement pas.

La question du racisme, c'est la même chose. C'est un point sur lequel effectivement le texte peut bouger et être amélioré. Je pense que s'il y a un effort à produire, c'est dans ce sens là plutôt que de juger chaque insuffisance du texte (même s'il y en a) comme étant le signe que telle partie du Parti est dans telle direction, avec telle mauvaise intention ou inversement.

C'est un effort collectif pour arriver à dire de la manière la plus simple, la plus populaire et la plus accessible possibles des choses fondamentales sur ces enjeux.

Nous avons un problème de mise en commun de tout ce que nous travaillons nous-mêmes.

Nous arrivons à dire des choses de manière simple et tous ensemble sur la révolution numérique, dans nos Assises de l'écologie, il nous faut essayer de progresser ensemble vers cela.

Sur la question stratégique

Le texte dit « initiative communiste et unité populaire ».

Notre stratégie c'est indissociablement initiative communiste et unité populaire ». J'entends des camarades qui disent « il n'y a rien de neuf sous le soleil ». Je n'entends toujours pas ce qu'ils proposent.

Je pense que sur cette question précise de l'initiative communiste et unité populaire, nous devrions prendre le temps de discuter, car pour moi c'est un bon binôme effectivement, au coeur de notre stratégie. Je le redis, notre stratégie n'est justement pas une stratégie d'alliances politiques fondamentalement. C'est vrai que nous avons (moi-même aussi) obscurci l'objectif fondamental des communistes derrière des stratégies nécessaires d'alliances pour essayer de trouver des solutions et des débouchés politiques. Au point que c'est devenu premier dans la tête de beaucoup d'entre-nous et peut être des fois dans les actes, y compris les nôtres.

Or, le coeur de notre stratégie est une stratégie de construction populaire, elle doit marcher sur ses deux pieds : initiative communiste et unité populaire.

Encore faut-il discuter de ce que veut dire et l'un et l'autre et de comment cela se combine. C'est cela qui devrait être intéressant à creuser.

Il n'y a donc pas rien pour moi dans le texte ; peut être faut-il développer ces idées, provoquer du débat chez les communistes.

Initiative communiste, oui, nous ne sommes pas bien et nous devons changer, nous devons passer beaucoup plus de temps à construire l'initiative communiste. Ce ne sont pas juste des propositions. Il s'agit de savoir comment on construit de l'initiative communiste dans et avec la société.

Par exemple, les cheminots. Dans quinze jours, nous allons entrer dans une nouvelle phase puisque le texte va être voté et que les cheminots, avec un haut niveau de mouvement, n'auront pas gagné. Mais la bataille, elle, continue. Elle va continuer sur la convention collective, elle va continuer sur le maillage du territoire avec toutes les conventions régionales et toutes les batailles qui vont venir à cause des orientations qui vont être adoptées. La question de savoir s'il va demeurer ou non dans le pays un service public du ferroviaire à l'horizon des dix ans à venir, c'est une bataille qui va encore durer dix ans.

Comment menons-nous cette bataille dans la durée ? En nous donnant quelles forces pour la mener ? Oui, c'est vrai nous ne sommes pas suffisamment bien organisés pour mener cette bataille de cette manière là. Je pense que cela est vrai aussi sur d'autres questions fondamentales comme celles que soulèvent les hôpitaux, les Ehpad, etc. L'affaire des Ehpad dénote un énorme

problème qui est au coeur de ce que nous disons : il faut inventer un nouvel âge de la Sécurité Sociale ; c'est bien une question communiste là ! Mais cette bataille, nous ne la gagnerons pas en huit jours, nous la gagnerons en cinq, en dix ans.

Est-on capable de construire de l'initiative communiste de ce niveau là sur de tels enjeux de services publics, de transformation de la société et d'autres ? Oui, nous ne sommes probablement pas au niveau pour le faire et oui nous menons des batailles, nous ne faisons pas rien. Mais, nous les menons de manière trop insuffisante, trop ponctuelle, nous passons d'un « truc » à l'autre. Nous n'arrivons pas à faire des choses structurantes dans la durée, qui font émerger de la prise de conscience communiste dans la société.

Si nous approfondissons cela entre nous, je pense que nous progresserions tous ensemble. De la même manière sur l'unité populaire, car il faut construire de l'unité dans la société autour de ces objectifs ; il faut articuler les deux en ne lâchant ni sur l'un ni sur l'autre. Cela est, nous le savons les uns et les autres, difficile à faire. Cela nous pose des problèmes de contenu, de capacité de réflexion sur la réalité de l'état de la société, des problèmes d'organisation.

Je dirai à la fin un mot sur la direction ; nous n'avons pas le dispositif national de direction pour répondre à ces questions et il va falloir le changer à mes yeux.

Il n'y a pas rien dans le texte là-dessus et ce n'est pas, pour moi, une manière de botter en touche sur la question de la construction politique. Pour moi, cette question est le coeur de la construction politique.

Maintenant, est-ce que parce que cela est le coeur de la construction politique, il ne faut pas répondre à la question de construction politique nationale pour aller vers des débouchés, notamment sur la question de la majorité politique et d'un gouvernement éventuel ?

Est-ce que les questions sont mûres pour un gouvernement qui fasse cela ? Aujourd'hui non. Est-ce que la question est posée ? Oui, et elle va se poser de plus en plus car plus nous allons faire monter le niveau des luttes contre Macron, plus cette question va se poser. Et si nous ne travaillons pas les choses politiquement dans ce domaine là, d'autres occuperont le terrain de la réponse politique et pas seulement à gauche mais à droite, à l'extrême droite, dans tous les secteurs de la société, voire hors du champ politique car il y a effectivement des mouvements populaires notamment dans les banlieues qui sont en train de se structurer hors du champ politique institutionnel et qui le revendique. Il y a donc des réponses politiques et il faut que nous en apportions. En même temps, ces réponses politiques, si on veut bien tirer les enseignements de ce qu'on a fait, ne peuvent pas être des réponses politiques qui reproduisent les mêmes choses. On peut discuter la proposition du Forum telle qu'elle est exprimée. Je suis pour que, dans les fenêtres, nous proposons d'aller plus loin si la formule n'est pas la bonne. On dit « il faut des contenus », mais le « programme commun » et « l'humain d'abord » ce sont des contenus. Si vous relisez les deux, en terme de contenu, c'est bon. La « gauche plurielle » c'est plus compliqué, car la « gauche plurielle » est arrivée au pouvoir par accident au moment de la dissolution imprévue, donc sans programme commun.

Donc, les contenus sont une réponse, leur appropriation populaire et la capacité à les porter quand ils sont mis en cause par ceux qui les ont signés et qui ne les mettent pas en œuvre ; et puis il y a le fait de ne pas se laisser enfermer -même nous- dans un apport programmatique, aussi bon soit-il, en gardant notre espace d'autonomie politique.

La formule qui est proposée dans le texte, qui n'est peut être pas la bonne je le conçois, est une formule qui dit « il faut un espace de coordination de ces forces qui pourrait travailler sur des campagnes communes, sur des apports programmatiques ou électoraux, où chacun doit garder son autonomie, où les gens peuvent participer ou pas ». C'est-à-dire qu'il faut traiter la question de la coordination politique de ces forces mais trouver une formule qui, contrairement à ce que nous avons fait, ne nous enferme pas et ne génère pas des illusions politiques. Car, à notre corps défendant, qu'on le veuille ou non, les constructions unitaires que nous avons faites ont construit

des illusions politiques à notre détriment et, finalement, au détriment de solutions réellement transformatrices.

Comment ne pas reproduire cela ? Uniquement parce qu'on va réécrire un programme à nouveau ? Pas seulement justement.

Donc, je ne dis pas que cette solution soit la bonne mais je pense qu'il faut trouver des formules de coordination politique qui peuvent préparer des gouvernements d'union populaire qui ne soient pas la seule reproduction de formules que nous avons déjà utilisées. Et sans perdre de vue, tout en discutant de cela, le cœur de ce que je disais avant sur la construction.

Donc, il y a sûrement des choses qui ne sont pas au point, qui doivent être discutées ensemble par les communistes dans les mois qui viennent, mais il n'y a pas non plus rien dans le texte, il y a des idées qui méritent d'être discutées pour peu qu'on les discute pour ce qu'elles sont ou ce qu'elles tentent, quitte à les pousser plus loin, à les modifier.

Sur cette question comme sur les autres, je suis assez pour que le mode d'emploi de la base commune soit un mode d'emploi qui soit un point de départ de cette discussion ; peut être qu'au Congrès nous serons dans une situation différente et, en plus, cela va très vite.

Dernier mot sur le Parti

Là aussi, ni dans le relevé de décisions du dernier congrès, ni dans ce qui est proposé là, il n'y a rien.

Alors, est-ce qu'on donne suffisamment à voir la cohérence de tout cela ? Peut-être pas. Mais les champs de travail qui sont proposés sont assez structurants, que ce soit sur le rôle qu'on veut faire jouer à la plateforme, que ce soit sur la question de la formation, des universités permanentes, que ce soit sur la question des réseaux, qui pour moi est une question importante pour pouvoir mener le travail et les campagnes. Il y a donc tout un tas de choses qui essaient de dessiner au total un nouveau dispositif communiste au sens de l'organisation et qui essaient de le faire en inventant un Parti (nous ne sommes plus un Parti de permanents, pas dans les fédérations, nationalement et nous allons traverser les années qui viennent en n'étant plus un Parti de permanents) ; nous ne pouvons pas structurer notre activité autour de cette seule question ; nous en avons maintenant quelques dizaines.

Il faut donc penser des structures qui permettent de mettre en commun la galaxie communiste de bonne manière. Il y a là aussi des tentatives. Il faut les mettre en rapport avec nos objectifs et faire des allers-retours dans la discussion pour tenter d'aller au-delà de cela. Pour moi, c'est l'idée.

Cela me fait dire une dernière chose sur la direction.

Il est évident que la question de la direction nationale se pose. Elle se pose pour plusieurs raisons. Pour les raisons de parole nationale, d'incarnation (même si je n'aime pas ce mot qui est beaucoup utilisé en communication, le monde médiatique utilisant beaucoup le sacré et le symbolique) politique, surtout dans le monde médiatique qui est le nôtre. Nous avons des problèmes plus profonds que ceux-là.

Nous devons repenser complètement notre dispositif de travail national. Nos moyens traditionnels qui ont maigri nous obligent à construire autrement la mise en commun communiste que par les structures habituelles.

Il faut que nous trouvions un dispositif communiste qui soit plus branché sur nos priorités et plus branché sur une nouvelle manière de faire fonctionner le Parti.

Pour moi, s'il y a une mission à donner à la commission des candidatures, nous en discuterons demain, je pense que la première de ces missions c'est de repenser le dispositif national de direction. C'est-à-dire de redéfinir les fonctions de ce dispositif national de direction. Pour pouvoir le disposer en conséquence et pour pouvoir mettre en face de ces fonctions des camarades qui ont les qualités et les compétences, qui peuvent être mis en situation de remplir telle ou telle tâche nationale.

Nous devons avoir un autre dispositif de travail avec les fédérations. Pour cela, l'échelon régional devient un échelon important alors qu'il est un échelon marginal dans la vie du Parti aujourd'hui. Il nous faut évoluer vers des changements de dispositifs dans le travail de la direction nationale. Nous avons des problèmes dans l'animation de notre travail collectif, dans les fonctions d'animation à tous les niveaux : dans les fédérations, dans la présidence du Conseil national, le secrétaire national, le CEN, tous doivent bouger.

Il faut avoir un travail sur cela et sur les personnes en même temps.

Je veux redire là dessus que personnellement je n'ai pas de tabou sur cette question là et je comprends parfaitement qu'à tous les échelons, y compris sur la question du secrétaire national, compte tenu de toute cette situation, les questions qui sont posées, et il faudra aller ensemble au bout de cette discussion.

Cette question m'est posée assez régulièrement et plus on va aller vers le congrès, plus elle va être posée, je dis simplement et humblement que je suis à la disposition pour continuer. Cela ne peut pas se faire sans changement du dispositif national de direction, sans changement des équipes nationales

de direction. Cela ne peut pas être une question individuelle. Je le dis car je pense que, dans la situation dans laquelle nous sommes, avec tout le travail qui est devant nous et toutes les difficultés à venir, nous puissions changer aussi facilement que cela. Je suis disponible pour cela mais dans un changement de travail de direction.

Nous devons discuter de cela ensemble, collectivement et il faut lever les tabous sur ce sujet car je sais que c'est parfois difficile. Il nous faut faire une question politique collective de ce dispositif national de direction, qui n'est pas seulement une question de « xxx » à la place de « yyy ».

Je ne le dis pas que pour la fonction qui est la mienne. Il s'agit d'un problème de renouvellement de notre manière collective de travailler pour nous mettre à la hauteur de la situation et, en même temps, créer les conditions pour tout ce que j'ai déjà dit. Nous avons autant besoin dans les directions, à tous les niveaux, d'exigence que de bienveillance.

Nous sommes dans une situation qui nécessite le rassemblement permanent des forces communistes ; donc nous ne pouvons pas vivre dans une situation de mise en cause permanente de ce que nous décidons mais, en même temps, cela suppose qu'en amont de chaque décision (là-dessus j'entends parfaitement la critique) la prise de décision se fasse autrement, dans un débat plus franc entre nous car il y a énormément de difficultés à résoudre et donc il faut que les termes du débat -à tous les échelons- soient plus clairement mis sur la table avec les communistes pour qu'on prenne des décisions et qu'on construise. Cela suppose d'être capable de se dire tout ce qu'il y a à se dire, au moment où il faut se le dire et, ensuite, de travailler tous ensemble.

Je m'implique dans le changement critique qu'il faut avoir là dessus mais je pense que ce n'est pas une question qui ne concerne que moi mais qui nous concerne tous et vers laquelle nous devons pouvoir progresser.

Oui, nous aurons besoin de renouvellements à tous les niveaux mais ils doivent être guidés par les exigences politiques que nous devons définir ensemble.

### **Thierry Aury – Oise**

OK avec intro. Le texte est une bonne base de départ pour discuter, plus courte, pointant les questions. Ouvrons le débat, ne le cadenassons pas en figeant sur des « fenêtres » alternatives pré-écrites ! Le débat doit être poussé sur rassemblement et alliances : ex. peut-on envisager des alliances « à géométrie variable » selon l'élection et en fonction des réalités ? La question n'est-elle pas de cerner les idées fortes que nous voulons faire avancer, avec qui on peut le faire et comment avoir le plus d'élus pour les défendre dans les institutions ? Au-delà, nos débats doivent faire vivre la thèse 18 : « *notre stratégie s'ancre dans les luttes concrètes... dans le mouvement réel* ». Il faut intégrer les enseignements du mouvement réel actuel, par ex. notre (r)apport au mouvement à la SNCF. Il est utile de valoriser aussi nos réussites, les points d'appui pour avancer

et pas seulement de lister nos échecs au risque d'alimenter la désespérance. Partout nous avons eu des initiatives sur la SNCF, avec tracts, débats, solidarités concrètes, participation active aux AG, notre badge est devenu symbole de la lutte, nous sommes la seule force politique présente et reconnue, nos parlementaires sont très combatifs, nous collectons des contacts et faisons des adhésions. Comment aider à démultiplier l'intervention des communistes ? Comment penser notre organisation pour cela ? Comment nourrir encore mieux le débat d'idées (financement de la dette, statut des personnes, rapport avec Europe...)?

### **Aline Guitard – Rhône**

Le texte proposé a des manques mais sa forme laisse la place pour l'amender et créer des fenêtres de débats afin de produire un « nouveau manifeste du PC » qui soit un outil pour le Parti, pour les militants qui ont choisi de s'y organiser pour lutter contre toutes les dominations et pour les gens que nous voulons aider à s'émanciper. A Lyon, à l'annonce du congrès, nous avons choisi d'écrire collectivement notre contribution de ville. Avec 17 réunions de cellules et 2 AG, nous avons écrit et nous avons vu 3 questions de fond, qui sont celles qui manquent dans la base commune : le bilan, la stratégie et l'orga. Nous les avons traitées avec 3 fenêtres qui ne listaient pas des alternatives mais qui ont permis le débat puis la construction et la rédaction d'une position commune. Le congrès doit être capable de faire la même chose.

### **Laurent Péréa – Dordogne**

Sur philosophie texte : place le cadre du capitalisme aujourd'hui et pose enjeu du communisme actuel, tout comme ADN du PCF, humanisme, paix, démocratie, écologie. Place aussi notre visée à partir situation France, Europe, planète dans une visée internationaliste. Il interpelle sur notre stratégie à développer à partir des luttes concrètes que mènent déjà les communistes, dans un monde en pleine recomposition politique, sociale et au niveau capital. Le texte permet de recenser les obstacles, pose comment les dépasser, idem sur le Parti. Nous voulons un congrès extraordinaire, alors sortons des textes alternatifs dès le départ et amendons la base proposée qui le permet, par sa synthétisation et donc accessible aux communistes. Base pas une fin en soi à sacraliser, prenons-là avec les productions existantes (cahier congrès, chantiers, travail des secteurs). En ça, le secteur international proposera une LRI avant congrès comme outil, contribution à la base commune.

### **Françoise Fiter – Pyrénées-Orientales**

Je suis favorable pour travailler à partir de la base commune qui est proposée. Elle est issue du débat que les communistes mènent depuis 6 mois et de la démarche nouvelle de préparation de notre congrès. Bien sûr il faut pousser la réflexion comme sur le bilan. Pourquoi nos démarches de rassemblement se sont-elles retournées contre nous ? Comment aborder la présidentielle, énorme obstacle pour nous à la lumière de 2012-2017... Que veut dire aller vers une rupture ? Dans notre volonté de rassemblement ? Pour moi, révolutionner le Parti et rassembler vont ensemble. Enfin les communistes ne sont pas aussi « au tapis » que ce que j'entends. Ils sont dans les luttes sur la base de construire une alternative à Macron.

### **Alain Guilbert – Corrèze**

Soyons conscients que nos débats, nos décisions impactent directement l'avenir de notre parti. Pour moi la base commune proposée ne me satisfait pas, mais la possibilité d'amendement est réelle et doit être poussée au maximum. Nous devons être conscients que cette base commune ne sera pas un catalogue mais une base de réflexion. Nous devons améliorer et pousser la réflexion sur le bilan, le projet politique et les directions. Prendre appui sur les directions départementales, sur l'échelon régional. OK pour les fenêtres et débat sur le bilan. Projet direction.

### **Hélène Bidard – Paris**

La crise économique entraîne une crise démocratique et des institutions. Mais il existe une autre crise liée, mais qui n'en est pas une conséquence, c'est la crise du système patriarcal. Donc je propose l'ajout d'une thèse qui définit et qualifie la crise et le système patriarcal aujourd'hui d'une ampleur internationale. Un système antérieur au système capitaliste et sur lequel il prospère en disqualifiant les femmes, par les violences, les discriminations sexistes, l'asservissement des femmes au travail mais aussi à la maison et cela partout dans le monde. C'est pour cela que les féministes communistes inscrivent leurs analyses dans la lutte des classes. Mais l'analyse de classe de l'ensemble du Parti devrait à son tour porter une analyse féministe.

### **Pierre Lacaze – Haute-Garonne**

Le texte ne va pas. Il faut le réécrire et donc oui, des fenêtres alternatives sur analyse de la société, sur le bilan, sur la stratégie et sur la direction. Le monde, dans ce texte, aurait une tendance naturelle au progrès. Ce n'est pas vrai. L'échec de notre bilan n'est pas abordé alors que les communistes ont subi de plein fouet nos défaites. Et nous savons tous que nos échecs sont le résultat de choix de la direction sur lesquels 44 à 50 % des communistes s'opposaient. Il faut rassembler et donc permettre des fenêtres alternatives. Arrêtons, après Bouge l'Europe, les collectifs libéraux ou le front de gauche ; ne créons pas maintenant un forum permanent. Sur les directions il faut changer sur le fond et la forme et je ne suis pas d'accord avec Pierre Laurent qui dit « tout doit changer sauf lui ».

### **Cécile Dumas – Alpes-Maritimes**

Le congrès ne s'arrête pas aujourd'hui. Nous sommes dans une nouvelle étape. Alors n'essayons pas de faire croire que la réflexion des communistes va s'arrêter aujourd'hui. Je pense que le texte sous forme de thèses peut permettre réflexion, débats et enrichissement. Ce type de texte permet des entrées différentes et peut permettre à de nombreux communistes d'être dans les débats. On nous parle beaucoup de bilans, mais est-ce que nous croyons que les communistes attendent une page de pourcentage et de résultats électoraux ? Je ne le crois pas ! Alors soyons justes, nous avons à nous engager dans une nouvelle période de débats pour tenter de s'accaparer les réflexions à avoir en gardant le sens de la réalité. Et l'état des lieux de la société et de notre pays était aussi une demande de la résolution votée en novembre. Alors oui, les communistes sont des humains comme tout le monde, parfois touchés par la résignation ambiante, mais prenons notre place dans le débat en portant nos propositions.

### **Denis Durand – Paris**

Le débat montre qu'on ne rassemblera pas les communistes, on ne regagnera pas leur confiance en recherchant des équilibres par des compromis sur un texte mais par un congrès qui affirme le Parti communiste dans le combat pour dépasser le capitalisme.

Il est vital que le congrès puisse répondre à la question de savoir si on poursuit une stratégie où la recherche d'une entente avec diverses forces réformistes ou populistes nous conduit à faire passer au second plan les idées communistes, même lorsque le contraire est écrit dans nos textes de congrès, ou si on mène notre bataille de rassemblement en considérant nos idées et notre force militante comme des atouts et non pas des handicaps.

Pierre Laurent a dit qu'il faudrait désigner les leviers dont on peut se saisir pour répondre à la crise par des solutions ouvrant la voie au dépassement du capitalisme.

C'est précisément ce que le texte ne fait pas.

Introduire des fenêtres dans le texte actuel ne suffira pas à résoudre le problème. Il faut une profonde réécriture.



### **Hervé Bramy – Seine-Saint-Denis**

L'économie écologique du texte me convient avec ces courts paragraphes facilitant son appropriation par le plus grand nombre. Il est pour moi amendable et je suis ouvert aux fenêtres. Ceci dit attention aux sujets. Sur le nucléaire comme proposé, il ne s'agit pas de dire si on est pour ou contre. Il nous faut instruire le sujet dans sa complexité. Pourquoi ne pas décider à nouveau l'organisation des états généraux de l'énergie. Nous avons eu un atelier aux assises sur ce sujet ouvert à toutes et tous. Ce que nous avons voulu faire avec les assises, c'est affirmer nos parti-pris communistes, donner à voir le sens de l'engagement écologiste des communistes et permettre le déploiement de l'intervention militante sur la base de 20 propositions. C'est ce que nous appelons l'écommunisme.

Nous avons des capacités de rassemblement comme sur le barrage du Sautet ou lors de la mobilisation contre Europacity. Nous sommes entendus surtout lorsque nous nous exprimons sur la base de nos valeurs et de nos options.

### **Jean-Pierre Meyer – Var**

Ce projet de base commune ne remplit pas les conditions de la bonne tenue d'un congrès extraordinaire sauf à être réécrit. En l'état, il n'est pas amendable et il n'est pas de fenêtre qui permette d'en changer le fond qui s'inscrit dans la continuité. Je ne crois pas qu'il porte une volonté de rassemblement des communistes. Il provoque donc la probable publication de textes alternatifs. Il porte l'échec du nécessaire rassemblement des communistes. Alors, si texte alternatif il doit y avoir, qu'il n'y en ait qu'un, sans quoi les mêmes crises produiront les mêmes effets, c'est-à-dire la poursuite de la marche mortifère du Parti. Cela met en évidence les responsabilités respectives de chacun.

### **Christian Picquet – Haute-Garonne**

Le projet, en l'état, ne définit pas une orientation adaptée à la période d'immenses bouleversements ouverte par la crise financière de 2017-2018. Le mouvement ouvrier doit agir dans un contexte de grandes difficultés pour changer les rapports de force. L'heure est à une reconstruction globale.

Le Parti doit se comporter en aile marchante de cette reconstruction : batailles idéologiques indispensables, formation d'un nouveau bloc historique autour d'un salariat majoritaire, reconstruction d'une gauche à la hauteur.

Sur ce point, la proposition du « forum national politique permanent », à géométrie variable, n'est pas fonctionnelle. Commençons par proposer un programme d'urgence, partant des confrontations du moment, pour dynamiser les mobilisations et dessiner une démarche transformatrice majoritaire.

Sur le bilan. Impossible d'esquiver ce dont une majorité de communiste est convaincue : le ralliement à la candidature Mélenchon, dans les conditions où il s'est opéré, ne nous laissait pas d'espace pour agir en force indépendante.

Rassemblons les communistes en leur permettant de débattre dans la clarté. Ouvrons des fenêtres dans la « base commune », sur les grands désaccords. En prenant 15 jours supplémentaires s'il le faut, la profusion de textes alternatifs n'étant pas une bonne chose.

### **Jean-Marc Durand – Drôme**

La démocratie, la pratique démocratique ne doivent pas en rester à une vaine incantation engendrant au final un recul du débat sur le fond. La confrontation d'idées et de propositions est consubstantielle à la vie démocratique du Pcf. Sans elle, il n'est pas possible de redonner confiance aux communistes afin qu'ils réinvestissent à la hauteur des enjeux la scène politique. Dans le texte proposé, tout se passe comme si après notre effacement électoral, en voulant éviter de vraies remises en causes de nos options stratégiques, on souhaitait continuer sur la même

voie. Il ne sert à rien de vouloir masquer dans un texte fourre-tout proposant une unité de façade des désaccords de fond, laissant au final la voie libre aux mêmes errements que par le passé et à la prise de décision par quelques-uns seulement. C'est ce qui tue petit à petit le parti communiste qui risque si nous n'effectuons pas à tous les niveaux un vrai changement de logiciel, de le tuer complètement.

### **Adrien Tiberti – Paris**

Le texte porte des progrès importants : on parle à nouveau de classes et on les nomme : classe capitaliste contre classe salariée. Mais le texte est très en deçà des demandes des communistes, notamment sur le bilan et les stratégies. Le bilan oublie le refus systématique, notamment après 2012, d'envisager une candidature communiste à la présidentielle et de la préparer. Le texte mésestime la colère des communistes contre la direction actuelle responsable de nos échecs. Il faut réécrire ces passages. Il y a enfin beaucoup de postures de la part de ceux qui ont déjà écrit des textes alternatifs et pour certains sont membres des directions depuis très longtemps.

### **Alain Raymond – Yonne**

Seuls les communistes appellent à un dépassement du capitalisme. Dans la base commune quelques avancées mais aucun souffle. Un bilan de l'époque où nous n'avons plus osé être anticapitalistes est nécessaire. De nombreux citoyens considèrent que le capitalisme est à l'origine de nos problèmes. Trouvons ensemble les voies qui conduisent à la sortie de ce système prédateur. Nous avons des leviers et nous menons des campagnes pour cela. Rassemblons l'ensemble des communistes dans et hors du Parti et cette part importante des citoyens anticapitalistes. Soyons un parti de lutte de classes, autonome, capable aussi de coopération sur les contenus.

### **Jean-Jacques Karman – Seine-Saint-Denis**

Je suis pour un texte alternatif sur des bases marxistes, au projet de base commune de la direction. Le texte de la direction reste principalement un texte humaniste. Le marxisme est plus que l'humanisme. Parler de la lutte des classes sans jamais parler de la classe ouvrière est un gros problème alors que nous devons être le parti de la classe ouvrière. Je n'ai rien trouvé sur la révolution socialiste. Rien non plus sur la nécessaire étape du socialisme comme perspective immédiate. Rien sur le bilan. Gros problème aussi sur l'Europe et sur Mélenchon. C'est la direction qui a propulsé à plusieurs reprises sur le devant de la scène Mélenchon. Incroyable, la direction dit maintenant : « nous n'avons pas vocation à être présents à toutes les élections » ; c'est un peu fort. Le texte n'est donc pas amendable.

### **Bora Yilmaz – Meurthe-et-Moselle**

La question fondamentale à résoudre est l'orientation stratégique. Les communistes ne s'emparent pas du débat de congrès mais ils en attendent énormément. Il faut leur permettre de trancher un certain nombre de questions, ce que la méthode des fenêtres peut permettre. Ce qui fera de notre congrès réellement extraordinaire, c'est qu'à son terme les camarades sachent clairement quelle est l'orientation de leur parti, qu'ils la mettent en œuvre et que le pays se dise : le PCF a quelque chose à nous dire. A ce stade, le projet de base commune qui nous est proposé ne le permettra pas. Construire l'unité des communistes ce n'est pas essayer de faire entrer dans un texte des orientations contradictoires. Des camarades portent l'orientation de la construction d'une autre force politique que le PCF, ils en feront un texte alternatif, ce qui permettra de clarifier leur position et lever des non-dits : Quelle force ? Avec qui ? Sur quelles bases politiques ? La base commune cherche à répondre à la question : comment articuler initiative communiste et unité populaire ? En l'état, la base commune n'apporte pas de réponse claire et opérationnelle. L'objectif qui a présidé à la dynamique initiale du FDG, construire un rassemblement autour de

contenus pour disputer au social-libéralisme son hégémonie sur la gauche, était juste mais a perdu de sa pertinence puisque la gauche sort disloquée totalement du quinquennat Hollande et des échéances 2017. Elle est aujourd'hui menacée de disparition et c'est l'enjeu auquel il faut répondre. Le seul à le faire aujourd'hui, c'est J.-L. Mélenchon. Nous ne partageons pas du tout sa réponse. La perspective d'un « forum politique permanent » (écrit au conditionnel) est vague et non opérationnelle. Nous devons avoir le programme d'urgence que nous voudrions voir mis en œuvre si nous étions amenés à gouverner demain, avec qui nous voudrions le mettre en œuvre, et les lignes rouges au-delà desquelles les rassemblements politiques ne sont pas possibles. C'est la question du débouché politique immédiat aux luttes qui est posée. Nous savons que son absence est une difficulté centrale aujourd'hui, qui empêche le mouvement social d'amplifier et élargir ses combats.

### **Marie-France Burricand – Rhône**

J'espère que nous nous rappelons de ce qu'avait dit Jacky Hénin à l'issue des dernières élections européennes sur la difficulté à se faire entendre sur notre ligne. J'ai lu avec surprise les derniers propos de Pierre Laurent concernant l'Union européenne qu'il faudrait remettre sur les rails du progrès social, mais elle n'y a jamais été, il ne s'agit donc pas de la remettre ! En entendant le rapport d'Anne Sabourin, je me demande si nous voulons vraiment nous adresser à tout le monde populaire ou si nous ne commençons pas déjà à rejeter ceux qui sont le plus en colère contre l'Union européenne.

### **Pierre Laurent – Paris**

On suit une feuille de route.

La décision aujourd'hui se concentre sur la manière d'engager la bataille:

- la désignation de l'an et l'équipe que l'on met à son côté.

- et la réunion du 2 juillet

Besoin de s'installer dans le paysage. Nécessaire pour des raisons de campagnes- pour être dans le débat public, ex décision de Trump sur l'Acier- son opposant c'est Macron. Besoin d'installer un autre discours.

Ma conception, c'est l'inverse de Denis D. On ne doit pas être en face à face. Ne pas regarder la FI- le paysage n'est porteur pour personne. Personne ne progresse dans les sondages dans les forces de gauche. Besoin d'installer nos idées, et non être en débat avec les autres

Besoin de faire la liaison avec les mouvements sociaux: ex la pêche électrique, le glyphosate.. Une quantité de gens peuvent être intéressés.

Invité à la réunion du 2 juillet: inviter des personnalités pour rentrer en dialogue.

Mettre en mouvement des forces disponibles.

On lance des candidatures dans le Parti. On devrait être à la tête de 240 noms pour 79 candidats.

Les 2èmes états généraux du progrès social et écologique, avec des milliers de personnes, des syndicalistes, va être un moment important, si on arrive à leur parler, et non leur faire des discours... besoin de faire une démonstration de force.

### **Pierre Lacaze – Haute-Garonne**

La décision du Conseil national d'ouvrir des fenêtres dans le texte sur analyse de la société, bilan, stratégie du PCF et choix des directions doit être inscrite en préambule du texte. On voit bien que les camarades ne sont pas satisfaits des choix actuels de la direction et il ne faut pas faire semblant d'ouvrir le débat pour le refermer après. Assumons nos responsabilités, c'est l'insuffisance de la base commune, notamment sur le bilan, qui a imposé la mise en place des fenêtres. Il faut une adresse du Conseil national disant aux communistes qu'ils sont entendus.

Les fenêtres rédigées par la commission cette nuit correspondent tout à fait à la démarche expérimentée à Lyon et choisie par le CN hier. Il ne s'agit pas de lister des options pour faire une sorte de questionnaire à choix multiples, mais bien d'ouvrir des débats de fond, permettant aux communistes en section puis en congrès fédéral de produire une pensée commune qu'ils rédigeront. C'est une démarche nouvelle dans le Parti, même si une part des camarades en ont une expérience par le syndicat. Il faut que le texte final contienne une note explicative permettant à tous les communistes de s'emparer de ces débats et de produire un commun qui rassemble.

### **Alain Hayot – Bouches-du-Rhône**

A la demande de la commission, j'avais écrit un texte sur l'enjeu culturel qui n'a pas été repris. Je demande qu'il soit repris parce que la sous-estimation de la dimension culturelle de la crise est pour beaucoup dans la difficulté que nous avons à transformer la colère sociale en force émancipatrice politique. L'enjeu culturel est transversal à notre démarche de reconstruction d'une conscience de classe et d'un nouveau récit émancipateur. Reconquérir une hégémonie culturelle progressiste est un élément central de notre combat. Il faut pour cela remettre l'art, la culture et l'éducation populaire au cœur de notre projet et de notre action politique.

### **François Jacquart – Ardèche**

Le texte nouveau proposé est une avancée politique pour le débat, avec les « fenêtres ». La commission a respecté le mandat du CN et chacun des membres de la commission pouvait faire intégrer dans les « fenêtres » son avis ou celui de son groupe de pensée. Les absents ont eu tort, sauf si cela était volontaire pour absolument présenter des textes alternatifs. Il nous faudra joindre au texte voté une explication de l'objet des fenêtres pour que les adhérents absents du débat jusqu'à maintenant investissent la préparation du congrès. Rapidement cela doit être présenté aux communistes par les fédérations.

*Remerciements pour leur aide précieuse à Jacqueline Lamothe, Myriam Massou, Marianne Parmigiani, Laurence Patrice et Monique Renault.*

**PROPOSITION DE BASE COMMUNE**  
DU CONSEIL NATIONAL

— x —

3 juin 2018

*Le communisme  
est la question  
du XXI<sup>e</sup> siècle*

**PCF**

Nous entrons dans un moment historique d'immenses bouleversements. Depuis plusieurs décennies, les puissances du capital ont renforcé leur mainmise sur le monde, allant même jusqu'à répandre le mythe de leur domination éternelle : la « fin de l'histoire ». La crise systémique qui touche désormais le capitalisme fracasse sous nos yeux cette légende : l'histoire a repris sa marche. Dans les convulsions de notre époque et alors même que de nouveaux krachs menacent, rien n'est écrit du futur de notre planète et de notre humanité : les forces du capital cherchent par tous les moyens la voie de la préservation de leur domination, ne reculant devant aucune guerre, aucun pillage, aucun saccage ; les courants réactionnaires se déchaînent, des mouvements populistes se présentent comme des recours... N'en chemine pas moins, objectivement, la nécessité du dépassement du capitalisme, tout comme l'ambition de dépassement des systèmes de domination patriarcal et raciste qui s'imbriquent pour le pire. Beaucoup d'alternatives se cherchent, se tentent, se construisent, depuis la mobilisation mondiale des femmes avec le mouvement #metoo/balancetonporc jusqu'aux expérimentations des fablabs, en passant par la lutte des Togolais-es pour leur liberté, les jeunes États-unien-ne-s mobilisés pour l'interdiction des armes, le mouvement social pour la défense du service public ferroviaire, les mobilisations antiracistes ou le prix Nobel de la paix octroyé aux militant-e-s de l'interdiction des armes nucléaires.

En France, cependant, alors même que l'autoritarisme d'Emmanuel Macron est fortement contesté, le parti qui porte en son cœur cette alternative de dépassement a essuyé dans la dernière période des revers historiques qui exigent de produire toute la nouveauté que la période appelle, changer résolument tout ce qui doit l'être pour entrer, à la hauteur des défis de notre monde, dans un nouveau siècle. C'est la raison profonde de notre congrès extraordinaire. Il nous faut trouver les voies d'essor de ce communisme de nouvelle génération qui conjugue démocratie poussée jusqu'au bout et orientation révolutionnaire visant à sortir enfin de la société de classe, à relever jusqu'au bout le défi écologique, à assurer la paix et le libre développement de la personne humaine dans toutes ses dimensions. Ainsi, pour le PCF, le moment est venu de déployer hardiment le combat communiste, de renouveler en profondeur sa stratégie politique et d'engager toutes les transformations nécessaires de son organisation.

## **Le capitalisme nous entraîne au désastre**

### **Thèse n° 1 : Le capitalisme est aujourd'hui un frein majeur au développement de l'humanité.**

L'humanité a atteint un stade de développement qui lui permet de répondre à des défis hier encore inimaginables, de la sonde Rosetta posant Philae à 510 millions de km jusqu'au développement inédit des nanotechnologies. La révolution numérique amplifie chaque jour cette dynamique. Pourtant, maints grands besoins de l'humanité restent sans réponse alors que nous disposons, comme jamais jusqu'ici, des savoirs, savoir-faire et ressources pour y répondre. C'est

la folle boussole du capitalisme, aimantée par le seul taux de profit, qui est aujourd'hui cette criminelle cause de souffrances et d'humiliations, cet insupportable frein au développement de toute l'humanité qui nous empêche de faire ce que nous pouvons et savons pourtant faire.

### **Thèse n° 2 : Le capitalisme entraîne l'humanité et notre planète vers l'abîme, à vitesse accélérée : la crise écologique et anthropologique qu'il génère prend des proportions inédites.**

Le capitalisme, guidé par cette insatiable et aveugle soif de profit et d'accumulation, met en péril l'humanité et notre environnement : bouleversements climatiques – source immédiate de risques gigantesques –, paradis fiscaux supports de la circulation de tous les trafics, pollutions alarmantes, fraude des trusts généralisée, réduction inédite de la biodiversité (-58 % d'espèces

*Les encadrés « En débat » sont issus des discussions du Conseil national du 2 juin 2018. Ils concernent des thèses qui font débat et doivent permettre de poursuivre les discussions pour enrichir et modifier les thèses visées.*

vertébrées en 40 ans), maltraitance des humains allant jusqu'à la marchandisation des corps (gestation pour autrui, trafic d'organes et même renouveau de la traite d'humains), déforestation massive (129 millions d'hectares en 25 ans)...

Le capitalisme menace le devenir même de l'humanité à échéance de moins en moins lointaine. « Après moi le déluge ! Telle est la devise de tout capitaliste », écrivait Marx dans Le Capital. Le propos prend, de nos jours, une actualité tragique. Qui peut penser que l'humanité et notre planète pourront résister des décennies durant à ce régime de choc capitaliste ?

### **Thèse n° 3 : Le capitalisme mondialisé fait face à des transformations inédites.**

La phase actuelle de développement et de crise du capitalisme est marquée par des transformations de très grande ampleur : expansion territoriale et polarisation entre centres dominants et périphéries dominées ; privatisation et marchandisation progressive de toutes les activités humaines ; financiarisation des économies et création monétaire massive au service des marchés financiers ; concentration de la propriété dans un petit nombre d'actionnaires à la tête de firmes multinationales gigantesques et augmentation des dividendes versés aux actionnaires et des intérêts payés aux banques ; restructuration des entreprises et transformations des systèmes productifs ; transformation de l'organisation du travail afin de déposséder totalement les travailleurs-euses de la maîtrise et de la finalité de leur travail ; politiques libérales renforcées, singulièrement en Europe dans la dernière décennie ; libéralisation des échanges pour réduire les barrières tarifaires et abaisser les normes sociales ou écologiques. La révolution informationnelle, qui commence déjà à franchir un nouveau stade, notamment avec l'intelligence artificielle, est centrale pour notre combat communiste car elle accélère ces transformations autant qu'elle peut permettre leur dépassement.

### **Thèse n° 4 : Le capitalisme dépossède de pouvoir un nombre inédit d'humains.**

Le capital se concentre aujourd'hui dans un nombre de mains qui n'a jamais été aussi étroit. Quelques firmes transnationales - souvent à base nord-américaine - concentrent pouvoir et argent à échelle mondiale. En France même, elles représentent la moitié des emplois des entreprises.

Elles s'affirment comme des acteurs de premier plan, se soustrayant aux souverainetés populaires et allant même jusqu'à s'opposer et s'imposer aux États. Des plateformes privées (Facebook, Google...) en viennent à s'arroger des prérogatives régaliennes, sans aucun contrôle démocratique, tout en échappant à peu près à toute imposition. Propriétaires d'innombrables données personnelles, elles en font un usage marchand visant à accroître leurs profits, au mépris des libertés.

Pour le capital, la démocratie est une entrave. Ainsi, les développements nouveaux du capitalisme en viennent à faire reculer toutes les conquêtes partielles en matière de démocratie et de liberté. Alors que la révolution des connaissances appelle comme jamais le pouvoir du grand nombre, ils concentrent celui-ci dans des mains toujours moins nombreuses.

### **Thèse n° 5 : Le développement du capitalisme aggrave la crise de sens dans laquelle il enfonce l'humanité.**

Faire de tout une marchandise : c'est la logique capitaliste. La généralisation de la marchandisation, sous l'effet d'une intense lutte de la classe dominante, se déploie à marche forcée. Cela vide toutes les valeurs et nourrit une profonde crise de civilisation. Le seul objectif d'une vie humaine devrait être de « devenir milliardaire » ou d'acquérir une Rolex avant 50 ans. Si certain-e-s s'épuisent à courir après ces objectifs si vides, la crise de sens touche désormais des pans très larges des sociétés humaines.

C'est particulièrement sensible dans le domaine du travail. Pour que quelques-un-e-s fassent des profits toujours plus gigantesques, on empêche des millions d'individus de travailler cor-

rectement, quand on ne les amène pas à effectuer un travail qu'ils savent sans utilité voire dangereux pour autrui et pour eux-mêmes. Tous les secteurs sont concernés, depuis l'agriculture jusqu'aux métiers de la santé en passant par les industries.

### **Thèse n° 6 : Le capitalisme présente des signes de péremption de plus en plus marqués.**

Le principe selon lequel, dans le travail, celui qui possède décide de tout et impose à celui qui ne possède pas ce qu'il doit faire et comment il doit le faire est au cœur de la logique capitaliste d'aliénation. C'est une injustice que nous dénonçons de longue date. C'est, aujourd'hui, un principe lourdement mis en difficulté par le mouvement réel de l'humanité. C'est l'efficacité même qui commande que les travailleuses et les travailleurs réfléchissent eux-mêmes au travail à accomplir. Le travail prescrit de l'extérieur est un frein au développement global et, désormais, à certains égards, un frein au profit capitaliste lui-même. Face à cette contradiction montante, certains secteurs dynamiques du capitalisme sont obligés de ruser : Google permet ainsi à ses ingénieurs de consacrer 20 % de leur temps de travail payé à de libres projets personnels. Bien sûr, c'est pour mieux s'assurer de la propriété de ceux-ci en cas de succès, mais quel aveu de péremption des logiques capitalistes !

Oui, celles et ceux qui produisent doivent diriger et non obéir. Oui, « le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous ».

### **Thèse n° 7 : C'est à une crise systémique que le capitalisme est confronté.**

Le fait économique majeur de la décennie qui a suivi la crise financière de 2007-2008 est que le système capitaliste poursuit une spéculation financière effrénée. Les institutions mises en place après le choc de la crise financière de 2008 n'ont cessé de développer les contradictions qu'elles prétendaient résorber. Le capitalisme vit désormais sous perfusion d'argent gratuit distribué sans critère aux spéculateurs par les banques centrales : la Réserve fédérale américaine et la Banque centrale européenne distribuent chaque mois plusieurs dizaines de milliards de dollars et d'euros à taux nul aux banques et aux grands groupes. Ces sommes considérables – qui pourraient être si utilement dépensées – alimentent ainsi les profits bancaires, alourdissant le coût du capital tout en préparant un nouveau krach avec les énormes bulles spéculatives qu'elles nourrissent. À l'heure où les signes d'une nouvelle crise financière se multiplient, élever le niveau de conscience concernant l'utilisation de l'argent par les banques et mettre en débat cet enjeu dans les luttes est une priorité pour les communistes.

La crise systémique, c'est l'impasse. Impasse sur l'emploi, sur les services publics, sur les droits sociaux, sur le type de croissance. C'est l'impasse en matière d'écologie. C'est l'impasse pour la sécurité des peuples qui demandent à vivre en paix. C'est l'impasse sur la démocratie...

Cela rend impérieux un processus de dépassement du capitalisme, la sortie, pour l'humanité, de cette préhistoire.

## **Le communisme est à l'ordre du jour de ce siècle**

### **Thèse n° 8 : Relevons le défi écologique et anthropologique. Changeons de cap : l'humain d'abord !**

Nous, communistes de France, proposons une alternative à ce désastre. Le profit et l'accumulation ne peuvent commander le présent et le devenir de l'humanité et de notre planète. Les humains et les ressources naturelles sont considérés comme des moyens au service du profit de quelques-un-e-s ; nous voulons, quant à nous, remettre les choses à l'endroit et placer l'humain d'abord. C'est ce que nous appelons l'écommunisme. La boussole doit être celle du bien-vivre, du développement durable de l'humanité, de la réponse à ses besoins, potentiels et aspirations, incluant nécessairement la dimension écologique. Ceux-ci ne sauraient être définis



abstraitement, une fois pour toutes, ou, d'une façon technocratique, par un marché, un parti ou une administration : ils doivent être définis collectivement dans la délibération démocratique.

### **Thèse n° 9 : Face à l'accaparement de tout par quelques-un-e-s, poussons à fond l'appropriation par le plus grand nombre.**

Ces ruptures d'ampleur qu'appelle le mouvement réel de notre monde ne peuvent s'opérer en laissant les mêmes pilotes en place. La classe des propriétaires des grandes structures économiques ne peut décider seule de ce qu'on produit, où et comment on le fait et, cerise sur le gâteau, en retirer les bénéfices. Celles et ceux qui travaillent et créent les richesses doivent acquérir les pouvoirs leur permettant de décider.

L'appropriation par le plus grand nombre est à l'ordre du jour : nationalisations authentiques (et non simples étatisations hors d'atteinte du pouvoir populaire) donnant la grande place à celles et ceux qui travaillent dans ces secteurs, les usagers et la Nation elle-même ; développement de structures et de services publics démocratisés à échelles locale, nationale, continentale, mondiale ; développement inédit de l'économie sociale et solidaire ; développement volontariste des « communs », ces structures qui se multiplient sous nos yeux, notamment dans le domaine numérique, en marge de l'État et des marchés.

### **Thèse n° 10 : Pour le développement intégral des individus.**

Parce que notre société reste, fondamentalement, une société de classes et que l'oppression de classe est sexuée, elle ne permet pas le développement plein et entier de la personne, dans toutes ses dimensions. L'actuelle division du travail épuise les individus sans leur laisser le temps de développer d'autres aspects de leur personnalité. Les politiques d'éducation et de formation, telles qu'elles sont conçues, empêchent de plus en plus de jeunes d'accéder à une culture de haut niveau et de développer leur créativité. Au nom de la rentabilité, le travail est privé de son sens ; la pensée, la création, le sport sont sommés de se soumettre à la loi du marché. Nombre de nos loisirs sont même réduits à des divertissements uniformisés. Au-delà, on enferme les personnes dans des rôles ; on les assigne à des identités.

Au contraire, notre combat communiste place en son cœur l'ambition du libre développement de la personne dans toutes ses dimensions. C'est un enjeu de justice : nous sommes toutes et tous capables d'apprendre, de créer, d'innover : pourquoi certain-e-s en seraient-ils privé-e-s ? Au-delà, c'est une nécessité politique, économique, civilisationnelle : pour faire face aux défis productifs d'aujourd'hui et de demain, pour permettre effectivement l'activité citoyenne de direction collective, pour que chacune et chacun, par son libre développement, puisse donner toute sa mesure et, par là, faire croître comme jamais le libre développement collectif.

Cela appelle à transformer radicalement l'éducation pour qu'elle réponde à cette ambition. Cela appelle une forte réduction du temps de travail, appuyée sur les formidables gains de productivité, ouvrant la voie à des possibilités inédites de développement de la personne et une organisation nouvelle des temps de la vie.

### **Thèse n° 11 : Pour une société d'êtres humains égaux et libres, face à la mise en scène d'un « choc des civilisations ».**

Le chaos du monde actuel est propice à la montée de toutes les haines. Dans le monde et dans toute l'Europe, le racisme redevient, à grande échelle, un des instruments de la domination de classe : exacerber la concurrence des exploité-e-s et des dominé-e-s. Inégalités sociales, précarisation du travail, assignations territoriales dans des quartiers délaissés de la République, discriminations racistes structurelles (embauche, logement, contrôle au faciès) se conjuguent pour mettre à l'index, en état de sous-citoyenneté, une part croissante de la population, et singulièrement de la jeunesse, injures quotidiennes à nos principes républicains.

L'idéologie dominante propose un portrait caricatural et très appauvri de l'humanité, réduite

à une division raciste et religieuse en quelques blocs civilisationnels censément homogènes : c'est le prétendu « choc des civilisations » (« l'Occident » serait blanc et chrétien, alors que son histoire est beaucoup plus plurielle ; le « monde arabe » serait tout uniment musulman ; etc.).

Profondément anticolonialistes, anti-impérialistes de la première heure, partisans décidés de l'émancipation individuelle et collective, nous rejetons ces manœuvres qui divisent artificiellement celles et ceux qui ont intérêt à s'unir, en même temps qu'elles humilient et briment des millions d'individus, ramenés à une couleur de peau, une religion réelle ou supposée, une « civilisation » présentées comme des menaces ou des crimes. Nous affirmons l'égalité de tous les êtres humains et récusons toutes les grilles de lecture racistes. Nous combattons le système de domination raciste, toutes les violences – y compris policières – et toutes les discriminations – y compris territoriales. Il est urgent de porter un antiracisme qui revendique l'égalité de traitement pour toutes et pour tous, qui agit contre toutes les formes de discriminations, d'humiliations et d'oppressions, qui combat avec force l'offensive xénophobe, antimusulmane, antisémite et contre toutes les formes de racisme.

La mise en scène de ce « choc des civilisations » est une entrave au libre développement de chacune, dans la complexité et la diversité de ses origines et trajectoires, de ses opinions, de ses croyances. Se libérer de ces chaînes relève de notre combat communiste, comme condition et manifestation du développement de l'humanité tout entière.

### **Thèse n° 12 : Pour une humanité débarrassée de la domination patriarcale, pour des femmes et des hommes égaux et libres.**

La domination patriarcale est un puissant frein au développement de l'humanité. L'indépendance économique des femmes par le travail, le renforcement de leur formation, conquêtes majeures au sein du capitalisme, rendent cette moitié de l'humanité chaque jour plus actrice de sa vie et de l'humanité entière. Cela manifeste aux yeux de toutes et tous son égale capacité et dignité. Les tactiques patronales de discrimination visant à faire des économies sur le dos des femmes en rétribuant moins celle-ci à travail de valeur et de qualifications égales sont de moins en moins supportées et apparaissent pour ce qu'elles sont : une inégalité systémique, une injustice d'un autre temps.

L'ampleur des campagnes #metoo/balancetonporc révèle à la fois la gravité et le caractère structurel des violences faites aux femmes – elles sont très nombreuses, de tous âges et tous milieux sociaux, à en être victimes – comme la puissance d'un refus : celui d'être considéré comme un objet. Pour atteindre l'égalité et laisser la personnalité de toutes et tous se développer librement, notre combat appelle à s'émanciper de ces dominations. Les combats féministes bouleversent l'ensemble des rapports sociaux, la place assignée à chacune et chacun ; ils permettent à l'ensemble de la société de faire un bond en avant.

Dans le même sens, la progression des droits des personnes lesbiennes, gays, bi, transgenres, intersexuées (LGBTI+), fortement discriminées elles aussi par le système patriarcal, inimaginable il y a un demi-siècle encore, est le signe qu'une société nouvelle cherche à éclore.

Aujourd'hui, ces conquêtes, inachevées, sont fragiles et peuvent être remises en cause. Ainsi, notre combat communiste vise non seulement à les conforter, mais à leur donner une ampleur neuve, dans une société de liberté, d'égalité, de dignité.

### **Thèse n°13 : Pour un monde de paix.**

Le monde est bouleversé sous la pression des appétits capitalistes et impérialistes, par les guerres. Cela le rend dangereux à un point inconnu depuis la fin de la Guerre froide. Les nationalismes et obscurantismes voient leur vigueur redoubler, se présentant comme des réponses alternatives à une mondialisation capitaliste brutale et dépourvue de sens ; ils mènent les peuples dans d'aussi meurtrières impasses. La « fin de l'Histoire » n'a pas eu lieu ; cette fable élaborée alors que le capitalisme semblait triompher, dans les années 1990, a été pleinement

invalidée par le mouvement de l'Histoire même. Le capitalisme, dans sa phase mondialisée, génère au contraire de violentes contradictions qui aiguïssent les tensions et nourrissent des foyers de guerre partout sur la planète. Les traités de libre-échange qui se multiplient à l'écart des décisions souveraines dessinent des zones d'affrontements qui accumulent des stocks alarmants d'armements. Et la menace nucléaire est à nouveau brandie dans des formes nouvelles.

D'Erdogan à Trump en passant par Netanyahu ou Poutine, redouble d'actualité l'analyse de Jaurès : le capitalisme porte en lui la guerre « comme la nuée dormante porte l'orage ».

La paix ne peut pas s'épanouir au milieu de la guerre économique. La survie et le développement de l'humanité permettent et requièrent au contraire l'essor des coopérations internationales dans un cadre de paix et de droit. Elle est conditionnée par un indispensable dialogue sanctionné par des instances internationales modernisées et démocratisées, par une refondation progressiste de la construction européenne qui doit s'émanciper de l'OTAN. La France doit s'inscrire de façon active dans le processus d'interdiction des armes nucléaires, engagé en juillet 2017, par une très large majorité (132 États) de l'assemblée générale de l'ONU.

La paix, le désarmement et tout ce qui les nourrit s'avèrent ainsi des enjeux cardinaux de notre combat.

### **Thèse n° 14 : Pour une France hospitalière et fraternelle, une Europe solidaire.**

Les enjeux migratoires sont au cœur de notre époque et représentent un véritable défi mondial. Aucun pays n'échappe aujourd'hui à ces enjeux, enjeux qui relèvent de choix politiques réfléchis. Il s'agit donc pour les institutions internationales, États et citoyen-ne-s, de travailler à définir des solutions communes dans une démarche d'accueil, de devoir d'humanité et de co-développement. Si le droit à la mobilité est reconnu par la Déclaration des droits de l'homme, des migrations forcées ne cessent d'augmenter. Seul un tiers de la population mondiale arrive à faire valoir son droit à la mobilité, et les drames humains se multiplient. Notre responsabilité est d'accueillir les migrant-e-s avec dignité, dans le respect des droits internationaux et des conventions des droits de l'enfant.

Au moment où l'Europe consacre des milliards d'euros à la « sécurisation des frontières », la France doit porter un autre espoir, celui de la patrie des droits de l'homme, du droit à la circulation pour toutes et tous, de l'ouverture du droit d'asile aux réfugié-e-s économiques et climatiques, d'ouverture de voies légales de migration, de politiques volontaristes d'accès au droit au travail, à la santé, aux transports, au logement, à l'apprentissage du français. De plus, la France doit s'investir pleinement pour un pacte mondial de solidarité sur les enjeux migratoires, l'année où l'ONU appelle à des initiatives.

## **En France, un combat stratégique**

### **Thèse n° 15 : La France présente des dimensions stratégiques pour notre combat.**

Sixième puissance mondiale, la France est de ces nations qui peuvent peser sur le cours du monde. Que la lutte des classes y tourne à l'avantage des possédant-e-s ou des travailleurs et travailleuses, et les conséquences peuvent s'en faire sentir pour de nombreux peuples dans le monde. Les luttes y prennent ainsi une portée qui dépasse les seules frontières hexagonales.

Emmanuel Macron tente aujourd'hui d'utiliser le rayonnement international de la France et sa puissance d'intervention militaire extérieure pour retrouver un rôle de leader du « camp occidental », à l'égal de Trump. Cet effort est vain ; il est même dangereux car il n'est pas mis au service de la construction d'un nouvel ordre du monde fondé sur la justice, le droit, la coopération et la paix. Notre pays a pourtant des atouts pour jouer, en grand, ce rôle de progrès.

Parmi les grandes puissances capitalistes, la France présente une configuration singulière. Malgré les réactions, reniements et répressions, la France reste intimement marquée par le souffle

de sa Grande Révolution, de ses révolutions du XIXe siècle, de ses intenses luttes de classes du XXe, de ses mobilisations féministes. Notre peuple en porte un puissant héritage : de sa devise républicaine à la Sécurité sociale en passant par son ancrage laïque, le préambule de 1946 ou la vivacité de ses organisations révolutionnaires syndicales et politiques. Les luttes sociales et politiques en 2018 en témoignent de manière vivante.

Cette configuration, singulière en Europe et dans le monde, fait de notre pays, au cœur du monde capitaliste, une terre qui appelle le déploiement offensif de notre combat communiste.

**Thèse n° 16 : La France est au cœur d'un affrontement de classe visant à saborder tous les leviers de modernité conquis de haute lutte : défendons-les, développons-les, ressourçons-les.**

Activement soutenu par le grand capital financier et ses relais médiatiques, qui en ont fait leur nouveau champion, le Président de la République a réussi en 2017 à capter le besoin de renouveau de la société française. Mais son « nouveau monde » montre son vrai visage : inégalitaire, brutal et autoritaire, tout entier dédié aux grands intérêts capitalistes. Même rhabillé en *start up*, le modèle Macron tape toujours plus dur. Derrière les masques, c'est le vieux monde capitaliste.

La Sécurité sociale, les services publics sont des conquêtes majeures, leviers originaux de modernité arrachés par le combat de classe. Ils n'ont cessé d'être l'objet d'attaques de la part du patronat et leur originalité s'est parfois émoussée quand il aurait fallu la renforcer. Nous sommes aujourd'hui confronté·e·s à une lutte de très haute intensité visant à les liquider purement et simplement, pour faire place nette à une domination de classe sans frein. Le pouvoir Macron, c'est la volonté de pousser le plus loin possible l'adaptation de notre pays à la domination capitaliste mondialisée de ce siècle.

Ces conquêtes doivent, au contraire, être précieusement préservées, ressourcées dans une appropriation populaire effective et amplifiées pour répondre aux défis posés par notre temps. Il ne s'agit pas de normaliser la France au regard des appétits capitalistes internationaux mais de pousser plus loin tout ce qu'elle compte de modernité.

Communistes, nous ne défendons pas le vieux monde et ses lourdes limites. Nous voulons prendre appui sur les conquêtes d'hier et le mouvement profond d'aujourd'hui pour relever les défis du siècle posés à l'humanité. À celles et ceux qui produisent les richesses de prendre, enfin, les affaires du monde en main.

# Les chemins révolutionnaires dans la France de notre temps

## **Pour une mise en mouvement consciente du plus grand nombre pour des objectifs de conquête**

### **Thèse n° 17 : Il existe, en France, une puissante aspiration populaire à de grands changements mais le mouvement populaire reste trop faible.**

La mise en mouvement du plus grand nombre, créatrice et consciente, est la condition *sine qua non* du mouvement communiste. La construction de cette mise en mouvement se trouve ainsi placée au cœur même de notre pratique politique. Nous pouvons nous appuyer, aujourd'hui, sur une puissante aspiration populaire à de grands changements. Le *statu quo* est tellement rejeté que l'homme des principales forces du capital, Emmanuel Macron, a dû intituler son livre de campagne présidentielle « Révolution ». Malgré le déferlement médiatique soutenant chacune de ses contre-réformes, il ne parvient pas à obtenir d'adhésion majoritaire. La dureté de bien des vies, la conscience diffuse des périls, la crise de non-sens du capitalisme mondialisé, la curiosité qui se développe autour des notions de « communs », le regain d'intérêt pour les idées de Marx ou le communisme dans la jeunesse en constituent d'autres signes. Pour autant, le mouvement populaire effectif est encore trop faible. Nous avons des obstacles à lever.

### **Thèse n° 18 : Développer la conscience de classe est un enjeu stratégique.**

La mise en mouvement du plus grand nombre implique une élévation du niveau de conscience des intérêts en présence. L'idéologie dominante s'emploie à diviser la grande classe des salarié·e·s. Pourtant, les conditions objectives pour une alternative au système capitaliste sont aujourd'hui particulièrement aiguës, notamment du fait d'une concentration inédite de la classe capitaliste. Face à elle, et par-delà ses mille nuances – de l'ouvrier à la chercheuse en passant par le chômeur, le cadre ou la caissière –, la classe des salarié·e·s est unie objectivement, dans sa subordination aux grands propriétaires qui, seuls, décident et profitent véritablement. L'émergence des « auto-entrepreneurs » dans la dernière période n'est pas synonyme de création d'une classe aux intérêts distincts. Leurs intérêts sont ceux des salarié·e·s. Face à la concentration actuelle du capital apparaissent même des possibilités d'alliance très fortes avec nombre de travailleurs indépendants et de petits patrons, eux aussi soumis au pouvoir d'une classe dominante de plus en plus étroite.

Pourtant, force est de constater que cette classe n'a pas conscience de ses intérêts communs. En effet, une des principales forces de la politique de la classe capitaliste, celle d'Emmanuel Macron en témoigne, est qu'elle parvient à diviser de manière significative les salarié·e·s et simultanément à faire adhérer une partie d'entre eux aux thèses patronales. Ainsi, les différences de statuts ou la domination patriarcale sont utilisées pour tirer les droits des travailleurs·euses vers le bas, les différentes méthodes managériales et le développement de l'intéressement accentuent la mise en concurrence des salarié·e·s et la participation aux bénéfices se fait au détriment de l'augmentation des salaires. Ainsi, la mise en mouvement créatrice des salarié·e·s et de leurs allié·e·s de classe appelle une intense bataille idéologique pour faire croître une large conscience de classe.

### **Thèse n° 19 : Développer l'alliance de toutes celles et de tous ceux qui ont intérêt à l'extinction des dominations pour, ensemble, parvenir à les faire reculer.**

Par-delà même ces structurants intérêts de classe, nous visons à rassembler toutes celles et

tous ceux qui ont intérêt au dépassement du capitalisme et au libre développement de la personne. Le sort réservé à la jeunesse de notre pays, aux femmes, aux étranger·e·s, à celles et ceux que l'idéologie dominante tend à présenter comme des ennemis de l'intérieur en raison de leur couleur de peau ou de leurs croyances réelles ou supposées ; tout nous appelle à travailler ensemble et, ensemble, combattre ces dominations dont l'extinction serait profitable à toutes et tous. Ce sont des questions de tout premier ordre et des préoccupations majeures pour des millions de personnes dans notre peuple, prêtes à se mobiliser en plus grand nombre encore, depuis Parcoursup jusqu'aux violences policières, en passant par #metoo/balancetonporc ou la chasse aux migrant·e·s.

Au-delà, nous visons à rassembler toutes celles et tous ceux que la République délaisse dans les banlieues, les quartiers populaires, le péri-urbain ou la ruralité. Nous promovons une République de l'égalité dans tous les territoires.

### **Thèse n° 20 : Notre stratégie communiste s'ancre dans les luttes concrètes pour engager le dépassement du capitalisme.**

C'est dans les luttes concrètes, sur tous les terrains, que se construisent les possibilités d'un dépassement réel du système capitaliste. C'est dans le mouvement réel, dans ces luttes et dans le combat pour y porter des alternatives que s'ancre notre stratégie révolutionnaire, ce processus multiforme fait de succès partiels mais aussi de possibles reculs, de victoires de longue portée et de ruptures, d'élévation progressive des objectifs de conquête à mesure que se construisent et évoluent les rapports de forces.

Aussi, nous devons déployer notre présence, notre visibilité, notre activité dans un plus grand nombre de bassins de vie et d'emplois, en appréhendant la réalité dans ses contradictions, en développant notre autonomie de pensée et d'actions, pour être d'abord identifié·e·s pour ce que nous sommes et pour le changement de société que nous portons.

Les questions qui font le quotidien de notre peuple soulèvent toutes des questions politiques qui peuvent être utilement nourries de l'apport communiste.

### **Thèse n° 21 : La mise en mouvement populaire, pour grandir, a besoin de victoires. Travaillons, à toutes échelles, à en obtenir et popularisons-les.**

Le fatalisme s'est répandu dans de larges couches de notre société. C'est le fruit d'une dure bataille idéologique mais aussi d'une succession factuelle d'échecs de mobilisations. La lutte trouve un écho plus vigoureux et large quand on peut l'espérer victorieuse. Il est, dès lors, stratégique, à toutes échelles, de penser des batailles qui visent à être gagnées et s'en donnent les moyens, que nous en soyons à l'initiative ou que celles-ci soient déjà en cours. Pour partielles qu'elles puissent être, ces victoires ne peuvent devenir des leviers d'une mise en mouvement plus large qu'à la condition d'être connues et popularisées.

### **Thèse n° 22 : Faire grandir cinq transformations révolutionnaires constitutives de notre projet communiste.**

Nous sommes à l'écoute et en appui des mouvements de notre peuple que nous tâchons de pousser le plus loin possible, en nous y impliquant avec esprit de suite et cohérence de sens global. En outre, notre programme reste celui développé dans « La France en commun ».

Au vu des aspirations de notre peuple, de ce qu'il identifie comme devant faire l'objet de mobilisations, comme des défis objectifs que nous identifions pour la période actuelle et à venir, nous nous engageons pour obtenir de nouvelles conquêtes qui contribuent à faire grandir cinq grandes transformations révolutionnaires constitutives de notre projet communiste.

- **Ouvrir la porte au communisme dans la production et le travail.** Le pouvoir de décider ce qui est produit, d'organiser le travail, d'utiliser les bénéfices est confisqué par une poignée

de grands actionnaires qui ruinent notre pays, ses travailleurs et travailleuses, à l'image de ceux de Carrefour, groupe qui verse des dividendes records, prévoit près de 4 000 licenciements et impose des bas salaires à celles et ceux qui, par leur travail, assurent sa richesse. À l'échelle mondiale, les assauts ne sont pas moindres et ont aussi des effets en France (1,4 milliard de personnes vivent avec moins de 5 \$ par jour, 73 % de la population mondiale n'ont pas de protection sociale adaptée...). L'heure est venue de faire grandir les pouvoirs de décision économique pour les travailleurs, travailleuses et usagers, en France, en Europe et dans le monde. Dans le même mouvement, nous portons l'ambition de garantir à chacune et chacun le droit à un travail émancipé et à du temps libéré. Alors que l'utilisation capitaliste de la révolution numérique conduit à des destructions massives d'emplois et au développement effréné de la précarité jusqu'à l'uberisation des activités, décidons au contraire, collectivement, de l'usage que nous voulons en faire. Les potentialités de cette révolution permettent, en effet, de tout autres perspectives : développer de nouveaux métiers, réduire le temps de travail au profit d'autres activités humaines, pour dépasser le marché du travail avec la création d'une sécurité de l'emploi et de la formation.

- **Engager la révolution écologique.** Cet enjeu est souligné dans nos textes de congrès depuis plusieurs décennies. L'urgence de la situation appelle cependant une montée en puissance de notre part sur ce front, dans la suite des assises communistes de l'écologie : dans notre pays, près de 50 000 décès prématurés sont dus à la pollution atmosphérique ! L'heure est venue de développer un nouveau mode de production, de nouveaux modes de consommation, de nouveaux modes de déplacement. Cela passe par la relocalisation d'activités économiques, la lutte contre les perturbateurs endocriniens, la relance massive des secteurs de l'industrie (transport, isolation...) comme de la recherche loin du démantèlement auquel nous assistons, l'introduction de critères sociaux et écologiques ambitieux et contraignants pour les entreprises, la détermination démocratique et la maîtrise publique des énergies – à commencer par l'énergie nucléaire qui doit être absolument placée, pour être viable, à l'écart des logiques de l'argent – la refonte du modèle agricole français avec une réduction des intrants chimiques, le développement de services publics démocratisés, un nouveau modèle d'échanges internationaux fondés sur la coopération, loin des accords de libre-échange généralisés et d'une division internationale des processus productifs écologiquement insoutenable. Cette lutte, d'emblée, s'inscrit du local au mondial, avec les peuples mobilisés des pays en développement qui exigent que les pays riches et industrialisés, responsables du réchauffement climatique, s'acquittent de leur dette écologique
- **Faire reculer les dominations patriarcales, combattre le racisme et faire échec aux nationalismes.** Dans les discours et dans les faits, ces dominations vivaces défigurent notre pays, génèrent discriminations, humiliations et souffrances. Il est urgent de faire grandir la conscience que le fait d'être français n'implique pas une couleur de peau ni une religion, et réciproquement. Face aux Zemmour, Finkielkraut, à la « Manif pour tous » et autres puissantes offensives réactionnaires, notre agenda place haut les combats à mener pour l'égalité professionnelle, le droit à disposer de son corps, le juste partage des pouvoirs, le libre développement de chacune et de chacun, en France et dans le monde.
- **Protéger et développer les services publics.** Les capitalistes veulent tout privatiser, tout transformer en marchandise. Ils font subir un traitement de choc aux services publics en les privant de moyens humains, financiers et en soumettant leur gestion au dogme de la rentabilité jusqu'à les entraver dans leurs missions. La situation de l'hôpital public en est le témoin. Nous devons au contraire les promouvoir pour répondre aux besoins humains et relever le défi écologique : pas de démocratie ni de métiers d'avenir sans système éducatif à la hauteur de la révolution des connaissances ; pas d'accès aux soins pour toutes et tous, pour une protection sociale du XXI<sup>e</sup> siècle sans service public de santé et secteur public du médicament ; pas de réponse au défi climatique sans service public de l'énergie ou du transport ferroviaire. Le statut de la fonction publique est essentiel pour relever ces défis car il garantit l'égalité, l'indépendance et la responsabilité des fonctionnaires.

- **Prendre le pouvoir sur l'argent.** C'est une question objectivement incontournable et, de plus en plus, perçue comme telle. Nous pourrions ainsi envisager des batailles d'ampleur contre l'évasion fiscale et viser à briser plusieurs de ses mécanismes comme le « verrou de Bercy ». Au-delà, prendre le pouvoir sur l'argent nécessite la connaissance précise des activités bancaires, la constitution d'un secteur bancaire public incluant des nationalisations, une maîtrise populaire du crédit, une réorientation radicale de la Banque centrale européenne pour placer son pouvoir de création monétaire au service des besoins du plus grand nombre. Enfin, il nous faut travailler à forger une monnaie commune mondiale pour échapper à la domination du dollar et permettre au grand nombre des humains de maîtriser leur monnaie commune.

## **À la conquête des pouvoirs**

### **Thèse n° 23 : Il n'y a pas d'émancipation politique sans émancipation culturelle.**

Le capitalisme prend les allures d'une forme de dictature de la pensée dont l'ambition est d'imposer son hégémonie culturelle en s'emparant des imaginaires. Des œuvres, des langues, des lieux, des festivals, des artistes disparaissent tandis que de grands groupes globalisés font main basse sur la production artistique, sur les médias et le web. Ils fabriquent et diffusent massivement des « produits culturels » standardisés et uniformisés. Pris au piège de l'austérité et minés par les critères libéraux, les établissements culturels publics voient leur liberté de création, leur esprit critique, leur fonction citoyenne, menacés. C'est d'autant plus dangereux que néolibéralisme et néopopulismes convergent du même pas obscurantiste. L'élitisme et le populisme culturel apparaissent comme une arme pour parler au nom du peuple tout en lui refusant le droit de se construire en acteur de sa propre histoire. Remettre l'art, les savoirs, la culture et l'éducation populaire au cœur de notre combat émancipateur, reconquérir une hégémonie culturelle progressiste sont des enjeux majeurs de la construction d'une nouvelle conscience de classe et d'une alternative à la destruction capitaliste comme à la haine populiste. À l'ordre de la marchandise, du divertissement, du repli identitaire, opposons le risque de la création, l'ambition de la démocratie culturelle, comme de l'ouverture au monde pour construire un nouvel universalisme de liberté, d'égalité et de fraternité.

### **Thèse n° 24 : Nous sommes confronté-e-s à une nouvelle phase de concentration autoritaire des pouvoirs.**

Peinant à susciter l'adhésion, les forces dominantes sont tentées par l'autoritarisme. De puissants systèmes médiatiques aux mains des puissances d'argent contrôlent un flot continu d'informations. Des transnationales nées de la révolution numérique étendent leur emprise dans des domaines inédits. La démocratie, en crise, est mise en danger. Faute d'avoir une prise réelle sur les décisions, des millions de citoyennes et de citoyens se retirent du jeu démocratique.

En France, Emmanuel Macron veut franchir une étape majeure dans la concentration des pouvoirs. Dans l'entreprise, toutes ses lois visent à priver les salarié-e-s et leurs syndicats de droit d'intervention. Il veut aussi une nouvelle concentration institutionnelle : moins de pouvoirs pour les communes, moins de parlementaires et de pouvoir au parlement, toujours plus pour un État aux mains d'une technocratie financière. Une présidentialisation monarchique sert de levier à une recomposition politique lourde : un pouvoir toujours plus éloigné du contrôle populaire. Nous opposons à cela une conception de la politique fondée sur l'accroissement des pouvoirs du plus grand nombre.

### **Thèse n° 25 : Nous visons la conquête du pouvoir d'État pour faire croître les pouvoirs du plus grand nombre.**

Dans la mondialisation capitaliste, le rôle des États reste majeur et le Parti communiste français ne saurait se désintéresser de l'État français, 6e puissance mondiale. Nous avons déjà détenu une petite part du pouvoir d'État, ce qui a puissamment contribué à apporter des transfor-



mations profondes à notre pays : droit de vote et d'éligibilité des femmes, Sécurité sociale, statut général de la fonction publique, nationalisations, loi de solidarité et de renouvellement urbains... Dans une situation qui appelle des transformations plus radicales encore, mêlant processus au long cours, seuils et ruptures, le Parti communiste français vise plus que jamais la conquête du pouvoir d'État.

Pour autant, le PCF ne vise pas à se substituer simplement à une autre force à la tête de cette machinerie. Cette conquête vaut pour nous en ce qu'elle s'inscrit dans notre combat visant à ce que ceux et celles qui produisent les richesses gagnent le pouvoir de décider. Nous visons, dans ce sens, la constitution d'une nouvelle République.

### **Thèse n° 26 : Notre stratégie de conquête des pouvoirs ne se limite pas à l'État national.**

Tout le pouvoir ne réside pas, ni n'a vocation à résider dans l'État. Les lieux de pouvoir sont pluriels. Nous visons la conquête de pouvoirs des salarié-e-s à l'échelle de l'entreprise. Nous visons la conquête de pouvoirs dans les différentes institutions, trop souvent fermées à l'initiative et au contrôle populaires. Nous visons la conquête de pouvoirs dans les collectivités. Dans ce sens, nous aspirons à une décentralisation des pouvoirs au plus près des citoyennes et des citoyens et nous mobilisons contre le démantèlement de la démocratie de proximité.

L'Union européenne est devenue, par sa construction au service des marchés et sous domination des grandes puissances, un niveau clé de la lutte de classe. Pour nos peuples et pour changer le cours de la mondialisation, des transformations fondamentales dans ses orientations, institutions financières et de coopération politique – donc des ruptures avec les traités actuels – sont un objectif stratégique. Nous nous battons à la fois pour une autre politique de la France en Europe, et pour des fronts européens dans les institutions et en dehors d'elles. Nous pensons notre action à l'échelle continentale avec le Parti de la gauche européenne, le groupe GUE/NGL et toutes les coopérations progressistes engagées jusqu'ici et à engager dans la prochaine période pour ouvrir des fronts victorieux.

Face à un capitalisme mondialisé, nous pensons notre action à l'échelle mondiale, avec les forces politiques progressistes mais aussi les mouvements de la société émancipateurs comme #metoo/balancetonporc ou la lutte, mondiale, contre les géants du numérique (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft...) pour leur soumission à l'impôt et l'appropriation de nos données. Notre démarche stratégique est fondamentalement internationaliste. La part internationaliste de notre combat doit être renforcée face à des stratégies, de fait, pensées et mises en œuvre à cette échelle.

La croissance de la force communiste est un objectif stratégique ; le rassemblement majoritaire, un chemin incontournable.

### **Thèse n° 27 : Les élu-e-s communistes sont un atout précieux dans ce combat.**

Dans notre stratégie révolutionnaire, les milliers d'hommes et de femmes engagés au Parti communiste qui assument des responsabilités dans les institutions sont un atout majeur. Qu'ils y soient majoritaires ou non, ils sont des points d'appui précieux pour les luttes progressistes : ils en sont directement partie prenante, au plus près des habitantes et habitants, articulant réponses immédiates et perspectives de transformation profonde. Au-delà, face aux attaques du capital, aux politiques d'austérité et de concentration autoritaire des pouvoirs, ils tiennent une place singulière dans l'action, mêlant résistance et expérimentations, en lien privilégié avec le grand nombre des citoyennes et citoyens.

Ainsi, acteurs de rassemblements, à tous les échelons et dans toutes les configurations, les élu-e-s communistes sont une des conditions de progression de nos idées, de nos combats, du mouvement populaire de progrès.

## **Pleinement communistes, pleinement rassembleurs pour de nouvelles majorités politiques**

### **Thèse n° 28 : Pour une mise en mouvement populaire permanente : initiative communiste et fronts d'unité populaire.**

La construction de mouvements populaires, d'expérimentations sociales, de majorités politiques capables de réaliser concrètement l'avancée des aspirations émancipatrices de notre peuple est le cœur de notre stratégie. *L'émancipation des travailleurs est l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* : cela dit clairement la transformation révolutionnaire démocratique que nous visons. Par ses propositions, sa capacité d'analyse et d'initiative, le Parti communiste se place au service de ce mouvement émancipateur. Il n'y a pas de formule politique intangible capable d'enfermer ce mouvement de création continu. Le combat communiste, la lutte de classes la plus large mise en mouvement populaire appellent des mobilisations politiques aux configurations évolutives et multifformes.

Ces constructions, majoritaires ou suffisamment amples pour entraîner le mouvement de la société, supposent d'impulser en même temps la politisation et l'intervention populaire la plus large possible et l'initiative communiste dans la société. Nous avons souvent du mal à déployer les deux, ce qui fragilise les rassemblements en construction ou en limitent la portée.

L'initiative communiste dans les luttes populaires doit être déployée avec plus d'audace et de constance, ce qui nécessite des changements dans l'animation de notre parti et dans les liens que nous entretenons à la société.

La politisation des mouvements populaires nécessite plus d'initiatives et d'engagement au service du débat populaire, plus d'espaces à créer pour lui permettre de se déployer, et de combattre la tendance à la délégation vers d'autres du débat politique ou à l'ignorance de ces enjeux.

Pleinement communistes et pleinement rassembleurs, c'est la ligne de conduite que nous devons nous atteler à mettre en œuvre. Les alliances politiques ou électorales sont pour nous un des moyens et non une fin au service de ces objectifs.

Notre stratégie est donc indissociablement initiative communiste pour des luttes populaires transformatrices et construction de fronts d'unité populaire pour porter ces luttes et les rendre victorieuses. C'est une création continue, qui ne saurait être intégralement planifiée à l'avance mais qui doit être mieux impulsée, évaluée et coordonnée en permanence.

### **Thèse n° 29 : Le Front de gauche a finalement échoué, non sans rencontrer des succès.**

Lors de son Congrès de 2008, le PCF appelait à la constitution de « fronts les plus larges possibles visant des objectifs politiques précis », s'appuyant sur « une construction unitaire permanente avec des cadres, des fronts, des alliances adaptés aux contenus portés et aux échéances affrontées ». De cette impulsion initiale naît le Front de gauche.

Cette construction originale a motivé l'engagement de dizaines de milliers de personnes, l'espoir de millions d'autres, autour du programme « L'humain d'abord » diffusé à plus de 500 000 exemplaires.

Pour autant, dès le début du Front de gauche, nous avons été confronté-e-s à une difficulté : là où nous voulions construire de *larges fronts*, nous avons dû, au gré des échéances électorales et au nom de la préservation du rassemblement, nous contenter d'un front réduit à la dimension d'alliance de forces politiques aux stratégies de plus en plus divergentes. Nous avons manqué d'initiatives pour impulser une intervention populaire pérenne dans des fronts de lutte sectoriels portant des plateformes politiques de transformation sociale. Cela a renforcé à la

fois l'illusion d'un Front de gauche comme potentiel parti, auquel adhérer directement, et celle d'alliances conçues comme ne pouvant concerner que des forces en tous points d'accord avec nos propres objectifs.

De 2012 à 2015 nous n'avons pu ou su renforcer le Front de gauche, ni faire de la profonde aspiration à l'unité de ses sympathisant·e·s, une force de cohésion empêchant son éclatement et élargissant sa dynamique. Nous n'avons pas pu ou su trouver les moyens et les lieux pour trancher démocratiquement les débats politiques d'orientation.

Nous avons abordé les échéances de 2017 avec deux objectifs politiques assumés, à savoir :

- construire une authentique candidature présidentielle de progrès capable d'accéder au 2<sup>e</sup> tour et de l'emporter ;
- consolider nos deux groupes parlementaires.

Nous avons échoué à atteindre notre 1er objectif mais rempli le second. Pour autant, nous avons essuyé, en nombre de voix, un résultat national catastrophique lors du 1er tour des élections législatives.

N'avons-nous pas commis des erreurs d'appréciation sur la situation politique à gauche au début de l'année 2016 ? En particulier, n'avons-nous pas sous-estimé l'état de décomposition des principales forces de cet espace politique, leur rejet global par l'opinion qui englobait jusqu'aux « frondeurs » socialistes ?

La fondation de la France insoumise et la candidature unilatérale de Jean-Luc Mélenchon ont marqué l'acte de décès du Front de gauche. Si le programme porté par cette candidature reprenait une grande partie de « L'humain d'abord », il n'en reste pas moins qu'il en excluait des points essentiels. Cette campagne poursuivait un tout autre objectif stratégique et politique que celui du Front de gauche. Il s'agissait pour la direction de la FI d'utiliser la campagne présidentielle pour construire une nouvelle organisation visant à occuper tout l'espace politique de la gauche – et au-delà – en absorbant, en marginalisant ou en éradiquant toutes les autres forces afin de créer un espace hégémonique « populiste ».

Pour autant, la dynamique dont cette candidature a bénéficié doit beaucoup à l'espoir qu'a incarné le Front de gauche. Si nous n'avons pas pu ou su faire vivre à la hauteur nécessaire notre campagne autonome, entraînant l'effacement de la voix communiste lors de cette élection, nous ne sommes pas pour autant étrangers au résultat de cette candidature qui a semé des illusions mais aussi des graines très positives. Le grand nombre de celles et ceux qui ont voté pour ce candidat était – et demeure – authentiquement mû par une aspiration progressiste profonde. C'est pourquoi nous ne pouvons pas laisser ce potentiel être entraîné dans une aventure « populiste » sans avenir, étrangère aux repères de classes, peu sensible aux exigences de dépassement du capitalisme, encore très marquée de ce point de vue par ses origines sociales-démocrates. À nous de créer les conditions, les cadres et les espaces politiques pour travailler avec toutes celles et tous ceux qui ont eu le Front de gauche au cœur, avec toutes celles et tous ceux qui se sont mobilisés pour la candidature de Jean-Luc Mélenchon en 2017.

L'échec du Front de gauche s'inscrit lui-même dans une série d'échecs de nos expériences de rassemblement depuis la fin du Programme commun : union à la base, nouveau rassemblement populaire et majoritaire, pacte unitaire de progrès, gauche plurielle, comités antilibéraux. À partir du mouvement de la société française et d'une analyse des échecs rencontrés depuis mars 1978, nous devons construire une nouvelle offre stratégique qui soit un véritable changement de paradigme. Cette stratégie nouvelle ne consiste pas à refaire mieux ce qui a échoué, mais à faire différemment : il s'agit de soutenir et d'impulser en permanence dans la société des mouvements de luttes à visée transformatrice. C'est une démarche stratégique qui doit s'articuler autour des mouvements contradictoires de la société, et guider notre stratégie électorale de conquête du pouvoir. L'élection présidentielle pose un problème spécifique lourd au PCF depuis 1965. Ce problème croît à mesure que la présidentialisation de la vie politique progresse.

Il nous faut, à la fois, travailler à préparer dès maintenant les échéances de 2022 et mettre en échec les logiques de délégation de pouvoir à un homme providentiel qui vont à l'encontre de toute notre démarche politique.

## EN DÉBAT : **Bilan**

*Au-delà de ce qui est écrit dans la thèse sur le bilan du Front de gauche et des échéances électorales de 2017, des camarades portent des approches différentes de notre bilan.*

*Une idée est qu'il faut réaliser un bilan de plus longue portée sur le PCF et les partis communistes dans le monde depuis la chute du mur de Berlin. Certain·e·s pensent que nos choix stratégiques désignés par le terme d'« expérience » de rassemblement n'ont en fait jamais été révisés depuis le 30<sup>e</sup> congrès du PCF à Martigues et que l'abandon du socialisme au profit d'une visée communiste nous prive des moyens de répondre aux questions que se posent des millions de gens.*

*L'idée est avancée que l'échec du Front de gauche tient à un rôle effacé du Parti et à une priorité donnée aux enjeux électoraux et à la recherche d'alliances, par rapport aux luttes et à la promotion des idées communistes. Pour d'autres camarades, cela tient dans le fait d'avoir voulu constituer plusieurs fronts et non de consolider un front unique, notamment par le biais d'adhésions directes au Front de gauche.*

*Concernant les échéances électorales de 2017, le bilan du choix de candidature et le processus de décision font débat.*

*Des camarades pensent que le fait de ne pas avoir poursuivi jusqu'au bout notre volonté de rassemblement des candidats de gauche en réduisant le vote des communistes à l'alternative entre un candidat communiste et Jean-Luc Mélenchon est un problème.*

*Pour d'autres, la décision de ne pas présenter de candidat à la présidentielle de 2017 et de soutenir le candidat de la France insoumise, les conditions dans lesquelles cette décision a été prise, et surtout sur ses conséquences, ont contribué à la promotion du candidat de la France insoumise comme principal opposant. Une autre idée est que l'absence de nos propositions dans le débat présidentiel a grandement contribué à notre effacement et à notre échec aux élections législatives. Des camarades pensent que cette désignation s'est faite sans la moindre condition politique et que la gestion des parrainages n'a pas permis de peser pour un accord législatif positif pour le PCF.*

*Des camarades estiment que l'échec de 2017 tient au fait que la direction de notre parti cherchait un impossible rassemblement de toute la gauche alors que la direction de la FI voulait une rupture claire avec un PS rejeté par les milieux populaires. L'impasse est venue de l'impossibilité d'apporter une solution à ce différend, conduisant à la rupture. Cela tient à une longue succession d'erreurs d'appréciation du PCF de la situation politique, notamment sur ce qu'est devenu le PS, ses électeurs, ainsi que sur les « frondeurs ».*

*Une autre idée est qu'une fois le choix fait de soutenir Jean-Luc Mélenchon, cette décision n'a pas été réellement mise en œuvre. Pour certain·e·s camarades, une*

*campagne communiste autonome de celle du candidat de la France insoumise n'était pas possible.*

*Un débat existe aussi sur la caractérisation du programme de la FI en 2017, « L'avenir en commun ». Pour certains camarades, il reprenait l'essentiel du programme « L'humain d'abord ». Pour d'autres, en étaient supprimées des propositions communistes clés.*

*Enfin, des camarades estiment que lors des échéances de 2017 nous avons esquivé la question essentielle du désengagement croissant des citoyen-ne-s du processus électoral et que cela ne peut que conduire ceux-ci à ne pas se reconnaître dans notre parti.*

### **Thèse n° 30 : Les forces politiques du capital se recomposent, en force, autour de trois pôles aux porosités marquées.**

Les conditions dans lesquelles nous affrontons la période politique ont été bouleversées par les échéances de 2017. Pour autant, la recomposition des forces en présence est encore en cours ; elle n'est pas stabilisée.

Nous avons affaire à un projet global et articulé, radicalement pensé, du capital financier pour inscrire la France dans le nouveau désordre planétaire et les concurrences qu'il génère. Pas simplement à une aggravation des attaques de la classe dominante contre les conquêtes du monde du travail et de la démocratie. L'instrument privilégié de ce projet est un césarisme qui profite de la désintégration de l'ordre politique ancien, de la crise de la politique et de la démocratie représentative, de l'affaiblissement du mouvement ouvrier, de la dislocation de la gauche, de l'inexistence d'une alternative progressiste massivement crédible, de l'estompage des repères à partir desquels se sont noués pendant plusieurs décennies les affrontements politiques et sociaux. Ce projet est d'une portée tout aussi considérable que celui qu'avait, dans un contexte tout à fait différent, porté le gaullisme à la fin des années 1950. Sa visée est, non seulement, de liquider ce qu'il demeure de l'héritage du CNR, mais encore de transformer qualitativement les structures de l'économie du pays, de changer profondément les équilibres institutionnels en asphyxiant les dernières formes de contre-pouvoir ayant subsisté sous la Ve République, d'étrangler le « modèle républicain » français pour lui substituer, dans l'organisation de la vie collective, une logique, inspirée des classes dominantes états-uniennes, le tout adossé à une cohérence idéologique se présentant comme une réponse aux défis de ce début de siècle.

Cela donne une force considérable à LREM dans son entreprise de recomposition au service du regroupement de toutes les forces libérales.

Cette opération politique libère, à droite, un espace de convergences pour les forces de droite radicalisées autour de Laurent Wauquiez et de l'extrême-droite. Si le premier de ces pôles est traversé de crises et mis en difficulté par l'opération LREM, il n'en demeure pas moins particulièrement implanté ; malgré le désastre de la candidature Fillon, son écho continue de porter loin. Le second de ces pôles connaît également une reconfiguration et une réorientation, symbolisée par l'éviction de Florian Philippot et le renforcement d'un discours libéral qui s'encombre moins de masques. Malgré le salutaire et cinglant échec infligé à Marine Le Pen au deuxième tour de l'élection présidentielle, l'enracinement de l'extrême droite reste à un niveau historique et rien n'indique un reflux jusqu'ici.

Cette montée des périls ne s'arrêtera pas d'elle-même ; c'est une puissante alternative de progrès, porteuse d'un fort projet de classe qui, seule, peut lui faire efficacement face, dans la durée.

### **Thèse n° 31 : Les forces de progrès se recomposent dans la difficulté et l'éclatement.**

L'effondrement du PS, marque du discrédit du projet social-démocrate, bouleverse la situation à gauche. Le quinquennat Hollande a abîmé comme jamais l'idée de gauche. De fait, l'identification positive à la référence « gauche » a considérablement faibli, mais celle-ci n'a pas disparu et notre peuple n'a rien de bon à attendre de sa disparition, d'autant que la vérité qui se fait jour sur le projet Macron le révèle au plus grand nombre comme un authentique projet de droite.

La géographie de la gauche s'en trouve d'autant plus chamboulée que la principale d'entre elles, la FI, refuse de s'en réclamer, usant de références multiples et variables dont celles du « populisme » et du « démagisme ». Pour autant, les forces sociales qui la soutiennent sont majoritairement issues du mouvement de la gauche antilibérale qui s'est amplifié à partir de 2005, et que nous avons contribué à développer. D'autres forces, dans le giron de la social-démocratie, comme le mouvement Génération.s de Benoît Hamon apparaissent.

Aujourd'hui, les repères politiques de celles et ceux que nous ambitionnons de rassembler sont éclatés et mouvants. La gauche sociale et politique est durablement diverse, comme le montre l'appel du 26 mai. Son rassemblement est nécessaire mais n'y suffira pas. Notre travail de rassemblement se reconstruira d'abord autour de contenus forts répondant aux exigences populaires.

Cette reconfiguration politique n'est pas figée ; elle appelle de notre part ambition et audace.

### **Thèse n° 32 : Vers un nouveau front social et politique.**

Notre stratégie est faite de débats idéologiques, de luttes permanentes, de fronts partiels pour faire reculer le pouvoir LREM et le patronat qui le soutient, pour stopper son offensive de remodelage, pour ouvrir des brèches et construire des avancées concrètes à l'opposé des logiques capitalistes. Nous menons ces luttes à toutes les échelles, locales, régionales, nationale, européenne et mondiale.

Ces mouvements doivent préparer un changement de majorité politique dans le pays. Si les conditions n'en sont pas aujourd'hui réunies, le besoin d'une majorité alternative au pouvoir de Macron est d'ores et déjà posé. Nous avancerons sur le chemin de cette nécessaire reconstruction politique dans les luttes populaires en cours et à venir en faisant grandir l'exigence de transformation des pouvoirs politiques et de leurs orientations.

Quelle perspective pouvons-nous nationalement proposer qui ne renouvelle pas les échecs du passé récent ? Nous savons que les forces sociales et politiques dont la mise en mouvement est nécessaire sont diverses et traversées de débats. Les mobilisations du printemps contre la politique Macron l'ont confirmé.

Nous proposons aux forces disponibles d'expérimenter un nouveau cadre politique, pour continuer de faire avancer cette construction sans nier les débats : la création d'un forum national politique qui pourrait poursuivre le débat politique entre les forces disponibles, animer des campagnes communes, élaborer des constructions programmatiques ou électorales, sans rendre la participation de toutes les forces s'y associant chaque fois obligatoire. Tout en favorisant l'unité d'action politique, il laisserait à chaque force sa pleine et entière liberté d'initiative.

## EN DÉBAT : **Stratégie**

*Le débat sur le nécessaire renouvellement stratégique de notre parti et les « nouvelles initiatives stratégiques » qui en découlent font partie des questions les plus discutées par les communistes.*

*Les leçons qu'il convient de tirer du bilan du Front de gauche, de son échec final, de notre score historiquement bas aux législatives, de la difficulté et de l'éclatement dans lequel se trouvent les forces de gauche sont ardemment débattues.*

*Au-delà des idées exprimées dans les thèses de la base commune, plusieurs idées sont avancées : les premières portent sur la relance de l'initiative communiste. Pour les uns, le texte fait insuffisamment place à la relance de l'initiative communiste et du projet communiste en lien avec les luttes, alors même que le rassemblement sur des contenus doit être au cœur de toute reconstruction.*

*Aussi, notre priorité stratégique doit être de réarmer idéologiquement le mouvement populaire et de le construire politiquement, secteur par secteur, par la constitution de fronts de lutte et de plateformes qui unissent sur des objectifs précis. Cela implique une autonomie de la force communiste pour réhabiliter les enjeux de classe jusqu'à ce qu'ils dominent les enjeux identitaires et deviennent la matrice de la recomposition de la gauche.*

*Une autre idée estime au contraire que c'est l'insuffisante analyse des mouvements de transformation émergents dans la société, producteurs de modernité, qui place le PCF en marge.*

*Pour initier de nouvelles luttes offensives, la base commune avance 5 transformations révolutionnaires constitutives de notre projet communiste. Sont-elles à la hauteur, pertinentes et, surtout, déclinées en termes opérationnels ? Des camarades pensent que non et souhaitent que le débat soit poussé.*

*La seconde idée débattue porte sur la proposition de « forum politique national » : elle est jugée par certain-e-s prématurée et inadaptée.*

*Prématurée parce que les conditions pour qu'y prévalent des contenus transformateurs ne sont pas réunies tant que nous ne reprendrons pas l'offensive sur ces contenus. Inadaptée parce qu'elle ressemble à ce que nous avons déjà fait et que ce forum risque de reproduire les échecs antérieurs.*

*L'avenir de la gauche fait aussi débat.*

*Nous donnions au Front de gauche l'objectif de supplanter au sein de la gauche les forces sociales-libérales. Mais aujourd'hui, c'est la dislocation, voire la disparition de la gauche qui est en jeu. Au moment où le projet Macron se révèle profondément de droite, mettons-nous l'objectif de sa reconstruction au centre de la stratégie et comment ?*

*À ce propos, l'idée est avancée que nous devons prendre différemment en compte la nouvelle géographie de la gauche et l'émergence de la FI, qui marquerait l'arrivée en tête de la gauche d'un projet de portée anticapitaliste. La FI se trouve ainsi placée face au défi du rassemblement de la gauche sauf à occasionner une désespérance supplémentaire. Nous avons une responsabilité particulière, notamment dans les échéances locales à venir en raison de notre implantation, pour poser la question de ce rassemblement, mener la bataille de la reconquête pour une gauche aujourd'hui très affaiblie.*

*En somme, des thèses de la base commune et des idées avancées ressort l'idée que nous devons poursuivre jusqu'au congrès le débat de notre renouvellement stratégique. Nous sommes loin d'être au bout de ce débat.*

### **Thèse n° 33 : Nous avons vocation à être présent-e-s à toutes les élections.**

Avec la perspective de nourrir cette mise en mouvement consciente du plus grand nombre pour des objectifs de conquête, nous avons vocation à être présent-e-s à toutes les élections, y compris à l'élection présidentielle.

L'analyse concrète des différentes situations concrètes doit nous amener à déterminer les modalités précises de cette présence. Pour autant, dans le calendrier hyperprésidentialisé de la Ve République, nous devons préparer dès à présent l'ensemble de la période quinquennale et démontrer la pertinence de notre présence à toutes les échéances.

Les deux prochaines échéances qui nous attendent, élections européennes en mai 2019 et municipales en 2020, doivent être préparées dès maintenant à partir de leurs caractéristiques propres et des objectifs qu'elles peuvent permettre de faire avancer.

Les élections européennes auront lieu en mai prochain. Nous sommes en campagne avec un contenu de classe – portant les intérêts populaires contre ceux de la finance – et internationaliste – mettant en valeur le besoin d'une France libre de dire non et à l'offensive pour construire sans attendre des coopérations de développement commun à géométrie choisie. Cette orientation est la réponse progressiste à la fausse alternative entre « intégrationnisme » néolibéral de Macron et nationalisme tout aussi néolibéral du FN, les deux revers de la médaille capitaliste. Dans le contexte d'un rejet populaire puissant des politiques de l'Union européenne, de crise des partis du consensus libéral au profit d'une droite encore plus réactionnaire ou de mouvements comme LREM, et de percées critiques des extrêmes droites, l'alternative réside dans notre capacité à créer un rapport de forces aux élections en faveur d'exigences sociales fortes. Jeunes comme retraité-e-s, salarié-e-s comme indépendant-e-s, militant-e-s de la paix comme écologistes, féministes comme antiracistes, toutes et tous confrontés dans leurs combats aux traités et politiques de l'UE, doivent trouver dans les européennes de 2019 une occasion de porter leurs idées eux-mêmes aux côtés de candidats communistes incorruptibles face aux pouvoirs de l'argent, combatifs et déterminés à placer toujours l'humain et la planète au cœur de leurs actions. C'est ainsi qu'est construite notre liste, qui reste ouverte à de nouvelles jonctions avec le mouvement social et les partis de la gauche de transformation sociale et écologique. Nous travaillons à faire élire des député-e-s européen-ne-s communistes et issus de ces luttes de progrès dans la perspective d'un groupe de gauche confédéral, large et rassemblé au parlement européen.

Pour les élections municipales, des rassemblements très larges sont possibles sur la base de projets promouvant la commune, les services publics, la démocratie locale, élaborés au plus près des citoyennes et citoyens. Dans ce cadre, il nous faudra travailler à une cohérence métropolitaine de notre stratégie. Bien avant la constitution de listes, c'est autour de projets locaux et d'une bataille nationale contre les plans de liquidation et l'asphyxie financière du pouvoir communal que nous voulons engager sans attendre le combat.



# *Le Parti communiste entre dans un nouveau siècle*

## **Thèse n° 34 : Révolutionner le PCF pour révolutionner le monde.**

Pour porter le combat communiste dans un monde qui change vite, et mettre en œuvre cette nouvelle stratégie, le Parti communiste français doit se révolutionner. Il doit réinventer son projet, sa démarche, ses pratiques, son organisation. Nous savons que cela ne se décrète pas. Nous avons de nombreux atouts mais beaucoup est à changer également. Ni table rase, ni simple continuation, mais évolution révolutionnaire : voilà ce qui guide nos transformations. Ce n'est pas la première fois que nous en parlons : nous avons engagé ces transformations en 2008, en décidant de demeurer le Parti communiste. Notre parti a changé, il s'est rajeuni, renouvelé, il reste une force essentielle, mais il s'est aussi affaibli. Au dernier congrès, conscient·e·s que nos transformations étaient insuffisantes, nous avons adopté un relevé de décisions. Il était ambitieux ; l'évaluation de sa mise en œuvre est à engager dans toutes les organisations du PCF mais nous pouvons déjà estimer que nous avons peiné, collectivement, à le mettre en œuvre. Cette fois, il faut sauter le pas.

## **Thèse n°35 : Un parti démocratique pour l'engagement du plus grand nombre.**

Pour faire échec aux ambitions du capital et promouvoir une alternative révolutionnaire, une ample mise en mouvement consciente est nécessaire. Celle-ci, pour prendre toute sa mesure et atteindre une dimension de masse, appelle une organisation démocratique rassemblant largement et coordonnant intelligences, expériences et énergies dans la durée.

C'est pour cette raison que nous travaillons à faire du Parti communiste l'organisation de la politisation populaire, de l'appropriation par le plus grand nombre des clés d'intelligibilité du monde, des intérêts qui s'y affrontent et des voies de sa transformation. Il s'agit ainsi de contribuer à ce que travailleurs et travailleuses construisent eux-mêmes les chemins de leur émancipation, dans la maîtrise des enjeux et dans l'action.

Cette orientation fondamentalement démocratique est inséparable de notre conception de la mise en mouvement populaire et du rôle du PCF dans celle-ci.

Dans cet esprit, nous travaillons à faire du Parti communiste un parti de masse, ancré dans de larges couches de la société, en prise avec les souffrances, les oppressions, les discriminations, tout comme avec les colères, les espoirs et les luttes qui s'y déploient.

Pour atteindre cet objectif, nous visons à faire du collectif militant conscient et actif une force qui peut s'appuyer sur la réflexion et l'expérience de tou·te·s et de chacun·e. Parce que nous cherchons à avoir une analyse et une action pertinentes, nous devons mobiliser l'apport de chaque communiste. Nous pensons la voie de notre efficacité en visant un Parti communiste comme intellectuel collectif, ouvert sur la société. Cela implique de stimuler le débat, la production et la circulation d'idées et d'initiatives, d'amplifier leur coordination et leur mise en commun.

## **Thèse n° 36 : Un parti pour ne plus se laisser dominer, exploiter, aliéner.**

Nous sommes le parti de celles et ceux qui produisent les richesses, face à ceux qui accumulent les dividendes. Quel que soit leur statut, elles et ils trouvent au Parti communiste l'organisation de lutte des classes. Le Parti communiste, sans exclusive, cultive sa singularité dans le paysage politique en étant une force à la disposition des milieux populaires.

Nous sommes le parti de celles et ceux que les dominations patriarcales et racistes briment et tentent d'abaïsser. Au Parti communiste, elles et ils relèvent la tête et se battent pour la justice et la dignité.

Nous sommes le parti de celles et ceux qui ne s'en laissent pas conter sur le « capitalisme vert » et savent qu'il faut engager dès maintenant cette révolution écologique. Au Parti communiste, elles et ils s'organisent pour ce combat écologique.

Nous sommes le parti de celles et ceux qui ont l'internationalisme au cœur. Au Parti communiste, elles et ils militent pour la paix, la liberté et l'égalité des peuples.

### **Thèse n° 37 : Un parti pour la jeunesse qui veut s'engager, penser et construire un nouveau monde.**

En respectant son indépendance d'organisation, nous soutenons, partout, le rayonnement du Mouvement jeunes communistes de France. Celui-ci s'est considérablement renforcé ces dernières années ; il est un point d'appui important pour la jeunesse dans toutes ses mobilisations. Les communistes soutiennent cette dynamique en favorisant le développement d'espaces d'accueil, de soutien logistique et d'échanges politiques avec le MJCF.

Levier de transformation de la société, les jeunes peuvent trouver au PCF une structure de lutte pour gagner leur avenir. Le PCF crée les conditions de leur accueil, en prenant en compte leurs aspirations et modes d'engagement spécifiques, en leur offrant aussi bien des possibilités de formation qu'un répertoire d'actions adapté.

### **Thèse n° 38 : Pour un parti féministe.**

Les freins à la mise en place du livret ressource pour amplifier la lutte contre les violences sexistes et sexuelles et du dispositif associé, mais au-delà le manque d'ambition pour la mise en responsabilité et la participation des femmes dans le Parti doivent être dépassés. Nous devons tirer toutes les conséquences du fait que le mouvement féministe, en plein essor mondialement, est un des plus puissants leviers d'émancipation. Il est temps de sortir des déclarations « il manque des femmes », « les femmes ne veulent pas être candidates » et dépasser le constat qu'aujourd'hui 45 % des adhérents sont des adhérentes, mais que 80 % des secrétaires fédéraux sont des hommes. L'égalité femmes/hommes doit être un axe de travail dans le pôle Vie du Parti. Créons des binômes paritaires, des coprésidences, des commissions locales féministes. Engageons un autre mode de répartition des tâches politiques plus participatif, plus partagé, y compris dans le temps, qui favoriserait les femmes.

### **Thèse n° 39 : Pour un parti de masse et de proximité.**

Si un de nos objectifs est d'investir les luttes existantes pour en pousser le potentiel de transformation révolutionnaire, notre structuration comme notre nombre sont essentiels. Ainsi, le nombre d'adhésions que nous réalisons, le nombre de personnes à qui nous proposons l'adhésion et, de fait, le nombre de camarades mobilisé-e-s pour la proposer sont des éléments cruciaux dans notre volonté de conquête sociale et politique. Aussi, le renforcement du PCF ne se pose pas, d'abord, comme une question interne mais bien comme un élément indispensable au développement d'un large mouvement pouvant rendre possible l'alternative dont la France a besoin. Dans ce sens, nous lançons une grande campagne d'adhésions « Cent ans d'avenir » : un appel national aux hommes et femmes de progrès. Faisons cause commune : c'est ce que peuvent décider des dizaines de milliers de personnes dans les deux ans à venir. Tous ensemble et dans toute la France, en 2020, nous fêterons le centenaire de notre parti et l'ouverture d'un nouveau siècle de combat communiste. Nous préparons dès à présent cette grande année de fêtes populaires. C'est un plan de travail qu'il faut élaborer dans toutes les structures du PCF, en démocratisant la question de l'adhésion, en développant des outils en ce sens, en fixant des objectifs et en faisant suivi, évaluation et points d'étape. Un temps national doit être consacré à cette question recensant notamment les expériences locales positives grâce auxquelles les militant-e-s communistes, par leur présence régulière contribuent déjà grandement au renforcement de notre organisation. En s'appuyant sur des luttes locales donnant à mobiliser sur des objectifs précis, les communistes gagnent en crédibilité, en audience et en contacts. Ceux-ci

devraient faire l'objet d'un suivi régulier sur le long terme dans notre objectif de renforcement.

Pour autant, notre nombre ne prend toute sa force que dans notre capacité à nous organiser, dans la proximité, dans l'ensemble du territoire. Nous devons donc travailler à des objectifs de déploiement du PCF. La question de la proximité est essentielle pour tisser contact humain et rapport de confiance dans la durée. C'est un atout décisif pour être pleinement dans les luttes, rayonner dans la société, peser sur les rapports de forces et, au-delà de nous-mêmes, mettre en mouvement largement. Pour cela, l'organisation de proximité des communistes doit viser partout où cela est possible l'échelle humaine : le quartier, la commune, le canton rural ou le lieu de travail. Cette proximité est également un élément indispensable pour permettre à chaque communiste de trouver sa place dans le PCF, au-delà du livret d'accueil des nouveaux adhérent·e·s que nous mettons en place.

### **Thèse n° 40 : Un parti pour faire toute sa place à la politique dans les lieux de travail.**

Si de nouvelles formes d'exploitation apparaissent (« ubérisation », « auto-entrepreneuriat »...), l'entreprise demeure le cadre essentiel de l'opposition capital-travail. Des millions de salarié·e·s y sont confronté·e·s aux bas salaires, à la précarisation, la mise en concurrence, l'exploitation. C'est aussi le lieu où, par l'activité syndicale, se construit la solidarité revendicative, où prend corps la force du mouvement social. Pour autant, les difficultés de l'organisation à l'entreprise, au plan syndical comme au plan politique s'aiguisent.

À l'heure où la question du sens et du pouvoir dans l'entreprise est posée, à l'heure où l'appropriation de celle-ci par celles et ceux qui y travaillent s'invite à l'ordre du jour de l'humanité, il nous faut retravailler la question de l'intervention communiste à l'entreprise, dans un registre spécifique qui ne saurait se confondre avec l'activité syndicale. Les difficultés sont grandes mais nous devons être sensibles aux dynamiques positives enregistrées notamment parmi les cheminot·e·s dans le cadre de leur grande mobilisation : des cellules se sont créées, renforcées, redynamisées. Nous relançons, avec volontarisme, un secteur national dédié à l'activité dans les lieux de travail avec, comme premier objectif, de travailler à la mise en lien et au recensement des camarades des mêmes branches d'activité, avec la volonté de mettre en place un·e référent·e pour chacune de ces branches. Comme prévu dans le relevé de décisions, nous consacrerons un Conseil national à cette question.

### **Thèse n° 41 : un parti de la formation pour changer le monde.**

Notre politique de formation doit nous permettre de remplir trois objectifs. Primo, élargir le nombre d'individus en maîtrise de concepts, de gestes, d'outils pour donner pleine mesure au libre rayonnement de chaque adhérent·e dans la société. Deuxio, permettre de faire vraiment de notre nombre une force active, un intellectuel collectif, par un haut niveau de culture commune partagée. Tertio, prendre hardiment le chemin d'un Parti communiste aux couleurs de toute la société, en se dotant de directions, à tous niveaux, n'étant pas le reflet passif des inégalités de tous ordres.

Dans ce sens, la formation devient une priorité d'organisation appelant une active formation de formateurs afin de démultiplier nos forces en la matière, la mise au point et en circulation de livrets et vidéos. Outre les stages de base et les stages à destination des cadres nationaux que nous souhaitons renforcer, nous développons, à échelle régionale, une nouvelle catégorie de stages à destination de tous nos cadres locaux et départementaux, dans l'esprit de ce qui est expérimenté actuellement. Nous développons à tous les niveaux de notre organisation des formations sur les violences sexistes et sexuelles pour lesquelles nous affirmons une tolérance zéro.

Les enjeux de formation sont de grande importance pour le PCF comme pour notre objectif stratégique de mise en mouvement populaire.

### **Thèse n° 42 : Un parti de solidarités concrètes.**

Parce que le combat politique ne se résume pas, pour nous, au maniement de grands mots et de petites phrases, nous avons multiplié les initiatives de solidarité concrète dans la dernière période : ventes de fruits et légumes, marchés solidaires, aide aux devoirs, voyages à la mer... Ces initiatives, par-delà l'aide effective qu'elles apportent, peuvent constituer des portes d'entrée pour l'engagement politique et donner de la force et de l'incarnation à nos batailles. Elles s'inscrivent dans notre bataille de politisation et de mise en mouvement populaires. C'est cet aspect que nous devons renforcer en faisant mieux encore de ces moments, avec esprit de suite, des portes d'entrée pour les grandes questions politiques.

### **Thèse n° 43 : Des campagnes identifiantes, identifiées et évaluées.**

La démultiplication des campagnes nationales, fédérales, locales à laquelle viennent s'ajouter les exigences de l'actualité, ne permet pas toujours la claire identification de notre message par celles et ceux à qui nous nous adressons. En outre, une impression d'inconstance ou d'inachevé se répand pour les communistes qui mènent ces campagnes.

Concevoir une approche nouvelle de nos campagnes, alliant réactivité et esprit de suite, tout en restant au plus près des préoccupations locales concrètes, est essentiel. Travaillons à partir des idées forces de notre projet, telles que nous les exposons dans les premières parties de ce texte. Elles peuvent constituer des fils rouges, que nous veillons à décliner dans la diversité de nos campagnes ou de nos initiatives liées à l'actualité.

Ces objectifs font l'objet d'évaluation collective et de points d'étape.

### **Thèse n° 44 : Des réseaux nationaux d'initiative pour changer concrètement le monde.**

Les adhérentes et adhérents du PCF ont vocation à être organisés au sein de cellules, sections et fédérations. Sans qu'il s'agisse de créer une organisation nouvelle, nous développons des réseaux d'initiative thématiques pour coordonner plus efficacement les richesses militantes de notre parti et accroître son rayonnement effectif. Ces réseaux nationaux sont en effet ouverts à toutes les femmes et tous les hommes de progrès, offrant à ceux-ci la possibilité d'une expérience militante avec les communistes sans exiger un engagement global. Ils visent en outre à mieux faire circuler l'information pertinente pour un thème donné, en lien avec un secteur de travail (ou plusieurs), ou encore à organiser une campagne particulière. Il s'agit de libérer la prise d'initiatives des communistes, de les mettre en lien avec des personnes ressources sur un sujet, tout en nourrissant concrètement une mise en mouvement populaire large.

Pérennes ou ponctuels, ces réseaux doivent permettre d'élargir le nombre de personnes avec lesquelles nous avons un lien, d'approfondir le lien avec des contacts et aussi de démultiplier le nombre d'hommes et de femmes – communistes ou non – mis en mouvement.

La nouvelle plateforme numérique du PCF facilite cette mise en réseau.

### **Thèse n° 45 : Une plateforme pour mettre en réseau toutes les énergies communistes.**

La révolution numérique a bouleversé la manière de faire de la politique, les relations sociales, les représentations et la construction des opinions. Elle a créé de nouveaux processus et lieux de politisation. Il nous faut nous en saisir pleinement. Il s'agit de se doter de nouveaux outils politiques. Nous mettons en œuvre une stratégie numérique globale afin d'acquérir une force de frappe sur la place publique numérique en maîtrisant l'articulation de celle-ci avec la place publique du monde physique, afin d'aider à la mise en mouvement, dans un cadre coordonné, nos adhérent-e-s et nos sympathisant-e-s.

Avec cet objectif nous lançons la plateforme numérique du PCF fin octobre 2018.

Celle-ci sera également un lieu-ressource pour les sympathisant-e-s, adhérent-e-s et respon-

sables de notre parti, en permettant à chacune et chacun d'ouvrir un compte « Mon PCF ». Dans cet espace, sont regroupées des informations utiles – différentes selon qu'on soit sympathisant·e ou adhérent·e – avec, pour les communistes, un lien permettant d'enrichir nos propositions et, pour toutes et tous, un espace personnel où on pourra préciser centres d'intérêt et aspirations militantes, pour gagner en efficacité d'action et favoriser la mise en mouvement efficace.

Ces espaces constituent également des centres de ressources personnalisés pour suivre les initiatives proches de son domicile.

Il s'agit avec la plateforme de se donner les moyens de faire passer une personne d'un engagement dans une campagne numérique (pétition, abonnement à une lettre électronique...) à une action politique pérenne aux côtés du PCF ou en son sein. L'ouverture de la plateforme s'accompagnera de la mise en œuvre d'un plan massif de formation à l'usage politique des outils numériques dans notre parti.

### **Thèse n° 46 : Une stratégie de communication pour un nouvel écho au PCF.**

La communication actuelle de notre organisation doit connaître un saut qualitatif pour s'affranchir de notre triple déficit : problème d'image, manque de permanence et atomisation profonde. L'objectif est de donner à voir la modernité du PCF et du combat communiste. Il nous faut améliorer notre réactivité à l'actualité en développant notamment notre porte-parolat et mener des campagnes de communication dans la durée, à l'appui de nos campagnes politiques. L'enjeu est double : produire des contenus idéologiques de qualité en lien avec le renouveau de la pensée marxiste et travailler à leur diffusion massive, notamment grâce à l'outil vidéo ; parallèlement, développer une communication plus large qui s'adresse à la fois à celles et ceux qui nous écoutent, tout en visant à élargir notre discours aux « communistes qui s'ignorent ». Les idées de bonheur et d'émancipation, la crédibilité du PCF à accéder au pouvoir et la refonte de notre signature « L'humain d'abord » sont au cœur de cette nouvelle stratégie de communication. Les éléments innovants du combat communiste et de notre stratégie doivent être appuyés par une communication redéfinie, notamment en direction des salarié·e·s et des femmes, et avec une priorité donnée à la jeunesse, celle-là même qui dans les enquêtes se déclare la plus ouverte à la question du communisme. Les modalités d'incarnation du PCF donnent à voir l'objectif de rajeunissement de l'image de notre parti. Pour unifier notre communication, nous créons une plateforme de maquettage en ligne, une charte graphique, une nouvelle symbolique, voire un nouveau logo. À l'issue de notre congrès un grand plan de formation en communication sera lancé en s'appuyant sur des référents régionaux.

### **Thèse n° 47 : Un parti de la bataille idéologique et de l'éducation populaire.**

Des centaines de milliers de personnes cherchent à mieux comprendre le monde dans lequel ils évoluent, à identifier des clés d'intelligibilité. C'est une aspiration large ; c'est un enjeu politique majeur.

Dans ce sens, le PCF initie une Université permanente, intégrant les potentialités numériques de diffusion. Autour de quatre thèmes déployés dans l'année, celle-ci propose, chaque semaine, une conférence. Cette initiative n'est pas à destination des seuls communistes ; nous la faisons connaître largement autour de nous, notamment, parmi la jeunesse, toutes celles et tous ceux qui cherchent.

Il s'agit d'ancrer fortement et visiblement le PCF dans une démarche d'éducation populaire, avec des retours incessants entre pratique et théorie dans une démarche de recherche-action. Dans ce sens, des déclinaisons régionales peuvent être envisagées.

Ces universités participent à la bataille idéologique, comme l'université d'été, nos productions, revues (*Cause commune*, revue d'action politique du PCF mais aussi *Progressistes* et *Économie et Politique*) et les précieux journaux progressistes de notre pays – à commencer par *l'Humanité* et *l'Humanité Dimanche* dont la diffusion militante est un enjeu majeur.

## **Thèse n° 48 : Pour des directions plus efficaces et plus démocratiques.**

Pour être de mieux en mieux le parti de l'action populaire, animée par une activité militante de proximité dans tout le territoire, nous avons besoin d'une conception renouvelée des directions plus efficaces dans l'impulsion de l'initiative communiste.

D'ores et déjà notre parti permet à des milliers de femmes et d'hommes, notamment issus des milieux populaires, de prendre des responsabilités militantes et électives et d'être des leviers pour un large engagement dans notre pays. C'est un enjeu important que d'avancer plus loin dans ce sens, en particulier en permettant à des jeunes d'accéder à des responsabilités.

Les attentes des communistes envers leurs directions sont fortes : l'aptitude à impulser des initiatives nationales et locales qui contribuent au rayonnement des idées communistes, à conduire des batailles dans la durée et les évaluer, à générer un travail collectif, à fournir tous les éléments leur permettant de décider souverainement. Concernant notre parole nationale, en particulier, les communistes demandent plus de clarté, de visibilité, de cohérence dans les choix effectués et plus d'efficacité et de combativité.

Tout ceci nous oblige à repenser nos directions, à réfléchir à nos fonctionnements, aux outils dont nous nous dotons, aux coopérations nouvelles que nous initiions et aux liens entre la direction nationale et les fédérations départementales grâce à des coordinations régionales.

Nous avons besoin de directions davantage en prise avec les réalités de la société, représentatives de la diversité du salariat, de la ruralité et des grandes agglomérations, associant des camarades engagé·e·s dans le mouvement social, des élu·e·s, des animateurs·trices du Parti. Pour cela le fonctionnement des directions doit évoluer pour tenir compte de la vie réelle de leurs membres, de leur temps disponible, afin de permettre la participation et l'engagement de toutes et tous.

Ainsi des moyens décuplés doivent être déployés pour créer les conditions de l'accès des femmes aux responsabilités, conformément à nos statuts qui prévoient la parité dans toutes les instances de direction.

Le travail du congrès doit adopter une démarche totalement nouvelle. La commission des candidatures aura pour première mission d'animer le débat dans tout le Parti sur la conception nouvelle de nos directions, notamment du dispositif national de direction nécessaire. Concernant la direction nationale, elle travaillera à la réduction du nombre de ses membres, pour améliorer son mode de fonctionnement et de prise de décisions qui clarifiera les rôles respectifs du Conseil national, du Comité exécutif national et du ou de la secrétaire national·e. Nos statuts devront être rediscutés et modifiés après un bilan partagé à l'occasion du 39<sup>e</sup> congrès.

### **EN DÉBAT : Directions**

*La situation nous appelle à revisiter, sans aucun a priori, l'ensemble de nos fonctionnements. Nous ressentons la nécessité de modifier la conception de nos directions pour mettre en œuvre nos choix politiques, stratégiques et faire vivre le débat démocratique au sein de notre organisation.*

*Des insatisfactions s'expriment quant au rôle et au fonctionnement de la direction nationale notamment.*

*Il est donc nécessaire de clarifier les rôles respectifs du Conseil national et du Comité exécutif national et de réfléchir :*

- *à la façon d'améliorer le fonctionnement démocratique du Conseil national pour en faire plus et mieux l'instance d'élaboration des positions et des initiatives nationales ;*

- à la mission du CEN ;
- au rôle qui revient au ou à la secrétaire national-e.

*Des camarades avancent l'idée que, pour parvenir à modifier notre fonctionnement, il est nécessaire de renouveler profondément la direction nationale, jusqu'au secrétaire national.*

*D'autres considèrent que les questions auxquelles nous sommes confronté-e-s sont politiques, avant d'être des questions de personnes, et que le débat ne peut se poser en ces termes.*

*De même, les rôles respectifs des conseils départementaux et des exécutifs départementaux et leur fonctionnement doivent être repensés.*

*La redéfinition de ces rôles porte à reconsidérer la composition de ces instances : quels sont les différents profils à rechercher, en fonctions des tâches à accomplir, des besoins et objectifs politiques ?*

*Pour une autre organisation de travail du Conseil national, ne faut-il pas imaginer une équipe d'animation en charge de préparer ses réunions, en amont, pour fournir à chaque membre les ressources nécessaires au débat et à la prise de décisions ?*

*Pour améliorer le fonctionnement global de la direction nationale, faut-il donner un nouveau rôle à la réunion des secrétaires départementaux ? Lequel ?*

*Pour des instances en prise avec la réalité de la société, il faut aussi définir des modes de fonctionnement différents (le processus de prise de décisions, le format des réunions, la collégialité, les horaires, les outils ...) avec le double objectif de permettre la participation de camarades en activité professionnelle, et la prise de responsabilité vraiment effective des femmes pour une mise en pratique réelle de la parité.*

*Comment y parvenir ?*

*Comment et à quel moment évaluer les décisions prises, leur mise en œuvre, les campagnes, les initiatives décidées et impulsées par les directions nationales et locales ?*

*S'il est nécessaire d'interroger la constitution et le fonctionnement de chaque collectif de direction – de la section jusqu'au plan national – il nous faut aussi examiner la question de la prise de responsabilités à tous les niveaux, de ce que cela implique notamment de capacité d'animation et de prise d'initiatives, la conception que nous en avons. Beaucoup de sections, de fédérations sont, dans les faits, confrontés à la difficulté de cette prise de responsabilités.*

*Des propositions existent pour aller vers des binômes paritaires, ou générationnels, ainsi que des modes de fonctionnement qui évitent que toutes les questions reposent sur le ou la premier-e responsable.*

C'est avec ambition et détermination que les communistes s'inscrivent dans les combats et les défis de leur temps.

Le Parti communiste est le parti de toutes celles et tous ceux qui souhaitent construire un monde de justice et de paix !

# TABLE DES MATIÈRES



<b>LE COMMUNISME EST LA QUESTION DU XXI<sup>E</sup> SIÈCLE .....</b>	<b>1</b>
Le capitalisme nous entraîne au désastre .....	2
Le communisme est à l'ordre du jour de ce siècle .....	4
En France, un combat stratégique .....	7
 <b>LES CHEMINS RÉVOLUTIONNAIRES DANS LA FRANCE DE NOTRE TEMPS .....</b>	 <b>9</b>
Pour une mise en mouvement consciente du plus grand nombre pour des objectifs de conquête .....	9
À la conquête des pouvoirs .....	12
Pleinement communistes, pleinement rassembleurs pour de nouvelles majorités politiques .....	14
 <b>LE PARTI COMMUNISTE ENTRE DANS UN NOUVEAU SIÈCLE .....</b>	 <b>21</b>

## CAHIERS DU CONGRÈS

Pour accompagner et nourrir les réflexions de notre congrès, une série de textes d'analyses thématiques sera mis à la disposition de l'ensemble des communistes sous forme de Cahiers du congrès. Ceux-ci seront accessibles à toutes et tous très prochainement.





**PCF**